

M A R S 1 9 9 5

LE COURRIER DE L'UNESCO



LE DÉVELOPPEMENT POUR QUI ?



PATRIMOINE

**BYBLOS, UN CARREFOUR
ENCHANTÉ**

ENVIRONNEMENT

**MONTSENY, UN LABORATOIRE
D'HARMONIE**

DOCUMENT

AUNG SAN SUU KYI

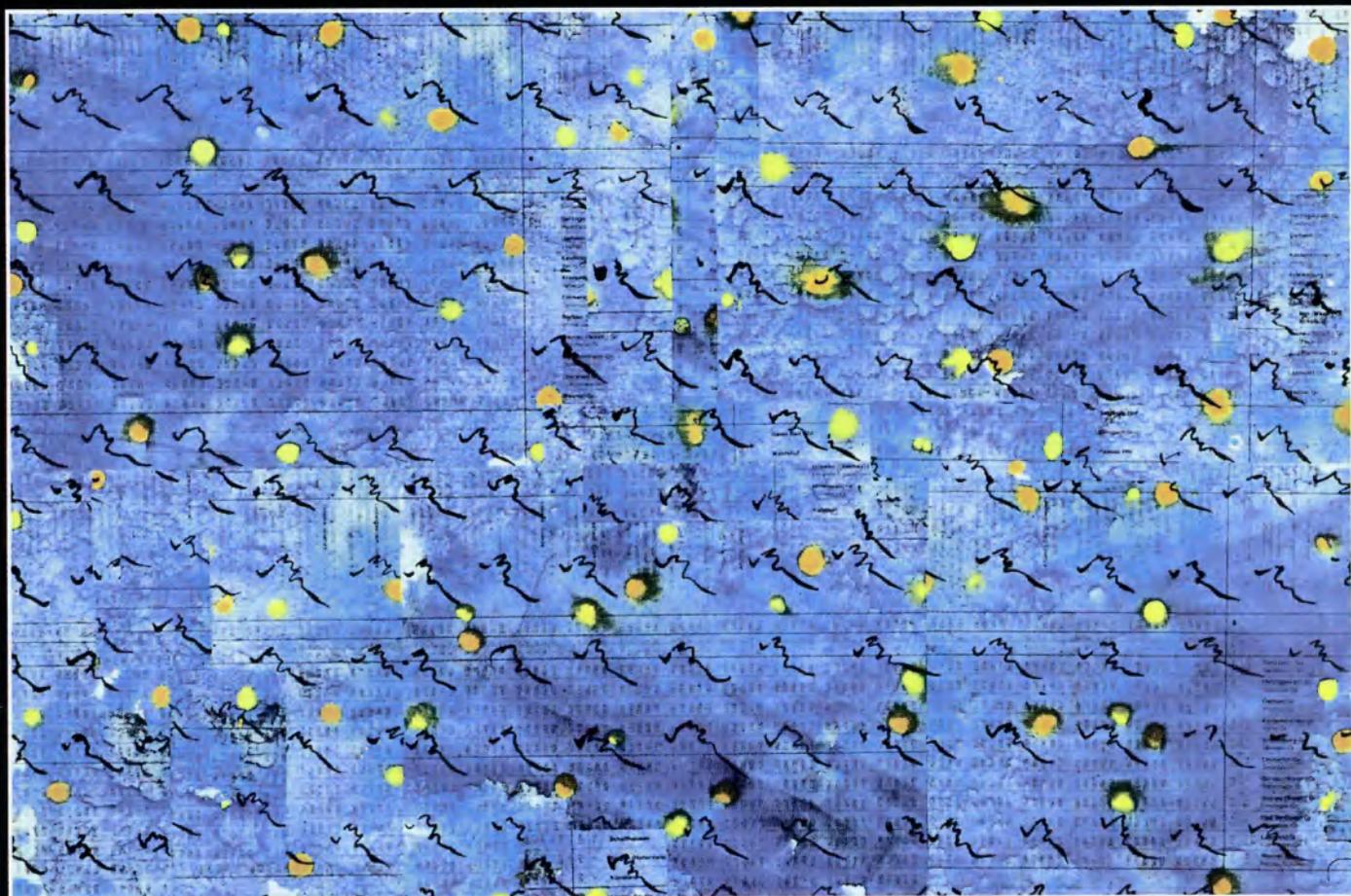
PRIX NOBEL DE LA PAIX

**LA DÉMOCRATIE,
PATRIMOINE COMMUN DE
L'HUMANITÉ**

M 1205 - 9503 - 22,00 F



Pour cette rubrique CONFLUENCES, envoyez-nous une photo (composition photographique, peinture, sculpture, ensemble architectural) où vous voyez un croisement, un métissage créateur, entre plusieurs cultures, ou encore deux œuvres de provenance culturelle différente, où vous voyez une ressemblance, ou un lien frappant. Accompagnez-les d'un commentaire de deux ou trois lignes. Nous publierons chaque mois l'un de vos envois.



Recommandements
1988, aquarelle et encre
de Chine (35 x 54 cm)
de Masako

Cette aquarelle de Masako, artiste japonaise installée en France depuis plus de vingt ans, cherche à exprimer le renouvellement de la vie, symbolisé par un jeu de vagues et de reflets, et par un déroulement simultané de la calligraphie. Peinte sur feuillet imprimé, elle allie la rigueur discrète du dessin japonais à l'éclat impressionniste des couleurs.



Notre couverture:
Ferme dans l'Etat libre d'Orange,
une des provinces
de l'Afrique du Sud.

5 Document
Aung San Suu Kyi
La démocratie, patrimoine
commun de l'humanité

34 MÉMOIRE DU MONDE
Byblos, un carrefour enchanté
par Sawsan Awada Jalu

39 ESPACE VERT
Montseny, un laboratoire d'harmonie
par France Bequette

38 ANNIVERSAIRE
Le destin exemplaire de José Martí
par Cintio Vitier

43 REPÈRES INTERNATIONAUX
La démographie, point focal du développement
questions à Jean-Claude Chasteland

45 ARCHIVES
La grande presse, otage du sensationnel
par Baldomero Sanín Cano

47 1995: ANNÉE DES NATIONS UNIES
POUR LA TOLÉRANCE
La violence est une insulte à l'humain
par Federico Mayor

48 NOTES DE MUSIQUE
L'Opéra de Taiwan
par Isabelle Leymarie

49 Le Courrier des lecteurs

LE DÉVELOPPEMENT POUR QUI ?

- 9** **Un mécanisme d'exclusion**
par Ignacy Sachs
- 13** **La culture du silence**
par Aminata Traoré
- 14** **Les dépossédés**
par John Friedmann et Leonie Sandercock
- 18** *Aujourd'hui*
Le syndicat des chiffonniers
- 20** **Afrique du Sud: cap sur la démocratie**
par Roger Meunier
- 22** **Un changement qui part du dedans**
par Peter Anyang Nyong'o
- 23** **Mexique: connaissez-vous Pronasol?**
par Jaime Marques-Pereira
- 25** **Un engagement éthique**
par Devaki Jain
- 26** **Brésil: tout un pays se mobilise
contre la faim**
par Herbert de Souza
- 29** **Espérer en cherchant l'inespéré**
par Edgar Morin
- 30** **Dossier**

Consultant: Ignacy Sachs

32
La chronique de Federico Mayor

Directeur: Bahgat Elnadi
Rédacteur en chef: Adel Rifaat

RÉDACTION AU SIÈGE

Secrétaire de rédaction: Gillian Whitcomb

Français: Alain Lévêque, Neda El Khazen

Anglais: Roy Malkin

Espagnol: Miguel Labarca, Araceli Ortiz de Urbina

Rubriques: Jasmina Sopova

Unité artistique, fabrication: Georges Servat

Illustration: Ariane Bailey (46.90)

Documentation: José Banaag (46.85)

Relations éditions hors Siège et presse: Solange Beilin (46.87)

Secrétariat de direction: Annie Brachet (47.15),

Assistante administrative: Theresa Pinck

Éditions en braille (français, anglais, espagnol et

coréen): Mouna Chatta (47.14).

ÉDITIONS HORS SIÈGE

Russe: Irina Outkina (Moscou)

Allemand: Dominique Anderes (Berne)

Arabe: El-Saïd Mahmoud El Sheniti (Le Caire)

Italien: Mario Guidotti (Rome)

Hindi: Ganga Prasad Vimal (Delhi)

Tamoul: M. Mohammed Mustapha (Madras)

Persan: Akbar Zargar (Téhéran)

Néerlandais: Claude Montrieux (Anvers)

Portugais: Benedito Silva (Rio de Janeiro)

Ourdou: Wali Mohammad Zaki (Islamabad)

Catalan: Joan Carreras i Martí (Barcelone)

Malais: Sidin Ahmad Ishak (Kuala Lumpur)

Coréen: Yi Tong-ok (Séoul)

Kiswahili: Leonard J. Shuma (Dar-es-Salaam)

Slovène: Aleksandra Kornhauser (Ljubljana)

Chinois: Shen Guofen (Beijing)

Bulgare: Dragomir Petrov (Sofia)

Grec: Sophie Costopoulos (Athènes)

Cinghalais: Neville Piyadigama (Colombo)

Finois: Marjatta Oksanen (Helsinki)

Basque: Juxto Egaña (Donostia)

Thaï: Duangtip Surintatip (Bangkok)

Vietnamien: Do Phuong (Hanoi)

Pachto: Nazer Mohammad Angar (Kaboul)

Haoussa: Habib Alhassan (Sokoto)

Ukrainien: Volodymyr Vasiliuk (Kiev)

Galicien: Xavier Senín Fernández (Saint-Jacques-de-

Compostelle)

VENTES ET PROMOTION. Télécopie: 45.68.45.89
Abonnements: Marie-Thérèse Hardy (45.65), Jacqueline Louise-Julie, Manichan Ngonekeo, Michel Ravassard, Mohamed Saïah El Din (49.19)
Liaison agents et abonnés: Ginette Motreff (45.64)
Comptabilité: (45.65). **Magasin:** (47.50)

ABONNEMENTS. Tél.: 45.68.45.65

1 an: 211 francs français. 2 ans: 396 francs.

Pour les étudiants: 1 an: 132 francs français.

Pour les pays en développement:

1 an: 132 francs français. 2 ans: 211 francs.

Reproduction sous forme de microfiches (1 an): 113 francs.

Reliure pour une année: 72 francs.

Paiement par chèque bancaire (sauf Eurochèque), CCP ou mandat à l'ordre de l'Unesco.

Les articles et photos non copyright peuvent être reproduits à condition d'être accompagnés du nom de l'auteur et de la mention «Reproduits du Courrier de l'Unesco», en précisant la date du numéro. Trois justificatifs devront être envoyés à la direction du Courrier. Les photos non copyright seront fournies aux publications qui en feront la demande. Les manuscrits non sollicités par la Rédaction ne seront renvoyés que s'ils sont accompagnés d'un coupon-réponse international. Les articles paraissant dans le Courrier de l'Unesco expriment l'opinion de leurs auteurs et non pas nécessairement celles de l'Unesco ou de la Rédaction. Les titres des articles et légendes des photos sortent de la Rédaction. Enfin, les frontières qui figurent sur les cartes que nous publions n'impliquent pas reconnaissance officielle par l'Unesco ou les Nations Unies.

IMPRIMÉ EN FRANCE (Printed in France)

DÉPOT LÉGAL: C1 - MARS 1995

COMMISSION PARITAIRE N° 71842 - DIFFUSÉ PAR LES N.M.P.P.

Photocomposition, Photogravure: Le Courrier de l'Unesco.

Impression: Maury-Imprimeur S.A., Z.I. route d'Étampes,

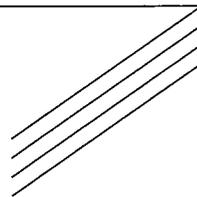
45330 Malesherbes

ISSN 0304-3118

N°3-1995 OPI-95 535 F



u fil des mois



Et si, pour changer, on faisait le pari de l'espoir? Dans une situation complexe, contradictoire, voire chaotique, où s'effondrent les systèmes de référence et les principes d'équilibre qui ont fonctionné dans le passé, où se multiplient brusquement les facteurs d'imprévisibilité, où se mêlent, et parfois s'emmêlent, les forces de régression et les forces de renouveau, il est normal que l'on perde pied, que l'on prenne peur.

Mais alors, le pessimisme n'est pas plus fondé que l'optimisme. Il y a entre les deux un choix à faire. En pleine connaissance de cause, choisir l'optimisme c'est décider que le pire n'est pas sûr, que l'action reste possible et que, dès lors, notre liberté consiste à tout mettre en œuvre pour faire prévaloir le mieux.

Choisir d'espérer et d'agir suppose une certaine manière de lire le réel, de privilégier lucidement les virtualités de changement, de réagir positivement aux signaux de danger, de les prendre, non comme des raisons de désespérer, mais comme des occasions de rebondir, des chances de bifurquer, de transformer les échecs en succès.

Ainsi, pour ce qui concerne l'une des questions qui auront hanté la seconde moitié de ce siècle — le développement — quelle lecture devons-nous faire de la formidable masse de données dont nous disposons?

La hausse tragique des courbes de chômage, de l'exclusion, de la misère et de la violence s'inscrit, paradoxalement, dans un contexte mondial où la création de richesses n'a cessé de croître, y compris dans le Sud. Dans des dizaines de pays en développement, en effet, des centaines de millions de personnes vivent plus longtemps, plus confortablement, font des études plus longues, produisent des objets plus sophistiqués. A l'Est de l'Asie, enfin, certains pays sont en train de devenir des concurrents directs du Nord industriel.

Les premières courbes sont l'envers des secondes. Toutes deux participent du même processus de modernisation. C'est leur simultanéité qui choque le plus. C'est le fossé croissant entre les plus pauvres et les plus riches, entre ceux qui sont partie prenante du processus et ceux qui en sont exclus — au niveau international, comme au sein des différentes sociétés — qui devient intolérable. C'est, ainsi, le procès d'un certain développement, générateur de croissance mais aussi d'inégalité, qui est ouvert.

Comment ne pas voir que ce procès, ouvert partout en même temps et dans les mêmes termes, intenté au nom des exclus à l'échelle où les vrais problèmes se posent, c'est-à-dire à l'échelle planétaire, constitue une nouveauté radicale dans l'histoire de l'humanité? Qu'il est en soi un commencement. Un gigantesque premier pas dans la direction du changement, une prise de conscience irréversible de la nécessité de dicter, au jeu aveugle des forces du marché, les exigences humaines de l'équité et de la solidarité.

Le développement, désormais, devra être social. C'est pour le repenser en ces termes qu'a été convoqué à Copenhague, le 6 mars, le Sommet mondial pour le développement social, auprès duquel un Forum des Organisations non gouvernementales réunira, dans la même ville, des centaines d'organisations représentant la société civile de presque tous les pays du monde. L'Unesco a activement participé à la préparation de ces travaux. Le Courrier de l'Unesco se devait de faire pour ses lecteurs, en avant-première aux débats, le point des réflexions en cours.

BAHGAT ELNADI ET ADEL RIFAAT

AUNG SAN SUU KYI

Prix Nobel de la paix, assignée à résidence au Myanmar depuis 1989



Militante des droits de l'homme, active partisane de la démocratie dans son pays, le Myanmar (l'ex-Birmanie), fille du dirigeant nationaliste Aung San (assassiné en 1947), Mme Aung San Suu Kyi est assignée à résidence depuis 1989. Malgré le succès de son parti aux élections législatives de mai 1990 et les demandes en sa faveur venant du monde entier, le pouvoir a refusé jusqu'à présent de lui rendre sa liberté. Le prix Nobel de la paix lui a été décerné en 1991. On peut lire d'elle, traduit de l'anglais, *Se libérer de la peur*, un volume de textes rassemblés par son époux Michael Aris (Editions Des Femmes, Paris, 1991).

La culture de paix est un idéal qu'aucun gouvernement, aucune nation (même la plus belliqueuse) n'oserait contester. Personne ne remet non plus en cause l'étroite interdépendance qui existe entre la culture de paix et la culture de développement. Par contre, on peut se demander jusqu'à quel point les gouvernements sont disposés à reconnaître que la démocratie et les droits de l'homme sont indissociables de la culture de paix et par conséquent indispensables à un développement viable. De nombreux exemples prouvent que la culture et le développement peuvent servir de prétextes pour résister aux demandes en faveur de la démocratie et des droits de l'homme. Chacun sait que certains gouvernements vont jusqu'à faire valoir que la démocratie est une idée occidentale étrangère à leurs propres systèmes de valeurs; on a souvent prétendu aussi que le développement éco-

nomique est incompatible avec les droits politiques (c'est-à-dire avec la démocratie) et que, dans ce cas, c'est forcément l'économie qui prime. Devant de tels arguments, il convient d'examiner et de définir soigneusement les notions de culture et de développement pour éviter qu'elles ne soient utilisées, ou plutôt détournées, en vue de contrarier les aspirations des peuples à des institutions démocratiques et aux droits de l'homme.

La croissance seulement économique: une notion dépassée

Le bilan peu satisfaisant des efforts de développement dans de nombreuses parties du monde et la nécessité implicite d'une définition du développement qui irait au-delà de la simple croissance économique sont devenus une préoccupation vitale des économistes et des organismes internationaux il y a déjà plus d'un décennie.¹ Dans

Pour une philosophie du nouveau développement, l'économiste François Perroux déclarait:

«Le développement n'a pas eu lieu: il est une prise de conscience dramatique, une promesse, une question de survie même, mais encore, sur le plan intellectuel, obscurément pensé.»²

Dans le même ouvrage il affirmait également:

«Le développement personnel, la liberté des personnes épanouies dans les valeurs auxquelles elles adhèrent et qu'elles vivent en actes est l'un des ressorts les plus puissants du développement sous toutes ses formes.»³

Alors que le concept de développement humain commence à occuper une place fondamentale dans la pensée des économistes et responsables internationaux, l'«Economie de Marché», dont les majuscules rayonnent d'une aura quasi mystique,

La démocratie, patrimoine commun de l'humanité

Il ne suffit pas d'aider matériellement les pauvres. Il faut leur donner suffisamment de pouvoir pour qu'ils puissent modifier la vision qu'ils ont d'eux-mêmes.

fait de plus en plus figure aux yeux de nombreux gouvernements de voie rapide et infaillible vers la prospérité matérielle. Selon eux, tous les problèmes auxquels sont confrontés leurs pays pourraient être résolus grâce à des mesures économiques. L'économie fait figure de «*deus ex machina*», la clé la plus importante pour ouvrir les serrures de toutes les portes de la nouvelle Asie dont nous rêvons.»

Dès lors que l'on voit dans l'économie «la clé la plus importante pour ouvrir les serrures de toutes les portes», on en vient tout naturellement à juger la valeur d'un homme principalement, sinon exclusivement, à l'aune de son efficacité en tant qu'instrument économique.⁴ Cela ne concorde pas avec une vision du monde où les institutions économiques, politiques et sociales ont pour but de servir l'homme et non l'inverse, où la culture et le développement fusionnent pour créer un environnement dans lequel le potentiel humain peut se réaliser pleinement.

Ceux qui sont proches du pouvoir et ceux qui en sont le plus éloignés ne sauraient avoir le même système de valeurs. Le point de vue des privilégiés ne peut être le même que celui des plus démunis. En matière de pouvoir et de privilège, la différence entre les pauvres et les nantis n'est pas seulement quantitative, car elle a des implications psychologiques et idéologiques considérables. Quant à la plupart des considérations «économiques», elles sont rarement d'ordre purement économique puisqu'elles sont liées aux problèmes du pouvoir et du privilège. Le problème de la pauvreté illustre bien le caractère partiel d'une vision purement économique de la condition humaine. Même ceux qui prétendent avoir une conception réaliste des besoins humains fondamentaux sont bien obligés de reconnaître que:

«Quoi que puissent dire les médecins, les nutritionnistes et autres chercheurs sur les conditions objectives des frustrations des pauvres, la manière dont les pauvres

eux-mêmes perçoivent ces frustrations doit, elle aussi, être prise en compte.»⁵

Lutter contre la pauvreté exige donc de mettre en œuvre des processus susceptibles de modifier les perceptions de tous les intéressés. C'est là que le pouvoir et le privilège entrent en jeu :

«Les pauvres sont sans pouvoir et sans voix. Le pouvoir est la possibilité d'exprimer et de rendre effective sa volonté dans une relation sociale donnée, en dépit des résistances qui s'y opposent. Les pauvres ne sont capables ni d'imposer un point de vue, ni d'exercer une contrainte, ni même le plus souvent d'avoir la moindre influence.»⁶

Il ne suffit pas d'aider matériellement les pauvres. Il faut leur donner suffisamment de pouvoir pour qu'ils puissent modifier la vision qu'ils ont d'eux-mêmes comme impuissants et inefficaces dans un monde indifférent.

La clef de voûte: la participation

Cette question de la participation est déterminante pour la culture comme pour le développement. C'est en fonction de celle-ci qu'on choisit qui a les moyens d'imposer à la nation ou à la société sa définition de la culture et du développement, et qui décide des mesures concrètes à prendre dans ces domaines. Plus un système est totalitaire, plus le pouvoir est concentré entre les mains de la caste dominante et plus la culture et le développement serviront des intérêts sectaires. La «culture nationale» risque ainsi de devenir un hybride bizarre d'incidents historiques soigneusement sélectionnés et de valeurs sociales déformées dont le but est de justifier les politiques et les actions des gens au pouvoir.⁷ En même temps, le développement a tendance à être envisagé dans l'optique désormais dépassée de la pure croissance économique. L'on exhibe un flot de statistiques souvent invérifiables pour prouver l'efficacité des mesures officielles.

Les gouvernements autoritaires aiment paraître à l'avant-garde du progrès et de la modernité, mais se refusent à opérer des changements en profondeur. Ils se justifient d'ordinaire en prétendant qu'ils sont en train d'inventer une voie spécifiquement nationale ou endogène pour élaborer un système politique conforme aux besoins du monde actuel. Dans les décennies qui suivirent la Seconde guerre mondiale, l'excuse à la mode était le socialisme. Mais depuis une quinzaine d'années, la démocratie ne cesse de gagner du terrain. De toute façon, insister sur une voie nationale ou endogène vers le socialisme ou vers la démocratie a pour effet:

«D'ériger la continuité culturelle à la fois en fin et en moyen; cela évite d'avoir à définir la démocratie ou le socialisme de façon précise en termes institutionnels ou de procédure; et enfin, cela conforte l'élite politique en place dans sa position indéfectible d'arbitre et d'interprète ultime de ce qui sert ou dessert l'intégrité culturelle.»⁸

C'est au nom de la stabilité sociale et de la sécurité nationale mais trop souvent aussi de l'intégrité culturelle que les gouvernements autoritaires résistent aux réformes démocratiques fondées sur les droits de l'homme. On insinue que certains des maux les plus graves des sociétés occidentales découlent de la démocratie, considérée comme la source d'une liberté sans frein et d'un individualisme égoïste. On n'hésite pas à prétendre, souvent sans aucune preuve, que les valeurs démocratiques et les droits de l'homme sont contraires aux traditions nationales et que pour les transplanter avec fruit, il faut d'abord les modifier — souvent au point de les rendre méconnaissables. On prétend aussi que le peuple n'est pas encore mûr pour la démocratie, ce qui permet de repousser indéfiniment les réformes démocratiques.

La première forme d'attaque contre la démocratie repose généralement sur un postulat si universel qu'il est rarement remis en cause ou même perçu comme tel, à savoir que les Etats-Unis d'Amérique constituent l'exemple suprême d'une culture démocratique. Ce faisant, on oublie que si les Etats-Unis constituent certainement l'exemple le plus important d'une culture démocratique, ils incarnent aussi de nombreuses autres cultures qui sont souvent inextricablement mêlées. On peut mentionner la culture du «je veux tout, tout de suite» de la société de consommation, la culture des mégapoles, la culture de superpuissance, la culture des nouvelles frontières, la culture des immigrants.

N'oublions pas non plus l'impact énorme des médias qui exposent en permanence les innombrables problèmes de la société américaine depuis des questions aussi graves que la violence urbaine ou la toxicomanie jusqu'aux problèmes matrimoniaux de célébrités insignifiantes. Bon nombre des maux les plus graves de la société américaine, que l'on retrouve aussi de plus en plus à divers degrés dans les autres pays développés, peuvent être attribués non pas à l'héritage démocratique mais aux exigences du matérialisme moderne. C'est quand les libertés politiques et intellectuelles sont réduites d'une part, tandis qu'on encourage de l'autre la concurrence économique acharnée en faisant de la réus-

site matérielle la mesure du prestige et du progrès, que l'on voit apparaître l'individualisme exacerbé et la morale de la jungle. Le résultat est une société où les valeurs culturelles et humaines sont mises de côté et où la valeur suprême est l'argent.

Aucun système politique ou social n'est parfait. Une nation aussi puissante et aussi puissamment diverse que les États-Unis se serait sans doute désintégrée si elle n'avait pas bénéficié d'institutions démocratiques garanties par une constitution qui a pour principe de base que le libre gouvernement est possible parce que l'homme est capable de raison et de justice, et qu'il est indispensable parce qu'il est tout aussi capable de déraison et d'injustice.⁹

La démocratie au pluriel

C'est précisément la diversité culturelle du monde qui doit inciter les nations et les peuples à se mettre d'accord sur les valeurs humaines fondamentales qui peuvent cimenter leur unité. Quand on affirme que la démocratie et les droits de l'homme sont contraires à la tradition d'une culture non occidentale, c'est généralement qu'on propose de cette culture une définition étroite et monolithique alors que les valeurs de la démocratie et des droits de l'homme se retrouvent dans bien des cultures. Partout dans le monde, les êtres humains ont besoins de liberté et de sécurité pour pouvoir réaliser pleinement leur potentiel. L'aspiration à une forme de gouvernement qui garantisse la sécurité sans détruire la liberté ne date pas d'aujourd'hui.¹⁰

Quant à l'aspiration diffuse à un gouvernement fort et à la dictature, on peut la trouver aussi dans toutes les cultures, qu'elles soient orientales ou occidentales. Le désir de domination et la tendance à aduler les puissants sont des traits communs à l'humanité qui découlent d'un désir de sécu-

Plus un système est totalitaire, plus la « culture nationale » risque de devenir un hybride bizarre d'incidents historiques soigneusement sélectionnés et de valeurs sociales déformées, dont le but est de justifier les politiques du pouvoir.

Mme Aung San Suu
Kyi en octobre 1988,
tenant une
photographie de son
père Aung San
(1915-1947).



rité. Chaque nation a le choix entre, d'une part, un système qui fait dépendre la protection de la liberté et de la sécurité du plus grand nombre des caprices d'une poignée de gens en place, et, d'autre part, des institutions et des pratiques qui donnent aux individus et aux organisations suffisamment d'autonomie pour protéger leur propre liberté et leur sécurité. De ce choix dépend le rythme du progrès national sur la voie de la paix et du développement humain.¹¹

Bon nombre des pays du tiers monde qui s'efforcent d'accéder à un véritable développement sont des sociétés multiraciales où existe un groupe racial dominant et un certain nombre — parfois très élevé — de groupes moins importants: minorités étrangères, religieuses ou ethniques. De même qu'on ne peut plus simplement définir la pauvreté purement en fonction de besoins économiques fondamentaux, on ne peut plus se contenter de définir le terme « minorité » par la notion de nombre. Par exemple, on peut lire dans une étude sur l'histoire des minorités en Birmanie:

«Au fur et à mesure que se construisait la nation (...), la notion de minorité en Bir-

manie a changé. En effet, dès qu'un groupe s'identifie à la nation, ceux qui n'en font pas partie deviennent *ipso facto* minoritaires.»¹²

Là encore, comme pour la pauvreté, il s'agit essentiellement d'un problème de participation. Satisfaire leurs besoins matériels fondamentaux ne suffit pas à donner aux groupes minoritaires et aux populations indigènes le sentiment qu'ils font vraiment partie de l'entité nationale au sens large. Pour cela, il faut leur donner le sentiment qu'ils ont eux aussi un rôle actif à jouer dans l'orientation des destinées de l'État qui demande leur allégeance. La pauvreté dégrade l'ensemble de la société et la menace d'instabilité; quant aux conflits ethniques et au mécontentement des minorités, ce sont deux des plus graves menaces à la paix intérieure et régionale. Et quand la « minorité » dépossédée est en fait l'immense majorité, comme c'est le cas dans les pays où le pouvoir est concentré dans les mains de quelques-uns, la menace qui pèse sur la paix et la stabilité est omniprésente même si elle n'est pas toujours perçue.

Comme le dit fort justement le *Rapport sur le développement humain* :

«Les gouvernements doivent trouver de nouveaux moyens pour permettre à leur population de participer davantage à la gestion des affaires publiques et d'avoir une plus grande influence sur les décisions qui touchent à leur existence. Si cette initiative n'est pas prise, et prise à temps, la vague irrésistible des aspirations des populations viendra se heurter de plein fouet aux systèmes inflexibles pour semer l'anarchie et le chaos. La solution réside dans une transition démocratique et rapide et le renforcement des institutions de la société civile.»¹³

L'argument selon lequel les premiers gouvernements démocratiques occidentaux sont nés au terme d'un très long processus n'est pas une excuse valable pour autoriser les pays d'Afrique et d'Asie à freiner des quatre fers sur la voie des réformes. L'Histoire nous enseigne que le processus de développement n'est pas un parcours du combattant que tous les peuples devraient obligatoirement suivre en franchissant les mêmes obstacles. Au contraire, les derniers partants devraient pouvoir profiter des expériences de ceux qui les ont précédés pour éviter les erreurs et les obstacles qui ont ralenti leur course. On invoque parfois le précepte du poète «Hâte-toi lentement» pour donner à une attitude réactionnaire l'apparence du progrès mesuré. Mais, dans un monde en développement rapide privilégier la lenteur peut être une invitation au désastre.

Il existe autant de types de démocraties que de nations prêtes à accepter cette forme de gouvernement. Il n'y a pas de type unique de «démocratie occidentale» et l'on ne saurait limiter la démocratie à une poignée de manifestations comme les «modèles» américain, britannique, français ou suisse. Chaque pays démocratique a ses caractéristiques propres. La démocratisation de l'Europe de l'Est se fera forcément dans la diversité des styles de gouvernements. De même, il ne saurait y avoir une forme unique de démocratie en Asie. Dans chaque pays, le système démocratique évoluera conformément aux besoins socioculturels et économiques. Mais l'exigence de base d'une démocratie authentique est que le peuple ait suffisamment de pouvoir pour participer de manière efficace au gouvernement du pays. C'est à cette exigence que répondent les 30 articles de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Sans ces droits, les institutions démocratiques ne peuvent être que des coquilles vides incapables de traduire les aspirations du peuple et de résister aux emprises de l'autoritarisme.

Le processus démocratique autorise le changement politique et social sans vio-

lence. La tradition démocratique du débat et de la libre discussion permet de régler les différends sans recourir au conflit armé. La culture de la démocratie et des droits de l'homme encourage la diversité et le dynamisme sans la désintégration. Elle est indissociable de la culture de développement et de la culture de paix. Ce n'est qu'en accordant une ferme appui aux mouvements qui cherchent à donner le pouvoir au peuple par des moyens démocratiques que les Nations Unies et les organisations du système pourront vraiment promouvoir la culture de paix et la culture du développement.

Résumons pour conclure: le développement authentique des êtres humains exige bien autre chose que la simple croissance économique. Il repose essentiellement sur le sentiment de responsabilité et l'épanouissement intérieur de chacun. Alors seulement les valeurs culturelles et humaines retrouveront leur place dans un monde où le pouvoir politique est trop souvent synonyme de tyrannie au service d'une petite élite. La participation des gens aux transformations sociales et politiques est la question cruciale de notre temps.

Cet objectif ne pourra être atteint que par des sociétés qui privilégient l'être humain plutôt que le pouvoir, la liberté plutôt que le contrôle. Dans une telle optique, le développement passe par la démocratie, véritable émancipation des peuples. Une fois cet objectif atteint, la culture et le développement contribueront tout naturellement à créer un environnement où la valeur de chacun est reconnue et où tout être humain peut réaliser son potentiel propre. ■

Extraits du discours écrit par Mme Aung San Suu Kyi et prononcé le 21 novembre 1994 à Manille, dans le cadre de la réunion de la Commission mondiale sur la culture et le développement de l'UNESCO, au nom de l'auteur et à sa demande, par Mme Corazón Aquino, ancienne présidente de la République des Philippines.

C'est précisément la diversité culturelle du monde qui doit inciter les nations et les peuples à se mettre d'accord sur les valeurs humaines fondamentales qui peuvent cimenter leur unité.

1. On a pu remarquer que l'idée de croissance, considérée non plus comme une fin en soi, mais comme un simple indice du rythme de développement, a été énoncée par des économistes dès les années 50: voir Paul Streeten et divers, *First Things first: Meeting Basic Human Needs in the Developing Countries*, Oxford, 1982.

2. François Perroux, *Pour une philosophie du nouveau développement*, Aubier/UNESCO, Paris, 1981, pp. 10-11.

3. *Ibid.*, p. 180.

4. «La logique d'une économie gouvernée par la solvabilité et la rentabilité, soumise à la valorisation du capital et au pouvoir de ceux qui le détiennent est de rejeter comme "non économique" tout ce qui ne se traduira pas immédiatement en quantités et en prix traités sur le marché», Paul-Marc Henry (dir. publ.), *Pauvreté, progrès et développement*, Paris, UNESCO 1990, p. 46.

5. Streeten et divers auteurs, *First Things First*, p. 19.

6. Henry (dir. publ.), *Pauvreté, progrès et développement*, p. 44.

7. Il est courant que les gouvernements utilisent la culture pour promouvoir le nationalisme: «Laver les taches du patrimoine culturel pour le repeindre aux couleurs criardes du nationaliste et amuser ainsi la galerie est devenu aujourd'hui une pratique si courante au point qu'elle est considérée comme allant de soi.» Voir Edward Said, «Nationalisme, droits de l'homme et leur interprétation», dans Barbara Johnson (dir. publ.), *Freedom and Interpretation: The Oxford Amnesty Lectures*, 1992, New York, 1993, p. 191.

8. Harry M. Scoble et Laurie S. Wiseberg (dir. publ.), *Access to Justice: Human Rights Struggles in South East Asia*, Londres, 1985, p. 57.

9. Voir l'introduction de Clinton Rossiter à l'édition des *Federalist Papers* de Hamilton, Madison et Jay, Chicago, 1961. Je remercie Lady Patricia Gore-Booth de m'avoir fourni la citation originale qui a probablement inspiré la phrase de Rossiter: «C'est parce que l'homme est capable de justice que la démocratie est possible mais c'est parce qu'il tend à l'injustice qu'elle est nécessaire», tirée de l'introduction de Reinhold Niebuhr à son ouvrage *Children of Light and Children of Darkness: A Vindication of Democracy and a Critique of its Traditional Defence*, Londres, 1945.

10. C'est un Occidental, John L. O'Sullivan, qui a écrit «le meilleur gouvernement est celui qui gouverne le moins», mais plus de 10 siècles avant lui, le philosophe chinois Lao-tseu écrivait déjà que «le meilleur des princes est celui dont ses sujets ne voient que l'ombre». Et ce n'est pas un penseur politique occidental, mais un autre philosophe chinois, Mencius, qui a écrit que «dans une nation, le plus important c'est le peuple, l'Etat vient ensuite et les dirigeants en dernière position».

11. Ehsan Naraghi démontre dans ses mémoires, *Des palais du chah aux prisons de la révolution*, Paris, Balland, 1991, que l'attitude critique envers le monarque, la décentralisation du pouvoir et le partage des responsabilités ne sont pas incompatibles avec la tradition orientale. Ses conversations fascinantes avec le chah Mohammed Reza Pahlavi montrent bien les dangers de politiques culturelles et de développement qui ne tiennent pas compte des aspirations du peuple.

12. Ronald D. Renard, «Les minorités dans l'histoire humaine», dans K.M. de Silva et divers (dir. publ.), *Ethnic Conflict in Buddhist Societies: Sri Lanka, Thailand and Burma*, Londres, 1988, p. 79.

13. *Rapport mondial sur le développement humain 1993*, PNUD, éd. Economica, 1993, p. 5. Scoble et Wiseberg, *ibid* p. 5, soulignent la différence entre les réformes fondamentales qui «impliquent une redistribution du pouvoir, une participation élargie et une influence accrue dans les décisions essentielles» et les réformes contingentes qui «reviennent à partager les bénéfices de l'exercice du pouvoir ou les attributs du pouvoir, pour éviter de partager le pouvoir lui-même».



Un mécanisme d'exclusion

par Ignacy Sachs

**Chômage et pauvreté gagnent du terrain.
Comment enrayer la marginalisation et l'exclusion qui menacent
d'éclatement les sociétés?**

IGNACY SACHS,
socio-économiste français,
dirige, à l'Ecole des hautes
études en sciences sociales, le
Centre de recherches sur le
Brésil contemporain et la
formation doctorale de
recherches comparatives sur le
développement. Il a publié
notamment *Histoire, culture et
style de développement, Brésil
et Inde: esquisse de
comparaison*, en codirection
avec Christian Cornéliou
(Unesco/Harmattan, Paris
1988), et *L'écodéveloppement*
(Alternatives, Dijon 1993).

En juin 1992, à Rio, le Sommet de la Terre a consacré le principe fondateur de l'écodéveloppement, ou encore «développement durable». Tout développement digne de ce nom doit poursuivre comme objectif la justice sociale, en respectant la nature et en tendant à l'efficacité économique, mais sans que ces deux préoccupations deviennent une fin en soi. Démarche que l'historien burkinabé Joseph Ki-Zerbo a résumée d'une formule pleine de justesse: «Ecodéveloppement? Oui. A condition qu'on y rencontre l'homme au début, au milieu et à la fin... Et que les arbres ne nous empêchent pas de voir l'immense forêt des humains.»*

Le Sommet social de Copenhague s'inscrit dans le même refus d'un économisme réducteur, qui voit la croissance économique comme la condition non seulement nécessaire, mais aussi suffisante du développement. Nos sociétés paient très cher le fait d'avoir mis l'économie aux commandes, au lieu de l'avoir subordonné à un projet social démocratiquement élaboré. La crise provoquée par le chômage structurel et le sous-emploi affecte l'ensemble du monde. Près d'un tiers de la force du travail en est atteinte d'après les estimations des Nations Unies.

Tous les modèles, à quelques exceptions près, semblent s'essouffler, voire s'effondrer. La restructuration capitaliste des sociétés et économies est-européennes, naguère socialistes, se fait à un coût social très élevé. Elle donne lieu à des distorsions du même ordre que celles qu'on peut observer dans les pays du Sud engagés dans



«Le secteur moderne n'a plus besoin des services des marginalisés: il les relègue, au mieux, dans le purgatoire de l'économie informelle.»
 Sur cette page et à la page suivante, petits métiers et stratégies de survie: ci-dessus, vendeurs de pain dans les rues de Yaoundé (Cameroun).

l'impossible reproduction mimétique des modèles empruntés aux pays industrialisés. Les processus de développement/mal-développement y profitent à une minorité au détriment de la majorité.

Non à l'économie à plusieurs vitesses

Contrairement à ce que prévoient les théoriciens de l'économie «duale» — à deux, ou même plusieurs, vitesses — des phénomènes massifs d'exclusion sociale apparaissent. Le secteur moderne n'a plus besoin des services des marginalisés: il les relègue, au mieux, dans le purgatoire de l'économie informelle, présentée comme une solution au mal-développement alors qu'elle en est un des symptômes les plus graves. En l'absence de protection sociale, les rapports de production s'y caractérisent souvent par une grande brutalité. Les stratégies de survie déployées par les participants de l'économie

Le mécanisme de la croissance fonctionne dans, et par, l'inégalité. La redistribution du revenu doit s'inscrire dans le processus même de production.

informelle ne constituent, dans l'immédiat, qu'un palliatif. Elles ne doivent pas servir de prétexte pour déresponsabiliser les Etats et éluder la lutte contre les racines de l'exclusion.

Cette «dualisation» économique s'applique également aux pays industrialisés, où les phénomènes d'exclusion sociale sont devenus d'une actualité brûlante. On assiste à ce qu'on pourrait appeler une «tiers-mondialisation» planétaire. D'où l'intérêt du Sommet de Copenhague. La lutte contre la pauvreté, pour l'intégration sociale et la création d'emplois productifs concerne, sous des formes et à des degrés divers, la plupart des pays membres des Nations Unies.

Il faut repenser nos stratégies de développement, inventer de nouvelles formes de régulation des «économies mixtes» (celles où secteur public et secteur privé coexistent). Le développement transcende les seules dimensions matérielles de l'existence humaine, mais il ne saurait les négliger. Même si nous l'entendons comme un processus de construction d'une civilisation de l'être, celle-ci ne peut s'épanouir en dehors d'un partage équitable de l'avoir.

Or l'avoir est de plus en plus inégalement réparti à l'intérieur des nations et entre nations. Le mécanisme de la croissance fonctionne dans et par l'inégalité. Il est très difficile de le corriger par une redistribution, à la marge, d'une parcelle du revenu. Seule une distribution du revenu s'inscrivant dans le processus même de production aura un poids décisif. Le chômage n'est pas une fatalité découlant de la mondialisation de l'économie. La grande majorité des pays continuent à écouler le gros de leurs productions, en particulier des services, sur le marché intérieur. L'essor de celui-ci continuera à jouer un rôle essentiel dans le développement. C'est particulièrement vrai des pays de grande taille et de

Marché noir à Moscou (Russie).





Fabrication de seaux à partir de pneus usagés à Peshawar (Pakistan).

ceux où une partie significative de la population, en raison de son très faible pouvoir d'achat, est peu intégrée à l'économie de marché.

Comment rendre plus productif, dans l'immédiat, des centaines de millions d'exclus ou de semi-exclus? En identifiant les gisements d'emploi et d'auto-emploi encore sous-utilisés. Ils sont liés à une meilleure gestion des ressources de notre planète et à la production de services. Cela suppose qu'on passe au peigne fin toutes les possibilités latentes d'emploi, en analysant les obstacles et en proposant des politiques publiques qui puissent changer l'état actuel des choses.

La situation est moins désespérée qu'elle ne le paraît. Les blocages me semblent de nature essentiellement politique, donc à même d'être résolus si un large consensus de l'opinion publique se dégagait sur les mesures à prendre. Il faudra examiner la situation des pays cas par cas. Mais je propose quatre fronts prioritaires.

Quatre lignes de front

■ Mettre en œuvre des modèles de modernité rurale qui améliorent la condition des petits exploitants agricoles, sans réduire massivement leur nombre, et qui créent, simultanément, de nombreux emplois ruraux non agricoles. Il faut éviter le grossissement démesuré des villes par des réfugiés de la campagne, et stopper, là où c'est encore possible, l'hyper-urbanisation galopante, telle que l'a connue, par exemple, l'Amérique latine. Pour avoir reproduit chez eux, au nom d'une modernité mal conçue, un modèle d'agriculture à faibles effectifs humains, de nombreux pays latino-américains se retrouvent avec des dizaines de millions d'urbains en situation précaire. Ces pays n'ont pas su concilier l'énorme réserve de terres agricoles dont ils disposent et l'offre abondante de la main-d'œuvre.

Deux éléments nouveaux ont modifié les données du problème de l'économie rurale. D'abord, la sensibilité écologique: on veut mieux connaître la biodiversité et le savoir accumulé dans ce domaine par les diverses cultures. Non pour revenir aux pratiques ancestrales, mais pour trouver de meilleures formes d'exploitation écologique de la biomasse agricole et forestière. En principe, les progrès des biotechnologies mettent à la portée du petit exploitant des procédés extrêmement productifs (sélection génétique, reproduction *in vitro*, fixation directe de l'azote, nouvelles méthodes de pisciculture). L'éventail des produits énergétiques et industriels dérivés de la biomasse devrait s'en trouver considérablement élargi.

D'autre part, une industrialisation décentralisée prend forme. Petites villes et villages verront s'installer chez eux des unités de transformation de la biomasse, de production des biens et services,

Station-service à Korogho (Côte d'Ivoire).



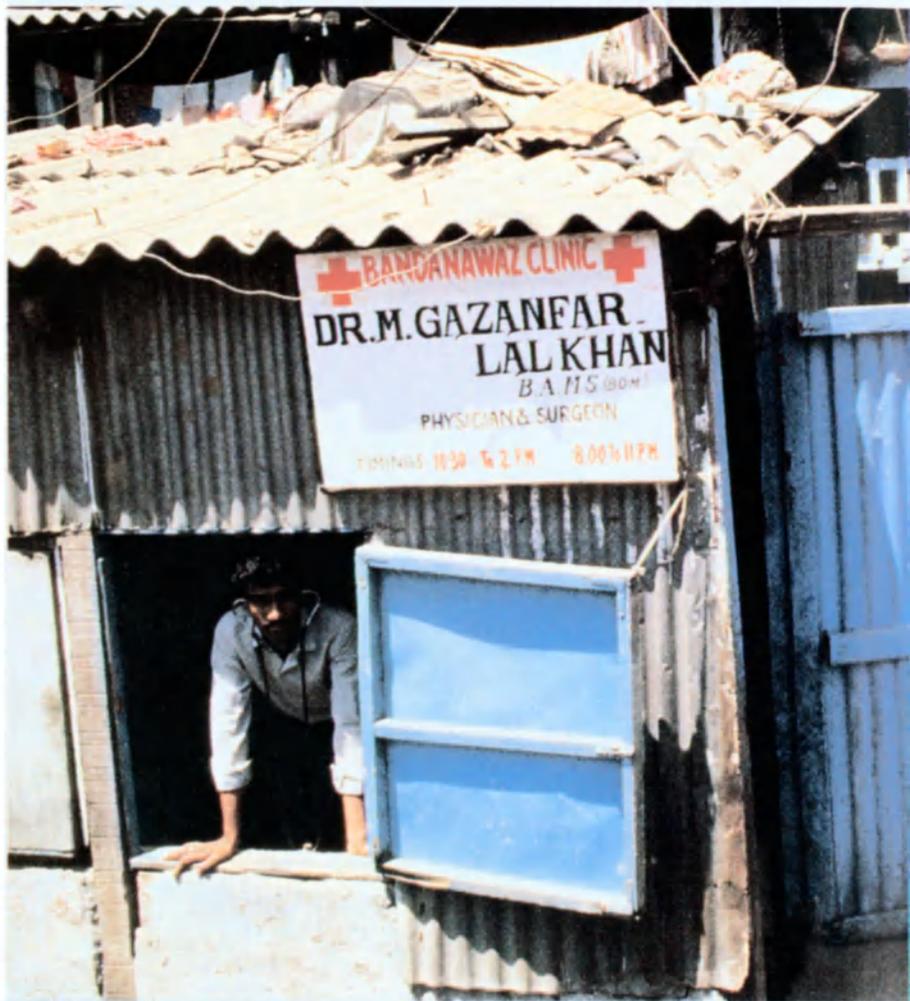
Il est vain de s'attendre à une expansion significative de l'emploi industriel. Il devrait être possible, en revanche, d'augmenter l'emploi dans les services sociaux.

destinés à l'usage local et, pourquoi pas, aux marchés extérieurs. Un nombre croissant d'industries évoluent déjà de la production de masse vers une spécialisation souple.

Le redéploiement d'activités en milieu rural intéresse aussi directement certains pays industrialisés. Obligés de réduire les surfaces consacrées aux cultures vivrières à cause d'une production excédentaire, ils risquent de voir leur territoire devenir un désert rural parsemé d'archipels urbains, s'ils ne trouvent pas de nouvelles vocations productives pour leurs campagnes.

Mais donner toute son importance au développement des campagnes et des petites villes suppose qu'on mette en œuvre des politiques publiques dans plusieurs domaines, depuis l'accès des petits exploitants à la terre, aux connaissances, au crédit et aux débouchés, jusqu'à une politique industrielle qui trouve et protège des créneaux pour l'industrie rurale. Quant à la recherche en matière agricole, elle ne saurait être abandonnée à une poignée d'entreprises multinationales, qui jouissent actuellement d'un quasi-monopole dans le domaine de la génétique.

■ Réduire, dans les pays du Sud, l'énorme gaspillage actuel de l'énergie et d'autres ressources naturelles. Presque tout, dans ce domaine, reste à faire: recyclage des déchets, réutilisation de cer-



Clinique d'un médecin et chirurgien à Bombay (Inde).

tains matériaux, valorisation des sous-produits jusqu'à présent négligés, économies de l'énergie et de l'eau. Et surtout, économie du capital par un meilleur entretien des infrastructures, des équipements et du cadre bâti.

Ces activités demandent beaucoup de main-d'œuvre, mais elles s'autofinancent, du moins en partie, par l'épargne des ressources qu'elles rapportent, et sont relativement simples à organiser. Ce qui manque le plus, ce sont des systèmes de financement que les banques publiques pourraient mettre en pratique. Or presque rien ne bouge. On sait pourtant très bien que la lutte contre le gaspillage est l'un des éléments essentiels des stratégies d'écodéveloppement.

■ Il est vain de s'attendre à une expansion significative de l'emploi industriel. Dans les pays déjà industrialisés, l'emploi industriel continuera de régresser. Est-il possible, en revanche, d'augmenter l'emploi dans les services, en particulier dans les services sociaux? S'il y a un domaine où la participation populaire peut prendre rapidement des formes concrètes, c'est bien celui-là, de l'éducation à la santé, de la prise en charge de la petite enfance à celle des personnes âgées.

Une importante demande, non satisfaite, existe dans les pays les plus riches; mais elle n'est pas sol-

Dispensaire à Huê (Viet Nam).





vable en termes marchands. Il faut donc rechercher de nouvelles formes de partenariat entre les usagers, les associations citoyennes, l'Etat et le marché, de façon à réduire les dotations publiques. L'économie sociale — coopération, mutuelles, monde associatif, entreprises communales, entreprises privées sans but lucratif — a un bel avenir devant elle. Or elle est actuellement marginalisée.

Quant aux pays du Sud, au lieu d'attendre de devenir riches avant de se doter de services sociaux efficaces, ils devraient au contraire miser sur le fait que, chez eux, une allocation de ressources, même modeste, permet de financer un volume considérable de services d'éducation et de santé primaire. Les services sociaux, et de plus en plus la recherche, constituent un domaine où les pays du Sud gardent leur plus fort avantage comparatif.

■ Rappelons, enfin, un dossier classique: les travaux publics, combien nécessaires dans les pays qui ne disposent pas d'infrastructures suffisantes et encore moins de logements sociaux. Mais leur importance, reconnue sur le plan théorique, l'est encore très peu dans la pratique. ■

* Joseph Ki-Zerbo, «L'écodéveloppement: seul développement viable et valable», BREI, n° 13, juin 1994.

La culture du silence

par Aminata Traoré

Mon point de vue est celui d'une femme du Sud venant d'un des pays les plus pauvres du monde: le Mali. Le développement n'a pas de traduction dans nos langues locales. C'est d'abord un schéma théorique, importé, qui a marqué nos destins collectif et individuel et qui est à l'origine de situations surréalistes.

UN TERRIBLE GÂCHIS HUMAIN

Sur le plan matériel, on peut apprécier le résultat du développement à l'état de délabrement de nos infrastructures, à l'insalubrité et à la mendicité. Sur le plan moral, les dégâts sont encore plus considérables, bien que plus délicats à évaluer. En effet, pendant la colonisation et de façon plus insidieuse, tout au long de ces trente dernières années, on n'a cessé de nous inculquer le mépris de nous-mêmes. Et cela a profondément miné les sociétés africaines.

Notre taux de natalité gêne; les gens pensent que nous sommes pauvres car nous sommes trop nombreux. On oublie que sans les jeunes, il n'y aurait jamais eu de démocratie au Mali car ce sont eux qui ont pris d'assaut les rues et qui ont fait ce que les adultes n'osaient plus faire. On ne se rend pas compte du drame qu'ils vivent. Les jeunes représentent 60% de la population africaine; or, quel avenir leur réserve-t-on?

UNE HISTOIRE DE DÉSAMOUR

On ne parle pas des causes réelles de l'échec du développement. On ne parle pas de tout ce gâchis et de la façon dont cette dette démente a été contractée. Sur le terrain, le processus poursuit tranquillement son cours avec sa succession de projets et de programmes insensés. Les jeunes et leurs parents ne connaissent pas l'existence de cette dette, ils ne savent pas que leur présent et leur avenir sont hypothéqués, ils ne soupçonnent même pas l'existence de la Banque mondiale. Les nouveaux élus ont besoin d'argent frais, alors ils se taisent et laissent se poursuivre les projets lancés sous les gouvernements précédents. Les chercheurs africains face aux chercheurs étrangers se taisent également car ils ont pour ambition de trouver une place dans les organisations internationales. Sur le terrain, malgré la bonne foi des institutions, nous n'avons à faire qu'à des gens arrogants et prétentieux qui n'écoutent personne.

Tout se passe comme si on avait développé une culture du silence avec, d'un côté, les populations dites analphabètes qui n'ont le droit ni à l'information ni à la vérité et, de l'autre côté, les décideurs qui préfèrent se taire. Pour ce qui est de l'analphabétisme, ce n'est pas une tare. Ma mère en regardant vos télévisions m'a dit: «J'ai l'impression que les cœurs ne s'aiment plus. Et toute cette histoire de développement est une histoire de désamour où tout le monde est fâché avec tout le monde.» ■

AMINATA TRAORÉ,

du Mali, est directrice du Projet régional du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Les dépossédés

par John Friedmann
et Leonie Sandercock

Privés de moyens, les pauvres sont aussi privés de pouvoirs.
Lutter contre la pauvreté, c'est mettre fin à la dépossession
généralisée dont ils souffrent.

Hep!
Arrive
Montre-toi
Où que tu sois
Tu sais qu'on doit se rencontrer
Sous cet arbre
Qu'est même pas
Encore
Planté

Cet «Appel à toutes les minorités silencieuses» (1989) du poète afro-américain June Jordan est un air de révolte contre l'aliénation, une invite lancée à tous ceux qui n'ont pas la parole afin qu'ils trouvent leur voix collective et sortent de leur solitude pour se rencontrer, parler et revendiquer leurs droits.

D'après les spécialistes de l'Organisation des Nations Unies, il existe actuellement dans les pays en développement quelque 1,3 milliard de pauvres, près de deux milliards en fait si l'on ajoute ceux qui vivent près du seuil de pauvreté. Cette immense majorité silencieuse représente plus d'un habitant sur trois de notre planète.

La croissance économique n'a rien changé à leur sort, bien au contraire, car les pauvres sont par définition les «exclus» du développement.

L'impuissance des politiques économiques de ces trente dernières années à améliorer le sort de ces déshérités nous oblige, d'abord à repenser la notion même de pauvreté, et ensuite à chercher de véritables solutions à ce problème.

Il faut concevoir la pauvreté comme dépossession. Dès lors, la seule façon pour les pauvres de s'en sortir est de revendiquer collectivement la réappropriation de leurs droits avec, bien entendu, un soutien des pouvoirs publics.



La définition classique de la pauvreté

Les statistiques de l'Organisation des Nations Unies que nous avons citées utilisent comme point de départ la notion de «seuil de pauvreté» exprimé en termes monétaires, ce qui veut dire que les pauvres se définissent en fonction de leur capacité (ou plutôt de leur incapacité) à consommer. Et l'accent est mis sur les gains individuels, même si l'on utilise parfois dans les enquêtes la notion de «revenu des ménages».

Cette vision de la pauvreté correspond aux théories des économistes néo-classiques, pour lesquels l'humanité se compose en gros de deux groupes: ceux qui consomment et ceux qui ne consomment pas. Ces groupes sont constitués d'individus qui, quand ils trouvent du travail, gagnent un salaire qu'ils dépensent en produits de consommation partagés avec qui bon leur semble.

Selon cette conception, si l'on veut améliorer le sort des pauvres, il faut soit augmenter



la productivité, soit redistribuer les revenus sous forme de subventions ou de programmes d'aide sociale (en espérant bien sûr les lointaines et hypothétiques «retombées» de la prospérité des riches sur leurs frères moins fortunés).

Ce modèle néo-classique fait abstraction de la masse de travail considérable qui échappe aux mécanismes du marché, surtout dans le cadre de l'économie familiale — travail effectué pour l'essentiel par les femmes et les enfants. Il est plus juste de considérer chaque foyer comme une entreprise dont les membres sont associés pour «produire» leur existence et leurs moyens de subsistance. Le travail salarié est l'un de ces moyens, mais le travail non salarié nous paraît tout aussi important: il représente, à côté de l'économie de marché fondée sur le profit, une économie morale de la cellule familiale, reposant, pour une part au moins, sur des liens d'affection et de réciprocité.

Cette économie familiale présente deux aspects, parfois antagonistes: c'est, à la fois, une

unité de base d'autoproduction pour la subsistance et un microcosme politique. La nécessaire coopération en son sein s'accompagne donc de conflits entre des individus qui dépendent les uns des autres, mais qui exercent des pouvoirs inégaux, notamment sur la répartition des ressources de la famille.

Une autre définition

On peut alors distinguer les foyers qui accèdent aux ressources leur permettant de vivre à peu près comme ils l'entendent, de ceux qui n'ont pas cette possibilité — les foyers dépossédés.

Il existe trois aspects de la dépossession. La dépossession psychologique, qui se traduit par une dépréciation de sa propre image. La dépossession sociale, ou l'incapacité d'accéder aux moyens de la réussite en société. Enfin, la dépossession politique, ou l'incapacité d'infléchir le cours de sa vie et de participer aux décisions concernant l'avenir collectif.

Les pauvres sont par définition les «exclus» du développement.



Ces trois formes de dépossession doivent toutes être prises en compte dans la définition de la pauvreté, comme dans la réflexion sur les moyens d'y échapper. Pour s'en sortir, le chemin passe par la récupération concertée de ces trois formes confisquées du pouvoir.

Nous nous concentrerons ici sur l'aspect social du processus. Dans l'optique du foyer, le pouvoir social repose sur huit bases essentielles: un espace de vie protégé; du temps libre en dehors du temps nécessaire pour assurer la subsistance; une organisation sociale; des réseaux d'échanges; un minimum de connaissances et de techniques; l'information permettant de les utiliser; des moyens de production, à commencer par la bonne santé; et, en dernier lieu, des moyens financiers.

La voie de l'émancipation

Un espace de vie protégé est la condition fondamentale pour la production de moyens de subsistance. Il s'agit bien entendu du logement et, dans le cas des ruraux, de l'accès à des terres cultivables. Les paysans sans terre et les sans-logis des grandes villes comptent parmi les plus pauvres d'entre les pauvres, les plus déshérités des déshérités.

Mais chaque foyer a aussi besoin d'être relié au monde, ce qui nécessite une organisation sociale et des réseaux: famille, communauté, mais aussi amis, collègues, parents éloignés, clients, etc., qui fonctionnent en grande partie sur une base de réciprocité.

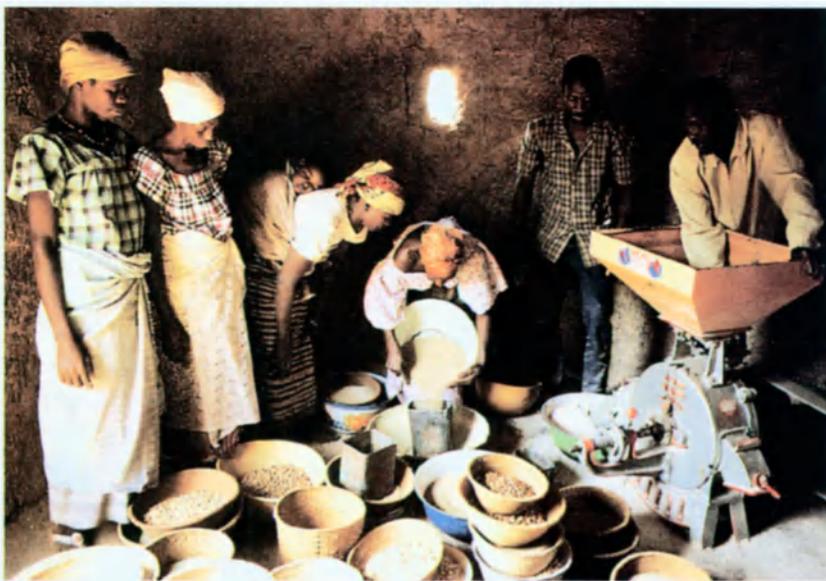
Il est important de renforcer et de développer ces liens entre les foyers et la collectivité; cela exige du temps, de l'énergie et du doigté (par

«Le travail non salarié représente une économie morale de la cellule familiale reposant, pour une part au moins, sur des liens d'affection et de réciprocité.» Ci-dessus, mère et fille au Caire (Egypte).

collectivité, nous entendons essentiellement les collectivités locales, c'est-à-dire un système d'organisation où chacun se connaît et où peuvent se développer des liens de confiance et d'estime personnelle).

La production des conditions de subsistance et de survie est un processus social qui repose sur la coopération. Dans le cas des familles pauvres, les liens de dépendance au sein de la famille, vis-à-vis des amis, des voisins et des associations locales, sont extrêmement forts. Mais avant même que puisse s'engager positivement ce type de relations sociales, il faut qu'intervienne une condition encore plus essentielle de la vie en société: du temps libre, dans le contexte d'un espace de vie protégé.

Moulin organisé sous forme de coopérative dans un village du Burkina Faso.



Chaque famille a évidemment besoin d'un foyer, mais elle doit également pouvoir trouver du temps, après les heures passées à assurer sa subsistance, pour améliorer ses conditions de vie.

Militer, créer son entreprise, participer à la vie communautaire ou simplement travailler à la construction ou à l'amélioration de son logis, tout cela demande du temps. Economiser le temps, cela peut se faire de mille manières: en habitant plus près du centre ville, pour réduire la durée des transports; en mettant ses enfants à la crèche (quand il en existe une à proximité); en disposant d'eau courante et de services communautaires de base. Tout cela permet de gagner du temps pour des activités productives, mais aussi pour faire de la politique ou s'occuper d'autrui, par exemple.

Cela dit, la marge d'initiative autonome des pauvres en ce domaine est évidemment limitée. L'intervention de l'Etat pour les soutenir demeure irremplaçable.

L'importance de l'Etat

Il est rare par exemple que les pauvres soient en mesure de se procurer tout seuls des terres ou un logement. C'est l'Etat qui contrôle la répartition des terres, c'est de lui que dépendent l'aide au logement et la construction de logements sociaux. Cela est également vrai du temps libre. Même si l'initiative individuelle constitue un puissant ressort, elle ne peut pas grand chose si l'Etat n'intervient pas, par exemple, pour installer l'adduction d'eau ou le réseau d'égout, améliorer les transports, aménager les nouveaux lotissements, etc.

Mais s'il est facile d'affirmer que l'Etat a le devoir de s'occuper des pauvres, il est plus difficile de l'obliger à mobiliser ses moyens à cette fin. Les pouvoirs publics n'agissent jamais par philanthropie, mais sous la pression politique. C'est pourquoi les pauvres doivent s'organiser politiquement en vue d'attirer l'attention des dirigeants sur leurs besoins fondamentaux et d'obliger les gouvernements à agir pour les satisfaire.

Participer à une action politique ou collective qui atteint des résultats est une action psychologiquement très valorisante. En outre, une action de ce genre est particulièrement adaptée aux qualités de courage, d'énergie et d'imagination des femmes. Pour elles, c'est d'autant plus valorisant que cela leur permet de sortir de la sphère de la vie privée pour s'affirmer dans la vie publique, défendre les intérêts de leur famille et de leur communauté.

L'action de l'Etat, à supposer que l'Etat agisse, n'a pas forcément que des effets positifs. Imposer aux pauvres des solutions à leurs

JOHN FRIEDMANN, des Etats-Unis, est professeur et responsable du Programme d'aménagement urbain à l'Université de Californie (Los Angeles). Ancien consultant d'urbanisme en Amérique latine, en Asie de l'Est et du Sud-Est et en Afrique, il a publié récemment *Empowerment, The Politics of Alternative Development* (1992).

LEONIE SANDERCOCK, d'Australie, est chargée de cours au Programme d'aménagement urbain de l'Université de Californie (Los Angeles). Ancienne consultante d'urbanisme en Australie, elle s'intéresse particulièrement aux problèmes liés au sexe et à la race dans l'aménagement urbain.



En haut à droite, photographes formés par les Ateliers de photographie sociale, ou TAFOS (*Talleres de Fotografía Social*) à Lima. Grâce à cette association, des individus issus des milieux populaires péruviens apprennent le métier de reporter photographe et constituent une documentation sur leurs secteurs sociaux qui aide à la défense de leur identité.

Ci-contre, des grévistes barrent une voie ferrée, image prise par un des photographes de TAFOS.



problèmes sans les consulter peut être très aliénant pour eux, individuellement et collectivement. Les solutions vraiment émancipatrices sont celles qui font appel à la participation démocratique et mobilisent l'énergie et l'imagination des populations concernées. Les vraies solutions aux problèmes d'existence des collectivités sont celles qui sont adaptées à leurs besoins spécifiques et font appel à la collaboration active de la communauté organisée.

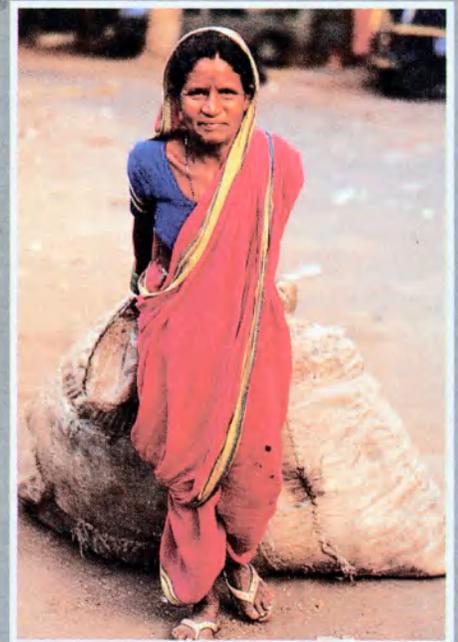
Les Etats trouvent souvent commode de se décharger sur les organisations non gouvernementales du soin de répondre à certaines demandes des défavorisés, et la méthode a parfois du bon. Mais les ressources dont disposent ces organisations sont notoirement insuffisantes par rapport aux besoins. L'Etat seul a les ressources et l'autorité nécessaires pour pouvoir s'attaquer aux problèmes de vie et de survie des pauvres avec suffisamment de moyens pour obtenir des résultats appréciables.

Pour résumer, notre conception de la pauvreté comme forme de dépossession présente bien des avantages sur la conception bureaucratique des économistes néo-classiques. Tout en reconnaissant et en intégrant la valeur du travail salarié, elle valorise le sens de l'effort collectif (implicite dans cette conception orientée vers la production, contrairement à celle des économistes qui privilégient la consommation égoïste). Elle propose une stratégie de lutte contre la pauvreté fondée sur la satisfaction des besoins vitaux et non sur la logique de l'accumulation des richesses. La démarche qu'elle préconise associe les modalités individuelles et collectives d'émancipation psychologique, sociale et politique. Enfin, cette conception reconnaît que l'Etat a un rôle à jouer quand il s'agit de favoriser l'accès des pauvres aux moyens indispensables de l'insertion sociale. Sans oublier que toute intervention des pouvoirs publics doit être fondée sur la démocratie, la participation, et la volonté de renforcer la société civile. ■

«Chaque foyer a besoin d'être relié au monde. Cela nécessite une organisation sociale et des réseaux: famille, communauté, mais aussi collègues, parents éloignés, clients, qui fonctionnent sur une base de réciprocité.» Ci-dessous, toute une famille à moto (Turquie).



aujourd'hui



A Pune, une ville indienne d'un million d'habitants située à 200 km au sud de Bombay, une politique originale de ramassage des ordures est pratiquée depuis peu sur l'initiative des plus pauvres. Les 600 tonnes de déchets déversés quotidiennement sur le pavé de la rue sont triées chaque jour de façon méthodique par près de 10 000 chiffonniers. Puis elles négocient le contenu de leurs immenses sacs dans l'un des 150 magasins d'une coopérative d'achat. Un quart des déchets qu'elles ont collectés alimentera le circuit du recyclage. Ce système, dont l'objectif prioritaire est d'ordre économique, permet d'assurer un revenu à des femmes qui appartiennent pour la plupart à la catégorie sociale la plus défavorisée. Le premier syndicat des chiffonniers a mis trois ans à voir le jour. Il défend activement leurs droits. Aujourd'hui 4 000 femmes possèdent une carte du syndicat attestant leur identité et leur activité.

LE SYNDICAT DES CHIFFONNIÈRES

Photos et texte extraits d'un reportage
de Christel Chapin et Denis Rouvre





Afrique du sud: cap sur la démocratie

par Roger Meunier

**Reconstruire
l'économie sud-
africaine, ruinée par
l'apartheid.**

ROGER MEUNIER,
de France, est ingénieur
d'études à l'Ecole des hautes
études en sciences sociales
(Paris). Membre du Groupe de
recherche «Afrique australe» du
Centre national de la recherche
scientifique (CNRS), il travaille
actuellement sur les problèmes
de l'agriculture et de la réforme
agraire en Afrique du Sud.

La nouvelle Afrique du Sud est en marche. Tout en travaillant à l'élaboration d'une constitution définitive pour le pays, les représentants de l'ensemble de la nation, aujourd'hui dirigée par Nelson Mandela, œuvrent à ce qu'on appelle désormais «la reconstruction et le développement». Ces termes désignent l'ensemble des mesures sociales et économiques qui doivent permettre, au-delà de l'égalité politique maintenant acquise, d'effacer les terribles séquelles de plus d'un siècle de spoliation coloniale et de près d'un demi-siècle d'un régime qui avait fait de l'exclusion sociale le maître mot de sa politique.

La tâche est d'autant plus redoutable que l'apartheid finissant avait conduit à une profonde crise économique, au recul des investissements, à une baisse sensible de la richesse nationale, et à l'institutionnalisation d'inégalités régionales. Les Bantoustans autonomes, ou prétendument indépendants (Transkei, Ciskei, Boputhatswana, Venda), qui font aujourd'hui de nouveau partie intégrante du cadre national sud-africain, constituaient autant de poches de misère, de surpeuplement et de désastre environnemental.

La responsabilité du régime d'apartheid dans

le mal-développement de l'Afrique du Sud est, aujourd'hui encore, volontiers esquivée. L'appropriation de la majeure partie des richesses du pays au profit de la minorité blanche est davantage perçue par ses bénéficiaires comme l'effet naturel des lois économiques, ou la récompense légitime du travail et de la compétence, que comme le résultat d'une surexploitation massive, fondée sur la domination politique et la discrimination raciale.

Un accablant héritage social et économique

Or la croissance d'avant 1980 a vu s'accroître les inégalités dans tous les domaines et s'enfoncer dans la pauvreté une large majorité de la population rurale noire. On peut mesurer l'ampleur du phénomène à travers les résultats d'une enquête sur la pauvreté menée par plusieurs centaines de chercheurs dans tout le pays au début des années 80.

C'est un tableau accablant de la situation dans laquelle se trouvent des millions de Sud-Africains, s'agissant de satisfaire leurs besoins les plus élémentaires: en eau, énergie, nourriture, logement, travail, soins médicaux, éducation.

Le problème de l'eau, en particulier, est révélateur. Les Blancs disposent à domicile de deux à trois robinets d'eau courante *par habitant* et les piscines sont l'ornement courant des résidences des classes moyennes. Or dans les «townships» (banlieues noires) de l'est de la province du Cap, il n'est pas rare que plusieurs centaines d'habitants se partagent l'accès à un *seul* point d'eau. Dans les campagnes, la situation est souvent plus dramatique encore: une étude sur trois villages du Transkei a montré que dans chaque foyer on passait chaque jour, en moyenne, plus de trois heures à aller chercher et à rapporter de l'eau. La qualité de l'eau dont disposent les pauvres est si médiocre qu'ils doivent acheter de l'eau potable à un prix plusieurs dizaines de fois supérieur à celui payé par les résidents plus favorisés. Mêmes remarques en ce qui concerne l'énergie: l'image de femmes qui avancent, lourdement chargées de bois de feu, sous des lignes à haute tension, est devenue classique.

Démocratie et lutte contre la pauvreté

Dans une allocution prononcée à l'université d'Atlanta quelques mois avant son accession au pouvoir, Nelson Mandela résumait la situation en ces termes: «Une constitution démocratique doit prendre en compte les questions de la pauvreté, de l'inégalité, de la frustration et des besoins en accord avec les principes indivisibles des droits de l'homme. Le droit de vote sans le droit à la nourriture, au logement, aux soins médicaux ne créerait que l'apparence de l'égalité en enracinant la réalité de l'inégalité. Nous ne voulons pas la liberté sans le pain ni le pain sans la liberté.»

Pendant longtemps les représentants du mouvement nationaliste (le Congrès national

africain, ou ANC) ont pensé que la réalisation de ces objectifs de justice devait passer par des formes de socialisation globale de l'économie, inspirées par le modèle des révolutions soviétique, chinoise, ou cubaine. Cette vision a été totalement remise en cause. Le Programme de reconstruction et de développement aujourd'hui mis en œuvre par le gouvernement d'union nationale s'inscrit clairement dans le cadre d'une économie de marché. La redistribution des richesses y est subordonnée à l'impératif de cohésion nationale. Pas de politique de croissance sans la confiance des investisseurs, nationaux et internationaux, et sans celle des élites, dont la fuite pourrait entraîner, comme on l'a vu ailleurs, une régression massive du pays.

Il s'agit de répondre aux besoins fondamentaux, tout en touchant le moins possible aux grands équilibres macro-économiques et à la structure productive de l'Afrique du Sud. Pour le logement, les objectifs sont ambitieux: la construction annuelle devra passer, en cinq ans, de 50 000 à 300 000 unités. D'ici à l'an 2000, deux millions et demi de foyers et la totalité des établissements scolaires devront recevoir l'électricité. L'accès à l'eau courante et aux soins médicaux devra être également généralisé. Une vaste réforme agraire restituera aux dépossédés une partie des 85% des terres que les Blancs s'étaient appropriés. La politique de travaux d'intérêt public liés à ce programme devrait permettre de créer de nombreux emplois.

Comment dégager les ressources pour un tel programme? Plusieurs possibilités sont envisagées. Rationaliser le système administratif; diminuer certaines dépenses militaires; créer un fonds de développement pour certains

Le programme de reconstruction et de développement mis en œuvre par le gouvernement de Nelson Mandela s'inscrit dans le cadre d'une économie de marché.

Page de gauche, cet habitant d'Orange Farm, une cité noire d'Afrique du Sud, fait partie d'un groupe d'habitants qui fabriquent eux-mêmes des briques pour la construction de leurs maisons et pour la vente. Ils reçoivent une aide de «La vie pour tous», une fondation suisse.

Ci-contre, files d'attente des électeurs dans une cité noire lors des élections qui ont porté Nelson Mandela à la présidence de la République (1994).



Un changement qui part du dedans

par Peter Anyang Nyong'o

Les gouvernements du Sud se maintiennent au pouvoir grâce à une combinaison d'éléments internes et externes. Pendant les années 60 et 70, en Afrique, les gouvernements autoritaires conservaient facilement le pouvoir. Grâce aux revenus miniers et agricoles ainsi qu'à l'aide occidentale, il était aisé de faire cohabiter les élites bureaucratiques et les masses populaires. L'Etat avait assez de ressources pour entretenir la première et pour soutenir la consommation de la seconde. Mais pour cela, les gouvernements se sont endettés et, lorsque les revenus du pays et l'aide étrangère se sont faits rares, la cohabitation entre bourgeoisie et masses populaires a volé en éclats. Les populations se sont rebellées. Cette rébellion se manifestant sous la forme de conflits ethniques, de mouvements religieux ou sécessionnistes, de mouvements pour la démocratie... Que la révolte populaire s'exprime, à présent, par une exigence de démocratisation ne doit pas nous faire oublier que le processus de démocratisation dépendra fortement des ressources de développement qui seront disponibles: de la terre pour la production agricole, de la technologie pour la transformation des matières premières, de la formation et des capacités des ouvriers et des décideurs.

DÉMOCRATISER LES RELATIONS INTERNATIONALES

Mais si les puissants continuent de refuser au monde en voie de développement sa part des ressources de développement, s'ils maintiennent des relations commerciales injustes et des protocoles d'investissements faussés, il sera impossible d'établir les conditions politiques d'un développement sans ruptures. Il faut démocratiser les politiques et les relations économiques globales.

Les exemples sont nombreux de projets ineptes élaborés par des compagnies occidentales et soutenus à la fois par les élites corrompues des pays du Sud et par les gouvernements occidentaux. Et dès que les forces d'opposition veulent déterminer les responsabilités de chacun dans les échecs qui en découlent, les gouvernements occidentaux apportent leur aide aux gouvernements corrompus. Le succès des changements internes est nécessairement lié à l'évolution des relations internationales.

LE CHANGEMENT DOIT D'ABORD VENIR DE L'INTÉRIEUR

Mais, bien sûr, rien ne se fera tant que nous n'aurons pas des gouvernements qui se préoccupent du bien-être des populations. Certains s'imaginent que les organisations non gouvernementales peuvent prendre en charge le développement du tiers monde. C'est illusoire. Ces organisations peuvent fournir des médicaments et des dispensaires, elles peuvent aider certains groupes de femmes dans leurs réalisations, mais elles ne pourront jamais construire de routes, des lignes de chemin de fer ou créer un système de santé et d'éducation. Seuls les gouvernements nationaux pourront remplir ce rôle.

Avant tout, il faut qu'il y ait un changement de l'intérieur. Il faut provoquer l'émergence de nouveaux dirigeants aptes à guider leurs concitoyens, impliqués et motivés par le développement et par la transformation de la société dans le respect des règles démocratiques. Sans cela l'endettement et le sous-développement se perpétueront et le pouvoir continuera de réprimer et de négliger les demandes populaires. Il faut que ces nouveaux responsables soient des mandataires du peuple et non les dépositaires de privilèges permanents. ■

PETER ANYANG NYONG'O,

politologue kényen, est secrétaire général de l'Association africaine des sciences politiques. Il est notamment le directeur d'un ouvrage collectif, *Afrique, la longue marche vers la démocratie, Etat autoritaire et résistances populaires* (Publisud, Paris 1988).

La réforme agraire doit restituer aux dépossédés une partie des 85 % des terres que les Blancs se sont appropriés à l'ombre de l'apartheid.

investissements à long terme et limiter le recours à un financement international.

Mais l'idée maîtresse est de répartir autrement les ressources existantes pour prendre en compte les besoins des plus défavorisés. Par exemple, on ne peut massivement augmenter les dépenses d'éducation (déjà 7% du PNB et 24% du budget), aussi en attribuera-t-on une part plus importante à la généralisation d'un enseignement élémentaire de qualité, en demandant à l'enseignement supérieur de prendre davantage en charge ses dépenses. De même, on financera en partie la réforme agraire en réduisant le montant des subventions versées à l'agriculture commerciale des grandes fermes appartenant aux Blancs. Dans les secteurs de l'énergie électrique ou de l'eau, de nouvelles formes de tarification permettront de trouver les investissements nécessaires: un transfert de ressources s'opérera entre les bénéficiaires actuels des réseaux existants, souvent gros consommateurs, et ceux qui n'ont pas encore accès au réseau.

Au-delà des aspects purement financiers, le succès d'un tel programme dépend de deux facteurs essentiels. Tout d'abord, d'un consensus social et politique. La minorité nantie, disons, pour simplifier, les Blancs, devra accepter un certain nombre de sacrifices. Quant aux victimes de l'apartheid, ils devront différer leurs impatiences et accepter que priorité soit donnée aux plus défavorisés d'entre eux. Deuxième facteur: la capacité du nouveau pouvoir à mobiliser une administration compétente et motivée. Tâche délicate quand on sait la lourdeur de l'héritage. ■

Élèves d'une école primaire dans la cité noire de Katlehong.





Mexique: connaissez-vous Pronasol?

par Jaime Marques-Pereira

Le bilan d'un programme de lutte contre la pauvreté longtemps tenu pour exemplaire.

Ci-dessus, corvée d'eau dans un faubourg de Mexico.

Le Programme national de solidarité (Pronasol), lancé par le gouvernement mexicain en 1989, est considéré par beaucoup comme un modèle de lutte contre la pauvreté. Il répond à trois priorités: améliorer les conditions de vie des paysans, des Indiens et des habitants des quartiers populaires des villes; favoriser le développement régional et créer les bases productives d'une élévation du niveau de vie; renforcer la participation des organisations sociales et des autorités locales au développement.

Deux principes le guident: d'une part,



Manifestation populaire en faveur de la paix et des droits de l'homme dans l'Etat mexicain de Chiapas, en janvier 1994.

concentrer l'action publique sur l'extrême pauvreté; de l'autre, passer contrat avec les groupes sociaux concernés pour qu'ils participent aux dépenses, mais aussi pour qu'ils assument la responsabilité administrative des œuvres sociales entreprises en commun.

Il s'agit de restreindre l'intervention sociale de l'Etat et d'abaisser son coût, mais surtout de rendre cette aide plus efficace et plus équitable. Depuis 1981, une gestion économique marquée par l'augmentation de la dette extérieure a aggravé, au Mexique, les inégalités et la pauvreté. De 1981 à 1987, le nombre des pauvres s'est accru de 9,2 millions, le nombre des extrêmement pauvres de 3,6 millions (la population totale, pendant cette période, ayant augmenté de 9,8 millions). L'accroissement du chômage et du sous-emploi de la population active (de 12,8% à 29% de 1982 à 1989) s'est conjugué avec la baisse des dépenses sociales.

Personne ne nie les effets bénéfiques que Pronasol peut avoir sur les infrastructures sociales, mais il semble douteux qu'il puisse éliminer la pauvreté. Il n'en reste pas moins une utile politique complémentaire qui a le mérite de stabiliser le nombre des pauvres, à défaut de celui des extrêmement pauvres. Suffira-t-il à

empêcher tout mécontentement populaire? En ne répondant qu'après coup à l'aggravation de la pauvreté et des inégalités, l'Etat se borne au rôle de pompier social. Les chocs de la libéralisation économique, avec le déficit commercial menaçant qui en résulte, paralysent toute reprise de la croissance. Les soulèvements du Chiapas ne sont peut-être que le début d'un mouvement plus ample.

Une marge étroite

Le bilan de Pronasol révèle combien est étroite, pour tous les gouvernements latino-américains, la voie qui concilie l'ouverture économique et la démocratisation du régime politique. La priorité donnée à la lutte contre l'extrême pauvreté s'est vite révélée inopérante sans une reprise économique qui améliore la répartition du revenu, en élevant le niveau de l'emploi et des salaires, et en donnant une marge de manœuvre pour financer des dépenses sociales.

Le cas mexicain apparaît particulièrement significatif. La lutte contre l'extrême pauvreté qui est menée dans cette société de façon ample et approfondie (ce n'est pas une simple expérience pilote comme on en trouve dans certains autres

JAIME MARQUES-PEREIRA, sociologue et économiste belge, est maître de conférences en sciences économiques à l'Institut des hautes études de l'Amérique latine (IHEAL, Paris). Il est notamment l'auteur de «Le développement est-il dans l'impasse?», étude parue dans un ouvrage coordonné par Hélène Rivière d'Arc, *Amérique latine 19^e et 20^e siècles, Territoire et héritages* (Armand Colin, Paris 1993).

La lutte contre la pauvreté requiert le retour à la croissance.

pays du tiers monde) traduit en même temps les limites auxquelles se heurte toute réforme libérale. La politique sociale ainsi menée échoue à résorber les formes de pauvreté extrême; elle réussit, tout au plus, à mieux intégrer ceux qui sont exclus de la protection sociale liée à l'emploi salarié.

Certes, c'est là une «consolidation» de la démocratie, qui étend la citoyenneté à une part croissante de la population. Pronasol — c'est un de ses traits les plus originaux — a pour clef de voûte plus de 80 000 «comités de solidarité», qui formulent les demandes d'actions et en assurent le suivi. Par leur nombre comme par leur souplesse d'organisation, ils constituent un nouvel espace collectif de décision. Y accèdent ceux qui, jusqu'ici, ne participaient pas aux structures corporatives contrôlant la distribution des prestations sociales. La nouveauté, c'est la latitude dont disposent les dirigeants communautaires: ils peuvent aussi bien s'appuyer sur ces structures que s'en passer.

La distribution des ressources financières du Pronasol instaure un lien direct entre le pouvoir central et les pouvoirs locaux. Pour de nombreux analystes, Pronasol va dans le sens d'un néo-corporatisme qui permettrait de «moderniser» le clientélisme, en lui donnant des bases non plus seulement syndicales mais aussi territoriales, et en transformant les nouveaux acteurs sociaux, issus des associations de quartier, en sujets politiques.

Pronasol témoigne donc d'une ouverture sociale remarquable. Tous les partis s'accordent à voir dans ce programme la preuve d'une nouvelle volonté politique d'élargir la base sociale de l'Etat. Mais on s'aperçoit aujourd'hui qu'il ne garantit ni la paix sociale ni le passage à la démocratie. Ce que certains avaient appelé le «modèle mexicain pour sortir de la crise» n'est pas, en tout cas, un remède miracle.

Avec le temps, Pronasol a montré ses limites. Rendre effective la lutte contre la pauvreté passe par un retour de la croissance. Or on voit mal comment la croissance pourrait reprendre sans une intervention publique plus déterminée, qui vise à améliorer l'emploi et les revenus du travail, et donc à relancer le marché intérieur. La politique sociale se doit d'être le fer de lance d'une stratégie de développement qui aille au bout de ses promesses. ■

Un engagement éthique

par Devaki Jain

Il faut savoir que le pessimisme qui semble régner au sujet du développement n'est pas partagé par tous. Le développement est le reflet des mouvements sociaux et il est avant tout le produit d'une société civile active. Sur le terrain, nous résistons — bien que nous perdions ainsi une bonne partie de notre énergie — au développement entraîné par une croissance économique sans création d'emplois. Parallèlement, nous nous attachons à reconstruire, en mettant en place des plans adaptés localement et en luttant, grâce à une utilisation différente des ressources naturelles, contre la destruction du cadre de vie.

LE MODÈLE DE GANDHI

Ethique et développement sont indissociables. Gandhi a réussi à lier ces deux notions en mettant en œuvre un modèle de croissance allant de bas en haut, au lieu du modèle qui ruisselle de haut en bas. Ce modèle implique deux restructurations:

- une restructuration politique: il faut décentraliser en s'appuyant sur des responsables locaux démocratiquement élus. Mais cette décentralisation politique n'est viable que si elle s'accompagne d'une décentralisation économique et technologique;
- une restructuration économique: il faut s'occuper du plus pauvre parmi les plus pauvres et le placer au centre de toutes nos préoccupations.

Pour prendre un exemple qui va dans ce sens, l'Inde vient d'adopter une réforme visant à élargir les fonctions des autorités locales tout en assurant une représentation équitable des populations défavorisées (30% de femmes et 30% de castes inférieures).

LUTTER POUR QUE L'UTOPIE PRENNE CORPS

On parle beaucoup de soulager, et non d'éradiquer, la pauvreté. Je propose au contraire comme message «l'éradication de la pauvreté comme clé du développement durable». Nous devons construire le développement économique dans la justice. Pour cela, le Nord et le Sud doivent être solidaires, mais le Nord doit opérer un revirement de politique économique en se démocratisant lui-même et en laissant plus de place à la société civile. Engagement personnel, solidarité de pensée et d'action, impératifs moraux, éthique, sacrifice, altruisme, confiance dans les gens et leurs capacités sont autant de valeurs à revendiquer. Il faut faire vivre l'utopie et que les intellectuels se mobilisent afin de légitimer ces idées. ■

DEVAKI JAIN,

économiste indienne, travaille à la Fondation pour les études sociales (Delhi et Bangalore). Elle est membre fondateur de plusieurs associations, dont DAWN («Development Alternative with women for a new Era», Avec les femmes, pour un autre développement, une autre ère).



Brésil: tout un pays se mobilise contre la faim

par Herbert de Souza

Dynamisée par la campagne originale d'un mouvement de citoyens, la société brésilienne s'est mobilisée tout entière contre la pauvreté. Une nouvelle sensibilité politique prend forme.

La faim et le chômage sont devenus des problèmes mondiaux dont on retrouve la hantise aussi bien sur le visage d'un réfugié somalien que sur celui d'un enfant des rues de Rio, et qui préoccupe aussi bien les 35 millions de chômeurs des sept pays les plus riches que les quelque 20 millions de travailleurs brésiliens pour lesquels l'emploi n'est même pas une garantie de manger à sa faim.

Depuis 1993, le Brésil a inventé une manière originale d'affronter ces problèmes complexes: la campagne d'Action des citoyens contre la

misère et pour la vie (abrégée ici sous le sigle d'ACF) et ses 3 000 comités dans tout le pays ont réussi à mobiliser la société brésilienne tout entière pour soulager la faim de 32 millions de personnes.

Ces comités se sont créés, indépendamment et spontanément, dans les municipalités, les entreprises, les églises, les organisations non gouvernementales (ONG), les syndicats, les associations de quartier, les écoles, etc.

Il ressort d'un sondage effectué en 1993 que 96% des gens interrogés approuvent cette campagne et que 32% y ont participé de leurs deniers ou en payant de leur personne. Ces chiffres aussi surprenants que probants montrent qu'il est possible d'affronter ce problème. Les réactions de tout genre attestent que ce n'est pas en vain qu'on fait appel au civisme des gens. Ainsi, la principale banque du pays, O Banco do Brasil,

«Avant tout je suis un être humain.» Ci-dessus, manifestation d'enfants des rues à Rio de Janeiro.

Arrêté à un feu rouge, un automobiliste remonte la vitre de sa portière en voyant s'approcher un petit mendiant. Le feu passant au vert, la voiture démarre, et le gosse reste les mains vides.

n'a pas hésité à mettre son réseau au service de la campagne: les employés de près de 2 000 de ses 3 000 agences ont travaillé spontanément et bénévolement à recueillir et distribuer les aliments, construire des abris et des crèches, et mobiliser l'opinion dans 1 500 villes du pays.

Les entreprises publiques n'ont pas été en reste: un comité de soutien particulièrement actif regroupe aujourd'hui une trentaine d'entre elles. Le secteur privé s'est également distingué: ainsi, l'Institut C & A de développement social a contribué l'an dernier, à hauteur de 2 millions de dollars, à des projets en faveur de communautés déshéritées. Toutes les confessions religieuses ont uni leurs efforts en créant un fonds interconfessionnel qui a recueilli des dons d'un montant de près de 600 000 dollars en faveur de l'enfance malheureuse. Les universitaires brésiliens ont eux aussi réagi avec enthousiasme, multipliant colloques et débats sur les causes du problème de la faim et les solutions à lui apporter. Quant à l'administration, elle a été également très active, les préfets collaborant avec les comités de citoyens pour prendre diverses mesures destinées à combattre la faim et le chômage.

Entreprises, artistes, détenues: même combat

Mais ce sont peut-être les artistes qui ont eu la réaction la plus spectaculaire. Mobilisés dès le départ, ils ont multiplié les manifestations de soutien dans tout le pays. Pendant des mois, avant chaque représentation, les artistes des théâtres de Rio et de São Paulo ont lancé un appel au public pour qu'il se mobilise en faveur de la campagne. Certains établissements réclamaient des vivres comme prix du billet d'entrée: la campagne battait son plein dans les salles de spectacle et de cinéma, au petit écran. Elle fut également le prétexte d'un «happening» gigantesque qui regroupa 500 artistes, la Semaine de l'art contre la faim, à l'instar de la fameuse Semaine de l'art moderne de 1922. Des chanteurs comme Chico Buarque, Caetano Veloso et Gilberto Gil apportèrent leur concours à des concerts organisés dans tout le pays.

Mais la réaction la plus étonnante fut sans doute celle des détenues de la prison Talavera

Bruce à Rio: elles imaginèrent en effet de demander à leurs codétenus de neuf autres prisons d'offrir une partie de leurs rations alimentaires à la Campagne contre la faim: on put ainsi réunir 2,5 tonnes de vivres qui allaient permettre de nourrir pendant quinze jours de novembre 1993 quelque 200 familles nécessiteuses.

La solidarité des Brésiliens de l'étranger a été elle aussi exemplaire et des comités de soutien se sont formés dans de nombreux pays: France, Suisse, Italie, Etats-Unis, Japon, Finlande, Australie et Chili, pour collecter des fonds en faveur des habitants des Etats du sud du Brésil, particulièrement touchés par un hiver très rude. La France s'est distinguée, qui compte déjà à elle seule quatre comités de soutien.

Une décentralisation réussie

Tout cela n'aurait pas été possible si la société brésilienne n'avait pas découvert une nouvelle façon décentralisée de s'organiser et de faire de la politique, à l'échelle de chaque municipalité, en faisant confiance à l'initiative de chaque citoyen pour trouver des solutions appropriées, en instaurant le partenariat de la générosité et du dénuement, pour soulever l'écrasante chape d'indifférence des classes moyennes et privilégiées face au problème de la faim et de la misère. L'Etat lui-même a trouvé dans la campagne une occasion d'innover.

C'est en effet le président de la République qui a pris l'initiative de créer le Conseil national de sécurité alimentaire, au sein duquel 9 ministres et 21 représentants de la société civile se rencontrent afin d'examiner les possibilités d'action des pouvoirs publics contre la faim. Grâce à ce mécanisme, les citoyens ont pour ainsi dire forcé l'Etat à organiser une gigantesque distribution de vivres à 2 millions de familles du Nordeste victimes de la sécheresse. Dans un pays à la taille d'un continent (plus de

Beliza se consacre depuis une dizaine d'années aux enfants des rues à Fortaleza, un port du nord-est du Brésil. L'association qu'elle a fondée, le «Mouvement des enfants des rues», les aide notamment à trouver un logement. Ci-dessous, l'éducatrice avec trois jeunes.



8 500 000 km²), ce n'était pas une mince entreprise d'acheminer et de distribuer ainsi plus de 7 millions et demi de rations de base composées de riz, de haricots, de farine, de sel et d'huile.

Ce qu'on peut dire aujourd'hui, c'est que l'ACF, un an après avoir investi la rue, a fait découvrir aux citoyens une nouvelle manière de faire de la politique, à partir de principes et de réflexes qui ont toujours existé à l'état latent dans la société. Le premier signe de cette mutation a été la découverte d'un sentiment neuf au Brésil, celui de pouvoir agir à partir de la société et non plus de l'Etat. La façon de percevoir et de vivre la politique s'en est trouvée transformée.

Mais le fait nouveau, c'est d'abord le constat que la décentralisation fonctionne. La campagne de l'ACF n'a ni chefs ni mots d'ordre, ni comité central: elle se contente d'encourager l'initiative et le sens des responsabilités de chaque citoyen (ce que la gauche institutionnelle appelle «spontanéisme»). En fait, la campagne a prouvé qu'il ne fallait pas sous-estimer la capacité de mobilisation des citoyens. Pour la première fois, ceux-ci ont pris le pas sur la société, et la société sur l'Etat.

Un tournant dans la vie politique

Il ne faudrait pas oublier non plus le rôle décisif des médias. Ce sont eux qui ont largement contribué à sensibiliser l'opinion publique à un problème que l'on avait jusqu'ici tendance à ignorer de manière scandaleuse. Un des premiers messages retransmis gratuitement par la télévision exprimait bien le sentiment général: arrêté à un feu rouge, un automobiliste appartenant manifestement à la classe aisée remontait la vitre de sa portière en voyant s'approcher un petit mendiant au visage triste et amaigri; le feu passait au vert, la voiture démarrait, et le gosse restait les mains vides. S'il avait fallu payer pour ce message et tous les autres diffusés gratuitement par TV Globo, la principale chaîne de télévision du pays (80% de parts du marché), l'ACF aurait dû déboursier en six mois l'équivalent de 5 millions de dollars!

C'est parce que la télévision a montré au grand public (et les journaux aux élites) que la faim est un problème éthique, que la démocratie ne peut s'accommoder de la misère et qu'un pays n'a pas le droit d'ignorer le sort de 32 millions d'indigents, que la faim a pris une place prédominante dans la campagne électorale de 1994. Comment les candidats et les électeurs auraient-ils pu ignorer un problème qui a sensibilisé et mobilisé la société brésilienne tout entière? On n'a plus le droit d'oublier que chaque jour, 32 millions de Brésiliens souffrent de la faim.

Lorsqu'en 1992 apparurent les premières accusations de corruption contre le président d'alors, près de 900 associations de citoyens, appuyées par l'ensemble de l'opinion, se mobilisèrent au sein d'un mouvement défendant la



Sans-logis sur une plage de Rio de Janeiro.

morale en politique pour réclamer sa destitution. Le peuple est descendu dans la rue, les étudiants ont manifesté, le visage peint aux couleurs nationales, les médias ont mobilisé l'opinion: le président a dû démissionner et la démocratie a triomphé. C'est au lendemain de cette victoire que les animateurs de ce mouvement ont décidé de créer l'ACF.

Pendant la campagne électorale qui devait aboutir à l'élection au suffrage universel du nouveau président, le deuxième à être élu démocratiquement après une longue période de dictature militaire, les militants de l'ACF ont veillé à la moralisation de la campagne, relançant les divers candidats à tous les niveaux du pouvoir pour qu'ils s'engagent sur le problème de la faim.

Car le Brésil est un pays où l'on compte 2 millions d'enfants travailleurs âgés de 10 à 13 ans. Un pays où les Blancs sont payés deux fois plus que les Noirs, les hommes deux fois plus que les femmes. Où le salaire minimal n'est que de 65 dollars, mais où des millions de paysans travaillent plus de 40 heures par semaine et ne gagnent même pas cette somme. Où le salaire mensuel moyen est certes de 280 dollars, mais où 28 millions de personnes se partagent 10% du PNB alors qu'un peu moins de 5,6 millions de privilégiés en accaparent la moitié.

Le modèle actuel de développement a

HERBERT DE SOUZA, sociologue brésilien, secrétaire exécutif de l'Institut brésilien d'analyses sociales et économiques, anime la campagne nationale d'Action des citoyens contre la faim, la misère et pour la vie. Il est aussi l'un des représentants de la société civile au sein du Pacte pour l'enfance, qui regroupe les efforts de l'Unicef (Fonds des Nations Unies pour l'enfance), du gouvernement brésilien et des citoyens en faveur de l'enfance au Brésil. Enfin il est membre du Conseil national de sécurité alimentaire, créé à son instigation.



échoué: pour la plupart des Brésiliens, les richesses accumulées depuis des décennies ne signifient rien. Ils se moquent bien de savoir que le Brésil est devenu le neuvième pays au classement économique mondial. Et les solutions récemment adoptées sur l'initiative des grandes puissances économiques n'ont fait qu'aggraver la misère.

Or ce que les citoyens de base sont en train de bâtir, à partir d'une réflexion éthique, c'est un nouveau modèle socio-économique qui s'interroge sur le rôle de l'Etat, du marché, de l'entreprise.

Ce que l'ACF a démontré en 1993 et 1994, c'est que le modèle de développement qui fabrique de la misère et de l'exclusion n'est ni irréversible ni inéluctable, et qu'il ne faut pas s'y résigner comme à une fatalité. La lutte contre la faim est grosse de changements futurs. Elle a commencé par rejeter ce qui semblait impardonnable; elle a permis aux gens de se dire: oui, nous pouvons, nous devons tous pouvoir manger, travailler, avoir un toit, une assistance médicale et des équipements de base, un accès à l'éducation et à la culture. Tout le monde a droit à la dignité et à la citoyenneté.

Certes, beaucoup reste à faire, mais on sent déjà au Brésil comme un changement dans l'air. L'optimisme affiché à l'ACF est celui de gens qui savent que la lutte ne fait que commencer. ■

Espérer en cherchant l'inespéré

par Edgar Morin

Le développement est un maître mot qui a traversé toutes les idéologies politiques. Il n'a pourtant n'a jamais été pensé en profondeur. Actuellement, trois révolutions sont en cours dans le domaine de la connaissance et surtout de la science. Elles vont entraîner une analyse différente du développement:

- la science croyait pouvoir affirmer des certitudes, nous savons à présent qu'il faut faire place à l'incertain;
- la science croyait pouvoir traiter les problèmes séparément les uns des autres, mais tout ce qui est lié à un contexte et à un système ne peut plus être isolé;
- il était admis qu'une seule logique rationalisatrice suffisait à la compréhension de la réalité, la rationalité s'est désormais ouverte à de nouvelles logiques.

UNE PROFONDE REMISE EN CAUSE DU DÉVELOPPEMENT

Ces démarches ont remis en cause le présupposé selon lequel le progrès n'entraînerait que des conséquences positives et mènerait inéluctablement au développement de l'être humain. Nous savons aujourd'hui que la technologie est ambivalente et que l'homme, comme la nature, doivent être protégés de ses effets négatifs.

Ces démarches ont permis de comprendre qu'on ne peut séparer l'économique, le social, l'humain et le culturel. En particulier, lorsqu'on occulte le lien entre l'économique et le non-économique, on néglige tout ce qui n'est pas quantifiable. On élabore alors des modèles économiques intellectuellement satisfaisants mais inaptes à rendre compte de la réalité. On n'a pas tenu compte, jusqu'à présent, de l'effet destructeur qu'avait le développement technique et économique tant sur le patrimoine culturel que sur la nature. Cet effet destructeur explique que le fondamentalisme fasse de nombreux adeptes et qu'il trouve ses leaders parmi les intellectuels possédant les outils de la connaissance moderne mais ayant été déçus par cette dernière.

C'est donc la fin du concept euphorique du développement qui privilégiait l'idée de modèle applicable en toutes circonstances.

UNE VOIE NOUVELLE

L'idée de développement doit être replacée dans un complexe naturel, historique, social et culturel. Mais il nous manque encore la conscience d'une communauté de destin terrestre. Il faut favoriser l'émergence d'une solidarité humaine qui s'appuierait sur un lien matriciel entre les hommes, l'idée de terre-patrie par exemple. Comme l'a exprimé le poète Machado: «Marcheur, il n'y a pas de chemin, le chemin, c'est toi qui le fais en marchant.» Il nous faut chercher une voie nouvelle en tentant de s'inspirer de cette pensée d'Héraclite: «Tu ne peux pas espérer si tu ne cherches pas l'inespéré.» ■

EDGAR MORIN,

sociologue français, est directeur de recherches émérite au Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Parmi ses publications récentes: *Les idées: leur habitat, leur vie, leurs mœurs, leur organisation* (tome 4 de *La méthode*, Seuil, Paris 1991), *Autocritique* (rééd., Seuil, Paris 1994) et, avec Brigitte Kern, *Terre-patrie* (Seuil, Paris, 1993).

■ En moyenne, les pays en développement ne consacrent que 13% de leurs budgets nationaux (57 milliards de dollars par an) aux aspects essentiels du développement humain.

■ En moyenne, les pays donateurs ne consacrent que 7% de leur aide aux diverses priorités du développement humain (éducation élémentaire, soins médicaux de première nécessité, systèmes d'alimentation en eau et planification familiale de masse).

■ Depuis vingt ans, le nombre d'emplois dans les pays industrialisés augmente deux fois plus lentement que le PIB. En 1993, plus de 35 millions de personnes, dont une forte proportion de femmes, étaient à la recherche d'un emploi dans ces pays.

■ Dans les pays en développement, les chômeurs recensés dépassent généralement 10% de la population active et la proportion totale des sans-emploi est sans doute bien supérieure.

■ La quantité de nourriture disponible à l'échelle planétaire est parfaitement suffisante. Le monde produit assez de denrées alimentaires pour offrir à chacun environ 2 500 calories par jour, soit 200 calories au-dessus de la ration de base.

■ Quelque 800 millions de personnes souffrent de la faim dans le monde.

■ Les principales causes de décès dans les pays en développement sont les maladies infectieuses et parasitaires. Celles-ci tuent chaque année 17 millions de personnes.

■ Dans les pays industrialisés, les principales causes de décès sont les maladies cardio-vasculaires (5,5 millions de décès par an).

■ Les pays industrialisés comptent en moyenne 1 médecin pour 400 habitants contre 1 pour près de 7 000 habitants dans les pays en développement (le chiffre tombe même à 1 pour 36 000 habitants en Afrique subsaharienne).

■ Tous indicateurs confondus, l'écart le plus grand entre le Nord et le Sud concerne la mortalité maternelle: celle-ci est dix-huit fois plus importante au Sud.

■ Au début de ce siècle, environ 90% des victimes de guerre étaient des soldats. Aujourd'hui, environ 90% sont des civils.

Extraits du *Rapport mondial sur le développement humain* 1994, © PNUD, Economica, 1994

LES PRINCIPAUX OBJECTIFS DE L'UNESCO POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

- ☛ Créer des capacités endogènes par la mise en valeur des ressources humaines, la rénovation approfondie du contenu de l'enseignement et des systèmes éducatifs à tous les niveaux, le transfert et le partage des connaissances à l'intérieur des pays et entre eux.
- ☛ Combattre efficacement la pauvreté et l'exclusion en assurant la participation de la population au développement social, le respect des droits de l'homme, la formation d'attitudes de tolérance, de non-violence et d'un esprit démocratique, grâce à une éducation dispensée dès la petite enfance et au soutien des organisations de citoyens, ainsi que le pluralisme et l'indépendance des médias.
- ☛ Intégrer les facteurs culturels à des stratégies pour un développement équilibré et prendre en considération les contextes historique, social et culturel de chaque société — conditions essentielles pour assurer un développement social durable.
- ☛ Promouvoir une nouvelle vision de l'emploi et du travail dans le cadre plus large de la notion de «vie active», qui englobe non seulement les activités de production, mais aussi les activités civiques, de solidarité sociale et de loisirs, afin d'édifier sur cette base une «société solidaire».
- ☛ Améliorer la qualité de vie des populations rurales par l'éducation et la formation, et élever leurs niveaux de revenu en favorisant notamment les activités productives dans les secteurs du tourisme culturel et de l'écotourisme.
- ☛ Promouvoir la sensibilisation à l'environnement et la participation de la population à l'utilisation équitable et rationnelle des ressources en vue d'un développement humain durable et préserver l'avenir des générations prochaines.
- ☛ Mettre mieux en valeur et partager plus équitablement les ressources que constituent la science et la technologie.
- ☛ Mettre au service du développement social les possibilités qu'offrent les réseaux de communication et l'informatique.
- ☛ Mettre au point des mécanismes d'«alerte avancée» qui permettent aux gouvernements de suivre la mise en œuvre des actions de développement social et les progrès réalisés. ■

Pour plus amples informations sur les activités de l'UNESCO dans le cadre du Sommet mondial, s'adresser au:
Secrétariat de l'Unité de coordination du sommet mondial pour le développement social, UNESCO, 1, rue Miollis, 75352 Paris cedex 15
téléphone: (33-1) 45 68 37 19/45 68 37 44
télécopieur: (33-1) 43 06 07 72

LE SOMMET MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

(COPENHAGUE, DANEMARK, 6-12 MARS 1995)



Pourquoi un sommet «social»?

Au lieu du progrès économique et social qu'elle semblait promettre, la fin de la guerre froide a, en fait, cédé la place à une «paix froide», qui se traduit par une fragmentation politique et une déstabilisation sociale de grande ampleur. Au lieu de l'harmonie sociale et de la prospérité tant attendues, la pauvreté et le chômage gagnent du terrain, entretenant partout un sentiment croissant d'insécurité.

Que s'est-il passé? Pour reprendre les paroles du secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Boutros Boutros-Ghali, «le monde souffre d'une crise sociale et morale qui, en de nombreuses sociétés, atteint d'immenses proportions».

Un changement de cap s'impose.

Changer de cap n'est pas si simple...

Les problèmes se posent à l'échelle planétaire. Il faut les aborder dans un contexte mondial. Prévoyance, collaboration et consensus à l'échelle internationale sont indispensables pour mettre au point une stratégie globale de lutte contre la triple crise de la pauvreté, du chômage et de la désintégration sociale.

... mais on doit le faire

«La mondialisation des économies et des cultures», qui se caractérise par une interdépendance croissante — des marchés, des mouvements de population, des modalités de prise de décision — «doit se faire au bénéfice de tous.» Il incombe d'abord aux gouvernements de veiller à ce que les problèmes capitaux de la présente décennie — pauvreté, chômage et désintégration sociale — soient abordés dans le respect des principes fondés sur la justice sociale et la démocratie, et soient l'objet d'actions respectant la dignité humaine, la liberté individuelle et l'égalité des droits et des responsabilités.

Le rôle de l'ONU: être à l'avant-garde du progrès social

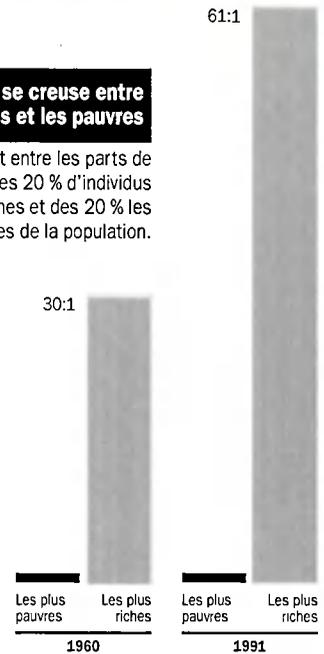
L'Organisation des Nations Unies a répondu à la dégradation de la situation sociale dans le monde entier en convoquant un Sommet mondial pour le développement social, qui sera chargé d'examiner trois questions: pauvreté, chômage et désintégration sociale. Cette manifestation capitale appartient à une série de huit conférences patronnées par l'ONU, qui s'inscrivent dans le cadre de la Quatrième décennie des Nations Unies pour le développement (1991-2000).

Priorité à l'humain

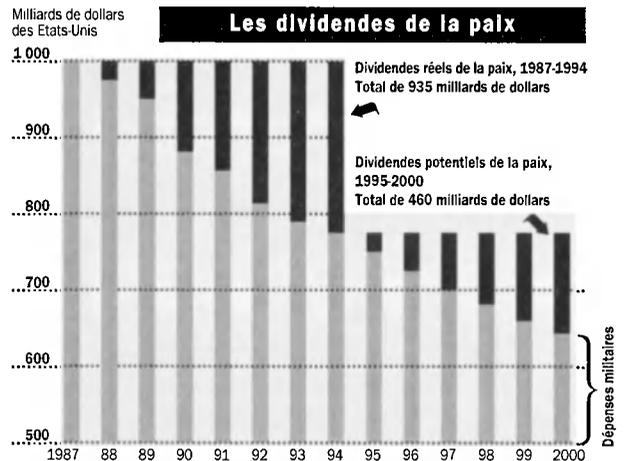
Le Sommet mondial de Copenhague est la pièce centrale de l'engagement pris par l'ONU, depuis une décennie, de mettre les questions sociales au centre du développement. ■

L'écart se creuse entre les riches et les pauvres

Rapport entre les parts de revenu des 20 % d'individus les plus riches et des 20 % les plus pauvres de la population.



Les dividendes de la paix



De 1987 à 1994, grâce à la diminution des dépenses militaires mondiales qui est intervenue pendant cette période, les dividendes de la paix ont atteint un montant de 935 milliards de dollars. Malheureusement, ces dividendes n'ont pas servi à financer les mesures sociales prioritaires dans le monde. Entre 1995 et 2000, de nouveaux dividendes de la paix, égaux à 460 milliards de dollars, pourraient apparaître si les dépenses militaires mondiales continuaient à baisser de 3 % par an. Le Sommet mondial pour le développement social de mars 1995 offre une occasion unique de récolter les dividendes potentiels de la paix et de les mobiliser pour améliorer le développement humain.

Source: Rapport mondial sur le développement humain 1994, © PNUD, Economica, 1994

POUR DE PLUS AMPLES INFORMATIONS:

Pour des informations de fond sur le Sommet et les activités connexes d'ONG, s'adresser à:

Secrétariat du Sommet mondial pour le développement social
Organisation des Nations Unies, Bureau DC2-1362
New York, N.Y. 10017, Etats-Unis
télécopieur: (212) 963-3062

Pour des informations de caractère plus général, s'adresser à:

Organisation des Nations Unies, Département de l'information
Nations Unies, Bureau S-1040
New York, N.Y. 10017, Etats-Unis
télécopieur: (212) 963-4361



Partager nos connaissances

La mission de l'UNESCO, en matière de sciences exactes et naturelles comme des sciences sociales et humaines, est de corriger les graves disparités relatives à l'effort de recherche scientifique dans le monde, de promouvoir le

développement des connaissances scientifiques pour leur valeur intrinsèque et leur contribution à la formation générale, mais aussi pour soutenir le développement économique et social.

C'est dire que les programmes scientifiques de l'UNESCO couvrent à la fois les sciences fondamentales et les sciences appliquées à l'environnement et à l'aménagement des ressources naturelles, ainsi que les sciences de l'ingénieur. De même, tout en favorisant le progrès des sciences sociales et humaines, l'UNESCO encourage leur application à la gestion des transformations sociales ainsi que les approches interdisciplinaires de problèmes complexes, comme la population, le développement et l'environnement, la condition de la femme, les droits de l'homme, la démocratie et la paix.

Somme toute, l'action de l'UNESCO consiste à traiter les sciences sociales comme un domaine de la connaissance qu'il convient de renforcer, mais aussi à les appliquer à la solution des grands problèmes de l'humanité et des sociétés, et cela en liaison avec l'action entreprise dans les autres domaines de compétence de l'Organisation: éducation, culture et communication. Ce faisant, elle contribue à édifier les fondements sur lesquels se bâtissent les programmes des autres institutions spécialisées du système des Nations Unies.

Ainsi l'UNESCO a-t-elle contribué à la création du CERN, le Centre européen de recherches nucléaires; elle assure, avec l'Agence internationale de l'énergie atomique et le gouvernement italien, le fonctionnement du Centre international de physique théorique de Trieste, qui forme chaque année plusieurs centaines de chercheurs de pays en développement. Elle a participé à la fondation du Centre international de

mathématiques pures et appliquées de Nice, et elle est à l'origine des deux organisations internationales non gouvernementales de recherche sur le cerveau et sur la cellule. Elle a aussi mis en place des réseaux de coopération reliant des instituts de recherche comme le réseau des centres de ressources microbiennes, ou le réseau de biologie moléculaire et cellulaire, ainsi que des mécanismes de coopération concernant, par exemple, le génome humain ou les biotechnologies (Biotechnology Action Council).

Cette approche internationale et régionale a trouvé son prolongement dans le lancement de grands programmes scientifiques intergouvernementaux qui rassemblent et animent des activités nationales, régionales et internationales. C'est le cas des activités menées par la Commission océanographique intergouvernementale, ainsi qu'au titre du Programme hydrologique international, du Programme sur l'homme et la biosphère, du Programme international de corrélation géologique et, depuis un peu plus d'un an, du Programme de gestion des transformations sociales.

Accroître et étendre les compétences

L'objectif commun à toutes ces activités menées dans le vaste domaine des sciences est le développement humain durable, reconnu comme la condition et le prix de la paix dans le monde. Ce développement a d'évidentes priorités, comme celles de lutter contre la pauvreté, d'améliorer les conditions de vie, surtout en milieu rural, de freiner l'aggravation des disparités croissantes entre les pays et au sein des nations, ou encore d'instaurer un environnement économique international plus équitable.

Mais la priorité qui intéresse spécifiquement l'UNESCO et qui se retrouve dans tous ses programmes, notamment scientifiques, est le développement des ressources humaines, c'est-à-dire la formation des compétences en vue de créer ou de renforcer, au niveau national comme au niveau local, les capacités endogènes. Aujourd'hui, d'ailleurs, il y a lieu de

se réjouir que tous les organismes de financement des projets de développement économique et social — je pense d'abord à la Banque mondiale et au Programme des Nations Unies pour le développement — reconnaissent que la valorisation des ressources humaines, la formation des cadres, l'accroissement des compétences sont les facteurs clés du développement.

Au cours des quelques années qui nous séparent du prochain siècle, notre stratégie consistera donc à accroître le transfert et le partage des connaissances scientifiques et à favoriser leur application à l'aménagement des ressources naturelles et à la gestion des transformations sociales. Dans ce transfert, il convient de ne pas sous-estimer l'importance des sciences fondamentales. Comme nous le savons tous, «il n'y a pas de sciences appliquées sans sciences à appliquer». Il importe aussi de ne pas négliger, dans ce partage de la connaissance, le faire-savoir à côté du savoir-faire; le rôle que jouent les scientifiques dans l'information des décideurs, qu'ils soient publics ou privés, est en effet déterminant pour une appréhension rigoureuse et rationnelle des problèmes et des solutions possibles.

Faire-savoir et savoir-faire

Ce rôle d'information ne saurait se limiter à ce qu'on entend par les récents progrès de la science; il se révèle fondamental, par exemple, pour expliquer les bases scientifiques de pratiques traditionnelles qui risqueraient d'être à tort méprisées. Il comporte aussi, bien entendu, la diffusion des résultats des recherches — je pense par exemple à ceux qui ont été obtenus concernant le paludisme ou les polymères hydrophiles.

Pour accélérer le transfert des connaissances, l'UNESCO a mis en œuvre un certain nombre de projets, parmi lesquels je citerai le Projet UNITWIN — de jumelage, de coopération et de mise en réseau d'institutions universitaires. Il concerne les bourses de courte durée accordées aux chercheurs de pays en développement et le Programme des Chaires UNESCO permettant à des scientifiques du Nord d'aller sur place contribuer à la formation de leurs futurs confrères du Sud. Ces différentes modalités de partage du savoir visent bien évidemment aussi à lutter contre l'exode des cerveaux et le gaspillage des compétences.

Dans le cadre du suivi de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, la stratégie de l'UNESCO aura essentiellement pour but de dégager des solutions, scientifiquement fondées, aux problèmes d'aménagement des ressources naturelles et à ceux que pose la gestion des transformations sociales et des phénomènes démographiques,

en vue de promouvoir un développement humain durable. Ces solutions seront fondées sur les résultats de projets combinant des activités de recherche et des activités d'éducation, de formation et d'information. La mise en œuvre de cette stratégie exige un renforcement de la collaboration avec les scientifiques, les ingénieurs et les techniciens, ainsi qu'avec leurs associations ou organisations non gouvernementales, internationales, régionales ou nationales, afin d'accroître et d'accélérer le transfert et le partage des connaissances.

Une coopération active

On assurera ce transfert et ce partage notamment: — en améliorant la pertinence de l'enseignement supérieur et de la formation, en renouvelant les programmes pour les adapter aux besoins; — en articulant mieux les activités de formation et de recherche; — en instaurant ou en raffermissant les liens entre les secteurs de production, les entreprises industrielles et les systèmes d'enseignement supérieur et de recherche; — en poursuivant l'action relative à la collecte et à la diffusion de l'information scientifique; et — en consolidant les réseaux de coopération dans ce domaine.

Je citerai à cet égard le Marché commun du savoir (MECCO), qui constitue une initiative digne du plus haut intérêt, et le plan ENLACE, qui est destiné, dans le cadre du programme «Bolívar», à favoriser la coopération entre l'industrie, l'université et la recherche.

La stratégie de l'UNESCO s'appuiera sur une collaboration et une synergie accrues entre les programmes intergouvernementaux de l'UNESCO en sciences de l'environnement et en sciences sociales, pour que soient dégagées les solutions appropriées à certains problèmes urgents en matière d'environnement et de développement. L'accent sera mis notamment sur une meilleure connaissance du fonctionnement des écosystèmes, la gestion des transformations sociales et sur l'information et l'éducation en matière d'environnement et de population, afin de favoriser les changements d'attitude, surtout chez les jeunes, et de susciter des comportements propres à assurer un développement humain durable.

Dans l'action sur le terrain, il importera aussi de favoriser, par des incitations appropriées, le lancement et la mise en œuvre de micro-projets qui, en particulier en milieu rural, développeront l'esprit d'entreprise et contribueront à fixer des populations qui pourraient être tentées par l'illusion urbaine. ■

Byblos, un carrefour enchanté

par Sawsan Awada Jalu



Parcourir la ville antique et médiévale de Byblos, au Liban, c'est faire un voyage magique entre les temps et les cultures...

Ci-dessus, la cour du temple aux obélisques, pierres dressées par les fidèles pour perpétuer leur présence auprès du dieu.

Page de droite, l'église Saint-Jean-Baptiste, bel édifice roman à trois absides (12^e siècle).

BYBLOS, la Gebal de la Bible, l'actuelle Jbeil, sur la côte du Liban, est la plus ancienne ville constamment habitée du monde: 7 000 ans d'histoire ininterrompue depuis la première communauté de pêcheurs qui s'y est installée jusqu'à la ville moderne! Cette cité phénicienne, qui naquit vers 3200 avant J.-C. et entretint des liens étroits avec les grands empires d'Orient et de Méditerranée, fut l'un des pôles culturels de l'Antiquité.

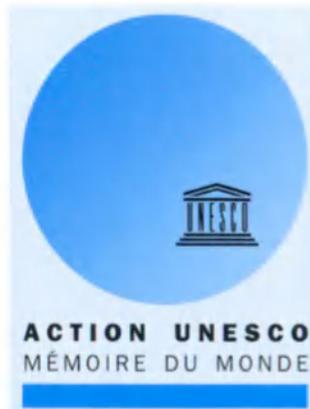
Dans ses vieux souks aux rues étroites, le temps coule avec douceur et insouciance. Même la violence qui a ravagé le

Liban n'a fait que l'effleurer. Cette ville sereine à laquelle Yam, l'ancien dieu de la mer, a offert un splendide port naturel qui fit longtemps sa fortune, le visiteur la parcourt comme un livre plusieurs fois millénaire.

Du haut du donjon

Première étape de cet itinéraire: la ville médiévale. L'élégant baptistère qui jouxte l'église romane Saint-Jean-Baptiste (12^e siècle), l'ancienne cathédrale de la Gible des Croisés, rappelle par sa décoration que la cité fut un temps domaine génois. Non loin, une modeste chapelle orthodoxe aux puissants contreforts remonte à l'époque byzantine.

L'imposant château des Croisés qui domine la ville de sa masse carrée occupe



1924, puis à son successeur Maurice Dunand, qui ont contribué à dévoiler les secrets de cette sédimentation urbaine multimillénaire.

Outre des vases de terre cuite ornés d'empreintes de coquillage, datant des sixième et cinquième millénaires, Dunand mit au jour de grandes urnes servant de sépultures et des jarres contenant du grain, des aliments, des armes et des bijoux, ensevelies entre les maisons des temps énéolithiques. Simples cabanes au début, les maisons ne furent pourvues de murs de pierre qu'à la fin du quatrième millénaire. Le premier aménagement urbain digne de ce nom — maisons à étages, système d'écoulement des eaux, remparts — trahit l'influence de la Mésopotamie et de l'Égypte. Du centre partait une rue étroite et tortueuse qui traversait la ville; des ruelles serpentant entre les maisons venaient s'y greffer. Longue aujourd'hui de vingt-six mètres, soutenue à l'intérieur par des piliers de quatre mètres de côté, la muraille ne ceinturait la ville que du côté

de la terre; le promontoire rocheux sur lequel s'élevait Byblos offrait un rempart naturel du côté de la mer.

La terre des dieux

L'âge d'or de Byblos, au troisième millénaire, est inséparable des relations privilégiées qu'elle entretient avec l'Égypte. Les temples se multiplient: on y vénère les mêmes dieux qu'en Égypte. Les pharaons envoient chercher au Liban du bois pour la construction de leurs navires et les essences résineuses indispensables à la momification. On a retrouvé dans le grand temple dédié à Baalat-Gebal (remanié et restauré jusqu'à l'époque romaine) des vases portant les noms de pharaons. Ils révèlent la vénération que les souverains égyptiens témoignaient à la «Dame de Byblos» (la phénicienne Astarté, parèdre du dieu El qui passait, dans la tradition phénicienne, pour avoir fondé Byblos) dont le culte s'est maintenu pendant des siècles.

Les vestiges d'un autre temple, dédié à une divinité masculine et détruit par le feu en 2150 avant notre ère, et ceux de la «Grande résidence», une vaste et luxueuse demeure bourgeoise, confirment la prospérité de la ville à cette époque de sa longue histoire.

Cependant, la découverte majeure de Dunand fut celle du «Temple aux obélisques» (début du deuxième millénaire avant J.-C.) et du remarquable ensemble de bétyles, ou pierres levées, qu'abritait sa cour. Ces petits obélisques (de 0,50 à 2 m de hauteur) symbolisaient la présence des fidèles auprès du dieu, lui-même représenté par un obélisque monté sur

l'emplacement d'un ouvrage construit par les Fatimides d'Égypte au 9^e siècle. Ses énormes pierres viennent des monuments phéniciens et romains. Forteresse aux immenses salles voûtées, commencée au 12^e siècle, elle n'a cessé d'être remaniée au cours des siècles. Du haut du donjon, le regard épouse le vaste champ de fouilles archéologiques de la cité antique, formée par la superposition et l'enchevêtrement de plusieurs villes anciennes.

Une des premières villes méditerranéennes

Le site s'étend sur plus de dix hectares. Ernest Renan, l'écrivain et historien français, y entreprit les premières fouilles dès 1860, mais ce sont celles dues à l'archéologue français Pierre Montet de 1920 à



un piédestal. Les offrandes précieuses retrouvées sous ce temple montrent le raffinement artistique des artisans de Byblos: haches ajourées de bronze, d'or ou d'argent, poignards à fourreau d'or repoussé, figurines de bronze recouvertes de feuilles d'or.

La ville était un véritable carrefour commercial et artistique. Les échanges se faisaient, à l'est, avec la Mésopotamie, au sud avec l'Égypte, au nord avec l'empire des Hittites, mais également à l'ouest, vers la mer, avec la brillante civilisation crétoise.

Sous la domination perse, Byblos devint un point stratégique du système de défense de cet empire en Méditerranée orientale. Après sa conquête par Alexandre le Grand, elle connut un immense rayonnement comme centre du culte d'Adonis, divinité phénicienne qui devait entrer dans le panthéon mythologique grec. Pendant la période romaine, elle se couvrit de

temples et de bâtiments publics: les fouilles d'un théâtre (3^e siècle) ont révélé un sol aux belles mosaïques.

Le berceau de l'art et de l'alphabet phéniciens

Le territoire des Phéniciens était fertile, mais trop exigü, aussi cherchèrent-ils fortune ailleurs. Grands navigateurs, marchands habiles, les Phéniciens sont décrits dans la Bible comme des charpentiers et des ivoiriers de talent, qui taillèrent les poutres du Temple de Salomon et façonnèrent ses décorations chrysoléphantines.

Premiers témoignages artistiques qui nous soient parvenus, les ex-voto découverts dans les ruines du temple de Baalat-Gebal présentent des motifs géométriques d'une idénifiable originalité. Les vases zoomorphes, en particulier, saisissent, sous une forme extrêmement stylisée, les mouvements et les attitudes caractéristiques de

l'animal. Une stylisation parfois fruste mais toujours vibrante de vie, tel est le trait saillant de l'art phénicien, qui deviendra, comme l'écrit l'archéologue français André Parrot, «une élégante et harmonieuse synthèse de tout ce que les civilisations environnantes avaient déjà su réaliser de meilleur et de plus affiné».*

Pour répondre au désir des marchands de rédiger rapidement contrats et factures, les scribes de Byblos (de «bublos», papyrus en grec, produit égyptien qui parvenait en Grèce par l'intermédiaire des marchands byblites) réussirent à mettre au point un alphabet et un système d'écriture simplifiés, comportant vingt-deux signes. Repris par les Grecs, par les Romains, et propagé dans tout l'Orient et l'Occident, c'est l'ancêtre direct de tous les alphabets occidentaux. ■

* André Parrot, *Les Phéniciens*, par A. Parrot, M. Chehab, S. Moscati, p. 9, Gallimard, Paris, 1975.

BYBLOS, CITÉ DU DIALOGUE

LE CENTRE INTERNATIONAL
DES SCIENCES DE L'HOMME

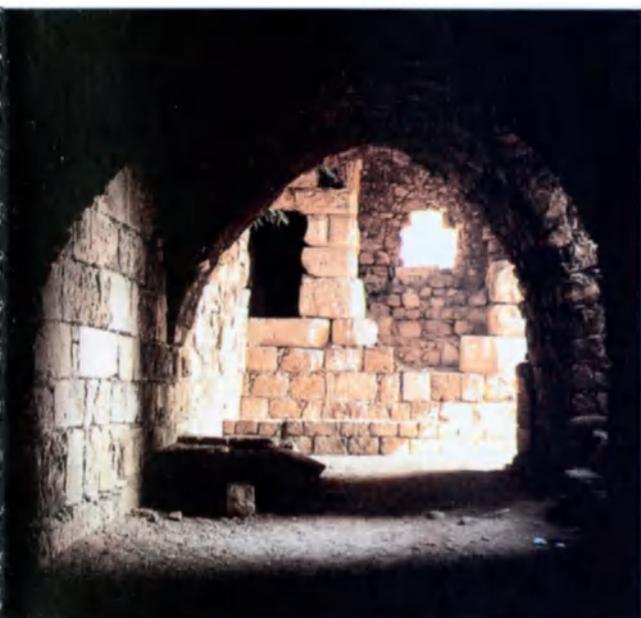
Byblos ayant été un haut lieu de rencontre des civilisations, l'idée est née dans les années soixante d'y créer un Centre international pour encourager le dialogue interconfessionnel et interculturel. En 1974, l'UNESCO a apporté sa collaboration à ce projet libanais en l'inscrivant au programme de sa Division de philosophie sous le nom de «Centre international de Byblos pour les sciences humaines et le développement». Son objectif: «l'étude de l'homme contemporain, de ses rapports avec la nature et la société, et des problèmes posés par le développement sous ses divers aspects».

Après les seize années de guerre qu'a connues le Liban, un colloque international s'est tenu au siège de l'UNESCO en février 1992 pour relancer cette idée. Comme le soulignait l'un des participants, le Liban, malgré ce long conflit, reste un pays de coexistence vécue, d'acceptation mutuelle et de dialogue. A Byblos, tout particulièrement, perdura sans faille la coexistence entre les différentes communautés religieuses, ainsi qu'un climat de tolérance.

Byblos, où s'opéra également une brillante synthèse des arts des grandes civilisations antiques, et où les principes modernes de la communication écrite virent le jour, pourrait ainsi retrouver sa vocation de carrefour de rencontres, d'échanges et de création. ■

S. A. J.





Ci-dessus, voûtes à l'intérieur du château des Croisés, forteresse rectangulaire commencée au début du 12^e siècle et plusieurs fois remaniée au cours des âges. En haut, le théâtre romain (3^e siècle) au sol orné de mosaïques. A gauche, murs bas et colonnades: le site paisible de la ville antique de Byblos.

SAWSAN AWADA JALU

est attachée culturelle à la Délégation permanente du Liban auprès de l'Unesco.

BYBLOS EN DATES

5000 av. J.-C.: premier établissement humain sur la partie ouest du tertre.

3200 av. J.-C.: construction de maisons en pierre.

3000-2800 av. J.-C.: le site connaît une certaine organisation urbaine: occupation totale du tertre, érection d'un rempart, aménagement d'un système d'écoulement des eaux. Byblos devient un lieu de rencontres et d'échanges entre deux grandes civilisations, l'Égypte et la Mésopotamie.

Vers 2150 av. J.-C.: les Amorrites brûlent Byblos.

Vers 1950 av. J.-C.: la ville, les temples et les remparts sont reconstruits, et les liens avec l'Égypte se rétablissent. L'activité commerciale s'étend jusqu'au Caucase et à la Crète.

1725 av. J.-C.: les Hyksos envahissent l'Égypte et le développement de Byblos est interrompu.

1580 av. J.-C.: l'Égypte expulse les Hyksos et place la Phénicie sous son protectorat, ce qui met celle-ci à l'abri des invasions des Mitanniens puis des Hittites. Les activités commerciales reprennent à Byblos et connaissent un grand essor grâce à l'invention du système alphabétique.

1200 av. J.-C.: l'Égypte s'affaiblit. Les Peuples de la mer menacent la région, et Tyr prend la suprématie sur toutes les autres villes phéniciennes.

725 av. J.-C.: domination assyrienne.

612 av. J.-C.: domination babylonienne

539 av. J.-C.: domination perse

332 av. J.-C.: domination hellénistique

63 av. J.-C.: Domination romaine

Malgré ces dominations successives, Byblos connaît une relative prospérité économique. Elle est surtout l'un des grands centres de culte de tout l'Orient (notamment le culte d'Adonis). Ses sanctuaires jouissent d'une aura particulière; ses fêtes religieuses attirent des foules nombreuses.

638: à l'époque de la conquête musulmane, Byblos perd de son importance.

1104: la ville est prise par le Croisé Raymond de Saint-Gilles. Devenue la seigneurie de Giblet, elle est confiée en **1109** à la famille génoise Embriaco. La période des croisades ramène le commerce et l'opulence dans la ville.

1187: Saladin I^{er} reprend Byblos, en démantèle le château croisé et rase les remparts.

1199: la ville est reprise par les Francs.

1266: Byblos tombe dans l'oubli et mène une paisible existence de petit port de pêche jusqu'à nos jours.

1960: ratification par l'Etat libanais de la Convention de la Haye (Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé.)

1984: inscription de Byblos, ainsi que de Anjar, Baalbek et Tyr sur la liste des sites du patrimoine mondial de l'Unesco.

1993: demande d'inscription des sites libanais du patrimoine mondial au «Registre international des biens sous protection spéciale» de la Convention de la Haye.

S. A. J.



Homme d'action, écrivain et penseur politique, le Cubain José Martí (1853-1895), est l'un des artisans de la conscience latino-américaine

PREMIER-NÉ, à Cuba, d'une famille de modestes immigrants, José Martí n'a jamais renié ses origines hispaniques, mais il se sent d'abord fils de la terre qui l'a vu naître. Encore enfant, il est témoin des scènes cruelles de l'esclavage et se jure d'employer sa vie à «laver ce crime». Jeune adolescent, il combat déjà le colonialisme: on le condamne aux travaux forcés, chaîne et fer aux pieds, dans un bagne pour prisonniers politiques. Il en dénoncera les horreurs et s'y forgera, paradoxalement, une liberté spirituelle et une éthique militante qui le conduira à prêcher une guerre de libération «nécessaire» mais «sans haine».

Son exil à Madrid et à Saragosse, où il mène des études universitaires, lui confirme, d'une part, ses affinités avec l'âme rebelle du peuple d'Espagne et, de l'autre, le renforce dans l'idée que Cuba n'a rien à attendre des maîtres qui la gouvernent, qu'ils soient monarchistes ou républicains. Ses voyages au Mexique, au Guatemala et au Venezuela le familiarisent avec les problèmes de ces nouvelles républiques encore entravées par les maux coloniaux. Au cours de son séjour de près de quinze ans aux Etats-Unis, il approfondit sa connaissance de ce pays en analysant les conceptions de ses fondateurs, les mérites et les dangers de son système social, les caractéristiques de son peuple et les tendances impérialistes croissantes de son gouvernement.

Ce parcours s'exprime dans une œuvre littéraire et journalistique de tout premier plan, qui prend son plein essor à partir

le destin exemplaire de JOSÉ MARTÍ

par Cintio Vitier

«Je sais m'effacer. Mais ma pensée ne s'effacera pas.»

du voyage au Venezuela de 1881. Martí est à la fois l'orateur qui prononce le discours du Club du commerce de Caracas, l'éditorialiste de la *Revue vénézuélienne*, le poète d'*Ismaelillo*, le préfacier du *Poème du Niagara* de Juan Antonio Pérez Bonalde: il apparaît comme le précurseur du renouveau de la littérature hispano-américaine. Après la mort de Martí à Dos Ríos, Rubén Darío, qui deviendra le chef de file le plus en vue de ce mouvement, l'appellera significativement «maître».

Pourtant, Martí n'a pas voué son existence — autre leçon — à conquérir une renommée d'écrivain. Son génie du verbe, il l'a mis, en tant qu'orateur et journaliste, au service d'une double cause: celle de Cuba et celle de ce qu'il appellera dans des pages mémorables «Notre Amérique». Le témoignage qu'il apporte avec ses *Scènes nord-américaines* vise à aider cette Amérique à mieux prendre conscience d'elle-même.

Le sens de l'éthique, du devoir et du sacrifice a guidé toute sa vie. Lorsque Martí proclame à New York, le 10 avril 1892, le Parti révolutionnaire cubain, les pauvres immigrants de Floride l'ont déjà surnommé l'«apôtre», qualificatif révélateur, qui déborde amplement le cadre politique. Cette proclamation fut précédée d'un discours, prononcé au collège de Tampa le 26 novembre 1891, qui établissait les bases du nouveau projet de République: «Avec tous et pour le bien de tous.»

L'activité révolutionnaire de Martí connaîtra ensuite une phase d'une exceptionnelle intensité. En témoignent ses discours, ses articles parus dans le journal *Patria*, sa correspondance et ses voyages incessants, notamment ceux qu'il doit accomplir pour s'assurer le concours des deux généraux les plus prestigieux de la guerre des Dix ans (1868-1878), Máximo Gómez, élu général en chef de l'Armée libératrice, et Antonio Maceo.

Dans son discours de Tampa, Martí a dit: «Ou bien la république a pour assise l'intégrité de chacun de ses fils, l'habitude de travailler de ses mains et de penser par soi-même, l'accomplissement total de soi et le respect, aussi sacré que l'honneur de la famille, de l'accomplissement total d'autrui, et enfin la passion de la dignité

humaine, — ou bien la république ne vaut pas une larme de nos femmes ni une seule goutte de sang de nos braves.»

Ces principes féconds apparaissent dans les documents qui devaient inspirer, à la fin de la guerre, la création de la République selon Martí: entre autres l'article intitulé «Nos idées», le *Manifeste de Montecristi* et les deux lettres à Federico Henríquez Carvajal et à Manuel A. Mercado. Ces textes, et de nombreux autres, présentent la République comme une démocratie absolue, sans privilèges de race ni de classe, fondée sur une distribution équitable des richesses et de la culture, et sur les revendications des masses productrices.

Par ailleurs, dans une lettre à son confident mexicain, écrite quelques heures seulement avant qu'il ne tombe en combattant, le 19 mai 1895, il écrivait: «... désormais, je risque chaque jour de mourir pour mon pays et pour mon devoir — que je connais et que je m'efforce d'accomplir». Ce devoir visait, en arrachant à temps à l'Espagne l'indépendance de Cuba, à empêcher qu'un nouvel impérialisme ne s'étende à travers les Antilles et ne s'abatte avec une puissance accrue sur les terres d'Amérique.

C'est pour cela, et pas seulement pour libérer Cuba de la colonisation espagnole, que José Martí organisa une nouvelle guerre au cours de laquelle il devait trouver la mort. Mais au tréfonds du peuple, la parabole de la vie de Martí continua d'inspirer les générations suivantes. Ainsi qu'il le disait à Mercado: «Je sais m'effacer. Mais ma pensée ne s'effacera pas.»

Sa plus grande gloire réside peut-être dans le fait qu'il a su parler aux pauvres et aux enfants, qu'il a su vivre et mourir pour eux. C'est pourquoi il continuera à nous éclairer de son exemple. L'œuvre qu'il a entreprise reste encore inachevée, sur la terre qui l'a vu naître comme dans le reste du monde. ■

CINTIO VITIER,

poète, essayiste et romancier cubain, prix national de littérature en 1988, est le président du Centre d'études sur José Martí. Directeur de l'édition critique des œuvres complètes de Martí, il a publié notamment *Nupcias* (1993), un recueil de poèmes, *Temas martianos* (1982), un essai sur Martí, et *Rajando la Leña está*, un roman.

ESPACE VERT

MONTSENY, UN LABORATOIRE D'HARMONIE

PAR FRANCE BEQUETTE

Riche d'espaces naturels et d'un très ancien peuplement humain, la Réserve de biosphère de Montseny s'étend aux portes de Barcelone.



A droite, ample vallée boisée, caractéristique de la Réserve de biosphère de Montseny, qui couvre plus de 30 000 hectares.

LE parc national de Montseny s'enroule comme une écharpe autour d'un massif montagneux. Mais l'écharpe n'est pas toute coupée dans le même tissu. Au sud, elle est perpétuellement verte, tissée de chênes verts, de sapins, d'arbousiers, de genêts et de bruyères. Au nord, les bois de hêtres succèdent aux châtaigniers, deux espèces d'arbres à feuilles caduques. Seuls quelques sapins et des houx géants mettent une note de feuillage au milieu des troncs gris. En ce vendredi d'hiver, la route est déserte et pourtant, l'agglomération de Barcelone, qui compte environ 4,5 millions d'habitants, n'est distante que de 50 km. De plus, nombreux sont les moyens de se rendre au Montseny: l'autoroute, deux lignes de train et des bus. C'est surtout le samedi et le dimanche, au printemps et en automne, que le public afflue. L'été, la mer l'emporte.

ENTRÉE LIBRE

Quel que soit le chemin par lequel on y accède, nulle barrière à l'entrée du parc. Une cabane abrite, chaque fin de semaine, trois jeunes gens en uniforme vert qui font signe aux voitures de ralentir et remettent aux occupants un dépliant d'information. Il comprend un plan et des explications à propos du mode de

fonctionnement du parc. On peut y lire, par exemple, que l'agriculture et le bois sont source de revenus pour la majorité des habitants de Montseny; que la propriété de la terre est aussi bien privée que publique; que l'exploitation forestière obéit à la loi de Catalogne et aux normes fixées par les autorités du parc; que la chasse est réglementée; qu'idéal pour la pratique des sports, le parc donne aussi l'occasion d'admirer le patrimoine naturel et culturel; que tous doivent le protéger pour les générations futures; qu'il est autorisé de camper seulement en certains lieux. Suit une liste de six interdictions: allumer du feu, circuler hors piste à moto, jeter les déchets ailleurs que dans les innombrables poubelles, cueillir les champignons au râteau, ramasser les châtaignes sans avoir la permission des propriétaires du terrain et couper des branches de houx, plante protégée.

Du Turó de l'Home, qui culmine à 1 712 mètres, par une entaille dans la chaîne littorale, on voit la Méditerranée. Au nord, s'étendent les Pyrénées. Dans la masse de la forêt qui descend jusque dans la vallée, quelques points clairs surgissent: églises romanes de grès rose, fermes, auberges, restaurants, et les bâtiments directement liés aux activités du parc: maison de la culture

du peuple, école de la nature, maison des chercheurs, bureaux d'information, centres d'interprétation. Entre l'observatoire météorologique et le poste militaire doté de deux énormes antennes circulaires, une école de parapente lance dans le vide quelques téméraires. Plus bas, s'est établie la base des deltaplanes. Avec cette animation colorée, il est difficile de se sentir l'hôte d'une réserve de biosphère dont le nom même évoque une certaine austérité. Pourtant, le parc répond aux normes définies par l'UNESCO. Ses onze zones centrales, où il est interdit de couper les arbres ou de chasser, sont entourées d'une vaste aire de protection, elle-même incluse dans ce qu'on nomme ici «zone d'influence» ou de transition.

VISITEURS ET HABITANTS

Est-il difficile de faire respecter le parc? En raison de la proximité de Barcelone, le parc a enregistré, en 1993, 1 616 800 visiteurs! Puisqu'il n'y a pas de barrières, comment connaît-on ce chiffre? On a disposé un comptage de véhicules et estimé qu'il y avait une moyenne de trois passagers à bord. Le directeur du parc, Eduard Botey Puig, ingénieur agronome, passionné et diplômé de géographie, n'accepte pas d'avouer que ces visiteurs posent

AUTOUR DU MONDE

LE TOURISME EN CONGRÈS

La Conférence mondiale du tourisme durable, ou écotourisme, se tiendra du 24 au 29 avril 1995 à Lanzarote, aux îles Canaries (Espagne). Elle est organisée conjointement par l'UNESCO, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'Organisation mondiale du tourisme et le Conseil scientifique international pour le développement des îles. Le tourisme est la troisième industrie exportatrice au monde après le pétrole et l'automobile. Les activités liées au voyage représentent plus de 12% du PNB mondial et emploient une personne active sur seize. Mais le tourisme est par ailleurs puissamment destructeur de territoires et de cultures. Comment concilier tourisme, environnement et patrimoine culturel? La Conférence s'attachera à trouver des solutions en publiant une Charte mondiale du tourisme durable. A cette occasion, un forum-exposition présentera une grande variété de cas concrets illustrant des solutions proposées afin d'encourager les échanges de vues et de projets. ■

Secrétariat du congrès: Nuria Ortega

Téléphone: (34 -77) 60 30 61

Télécopieur: (34 -22) 60 30 74

IL NE FAIT PAS BON ÊTRE TORTUE À LA RÉUNION

Calypto Log, le magazine publié par l'Equipe Cousteau, dénonce le sort des tortues vertes (*Chelonia mydas*) élevées dans une ferme de l'île française de la Réunion, dans l'océan Indien. Chaque année, pour les besoins de l'élevage, 4 000 à 10 000 petites tortues sauvages sont prélevées aux îles Eparses, au nord de la Réunion. La moitié seulement survit. Cet élevage est illégal. Les tortues vertes sont en voie de disparition. Il est interdit de les prélever dans le milieu naturel, de les transporter et de commercialiser leur écaille. Par ailleurs, l'état de santé des animaux de la ferme est déplorable. Malades et insuffisamment nourries, elles se mangent entre elles. Une plainte contre la France a été déposée auprès de l'Alliance européenne. Affaire à suivre. ■

LE PARAGUAY PROTÈGE SES TRÉSORS NATURELS

Dans ce petit pays d'Amérique du Sud, d'un peu plus de 400 000 km², le Congrès vient de voter une loi protégeant près de 10% de sa superficie. Grâce à l'organisation non gouvernementale américaine Nature Conservancy, un centre de données sur la conservation du Paraguay a été créé. Il a ainsi pu démontrer, par une série d'inventaires, l'utilité de protéger la riche biodiversité du pays. Il revient maintenant au secteur privé de traduire la loi dans les faits. La Fondation Moises Bertoni, qui gère avec Nature Conservancy la réserve de la forêt de Mbaracayu depuis 1991, prévoit de créer six réserves par an, en

UNE CONFÉRENCE INTERNATIONALE

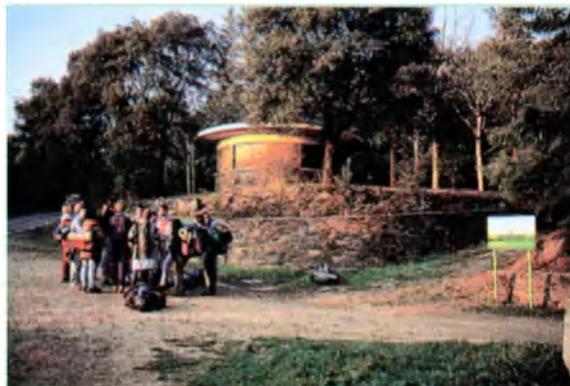
La Conférence internationale sur les réserves de biosphère, organisée sur l'initiative de l'UNESCO, se tiendra à Séville (Espagne) du 20 au 25 mars 1995. Elle a pour but d'élaborer un nouveau plan d'action pour les réserves de biosphère, fondé sur l'évaluation des résultats obtenus et sur l'expérience acquise dans la mise en œuvre du plan précédent et à la lumière du nouveau contexte international issu de la Conférence de Rio. Elle sera également chargée d'élaborer un projet de statuts du Réseau international de réserves de biosphère. Un maximum de 400 participants est prévu, notamment des gestionnaires, des coordonnateurs nationaux, des scientifiques et des responsables de programmes de recherche, ainsi que des décideurs dans le domaine de la conservation et de la gestion des ressources naturelles.

F. B.

des problèmes: «Les routes goudronnées sont ouvertes à tous. Les chemins de terre sont barrés d'une chaîne. Une fois qu'ils ont garé leur voiture dans un parc de stationnement, les visiteurs marchent quelques minutes, puis retournent à l'auto ou vont déjeuner. Les bicyclettes, en revanche, peuvent circuler librement. Mais l'invasion dévastatrice des vélos tout terrain ne semble pas avoir encore atteint la région.»

Et les 850 habitants permanents? Comment tolèrent-ils ces touristes? «Ils en tirent profit, affirme Eduard. Les restaurants sont pleins en fin de semaine: 1 300 000 repas l'an dernier! Nous cherchons avec eux à développer l'artisanat de la poterie et du bois, ainsi que la vente des produits locaux: charcuterie, fromage, châtaignes, champignons, miel ou bois de chauffage. Nous allons, du reste, organiser un marché dans le parc le dimanche. Les vieux restent au village avec les petits-enfants, ils cultivent encore la terre et font un peu d'élevage, mais la surface boisée se développe au détriment des champs. Les jeunes vont à la ville, mais reviennent exploiter leurs bois. Une famille

L'un des bureaux d'information de la Réserve.



continue à exploiter une carrière de marbre, antérieure à la création du parc. La vie ici n'est pas facile, cependant certains s'accrochent au passé: ils refusent l'électricité, le téléphone et n'ont pas de voiture. Les gardes à ski leur portent le pain quand vient la neige.»

Nous croisons une grosse voiture tout terrain, blanche et hérissée d'antennes. Une jeune fille saute à terre, en uniforme brun aux insignes de garde. Dolors Rodriguez, 25 ans, est la première et la seule femme à faire ce métier. Diplômée d'une école forestière, elle a complété en un an sa formation antérieure et a rejoint les onze gardes de la réserve. Douze personnes pour plus de 30 000 hectares! Pas d'arme, pas d'autre répression que de prendre les noms des contrevenants et de les signaler à la police. Education et prévention sont les maîtres mots. Outre les gardes, 26 fonctionnaires travaillent ici, plus 60 personnes sous contrat avec la commune. En explorant la face nord du massif avec Luis, un jeune garde passionné de nature, nous arrivons devant une grosse chaîne cadénassée qui barre la route goudronnée. Au coup de klaxon, un vieux monsieur accourt, tout sourire, un coffret de bois et un carnet de tickets à la main: «240 pesetas» (environ 10 francs français), demande-t-il.

LA GROGNE DES PROPRIÉTAIRES

Ce péage, insolite dans une réserve de biosphère, est hautement révélateur. En fait, nous l'apprenons de la bouche d'Ignasi Castello, chef du service des parcs de Catalogne: 90% du Montseny est aux mains de propriétaires privés! Les problèmes qu'Eduard n'avaient pas évoqués sont bien là. Dès 1922, des tentatives s'étaient succédées pour protéger Montseny, mais elles n'ont abouti qu'en 1977. L'année suivante, le parc devenait une réserve de biosphère. En 1994, des tables rondes, largement ouvertes au public, furent organisées pendant un mois pour réviser le statut du parc et l'adapter aux nouvelles données socio-économiques de la région.

Ignasi Castello ne peut rien que, pour les propriétaires, la création du parc signe l'arrêt de mort de la spéculation foncière. Alors que les terrains à bâtir sont très recherchés pour des résidences secondaires dans cette «proche banlieue» de Barcelone, ils deviennent, d'un trait de plume, non constructibles et ne valent plus que le prix d'un terrain



Cette ancienne ferme restaurée est devenue une auberge gérée en coopérative.

agricole ou forestier. L'arrêt de mort de la spéculation foncière est signé. Mais les procès se multiplient. Un exemple: un particulier achète un terrain coupé par un chemin d'usage. Il veut interdire le passage; la justice tranchera en faveur du parc. Comme le souligne Ignasi Castello: «Les aristocrates de la montagne, qui détenaient le pouvoir autrefois, ont du mal à s'adapter à la situation nouvelle. Aussi essaient-ils de constituer, dans l'administration du parc, un groupe de pression.»

LA VIE CONTINUE

La réserve de biosphère de Montseny doit aussi se battre sur un autre front: les écologistes purs et durs voudraient la transformer en sanctuaire, la mettre sous cloche. Jacques Ducros, de la Réserve de biosphère des Cévennes, en France, réserve jumelée avec celle du Montseny, déclarait en 1988: «Quelle est la fonction primordiale d'une réserve de la biosphère? Il s'agit de rechercher avant tout la coexistence harmonieuse de l'homme et de la nature (...) Une réserve de biosphère doit être créée dans des territoires habités sur lesquels s'exercent des activités non destructrices et dont la population est susceptible d'accepter, pour son bien-être, quelques règles simples de gestion concourant à la préservation du milieu, à la conservation du patrimoine, à la promotion de l'éducation, à l'amélioration des connaissances.»

FRANCE BEQUETTE,
journaliste franco-américaine spécialisée
dans l'environnement.

COMMENT CONSERVER LA NATURE ET EN TIRER PROFIT

A l'occasion de la Conférence de Rio sur l'environnement et le développement (1992) a été signée une Convention mondiale sur la diversité biologique, qui entre maintenant en application.

Chacun est aujourd'hui conscient de la nécessité de protéger les espèces animales et végétales dont nous pouvons avoir un jour besoin et qui constituent le patrimoine naturel irremplaçable de l'humanité. Mais chacun sait aussi combien les écosystèmes qui abritent ces espèces sont partout menacés par l'urbanisation, la construction de routes, la déforestation... Dans les pays tropicaux, qui sont les plus riches en diversité biologique mais aussi les plus pauvres au plan économique, les populations rurales n'ont souvent d'autre ressource que de couper les arbres pour faire du feu et pour pratiquer une agriculture de survie.

Comment concilier ces besoins vitaux avec la nécessaire protection de la nature? Depuis une vingtaine d'années, l'UNESCO a proposé à cette fin la constitution de «Réserves de biosphère». Dans ces territoires plus ou moins étendus, on associe la préservation de la diversité biologique dans des zones centrales à la possibilité, pour les populations locales, d'utiliser à leur profit les ressources naturelles des zones périphériques, si bien que ces populations deviennent garantes de la protection des zones centrales. C'est par une recherche scientifique appropriée, par des modes de gestion et de zonage adaptés, et par une coopération internationale effective que l'on peut aboutir à cette réconciliation sur le terrain entre environnement et développement.

Aujourd'hui 324 Réserves de biosphère ont été désignées dans 82 pays au sein du réseau mondial animé par le Programme MAB de l'UNESCO. C'est un début très encourageant. A la fin de mars 1995, une grande Conférence internationale sur les Réserves de biosphère est organisée à Séville (Espagne) afin de renforcer ce réseau et d'adopter une stratégie d'action à la hauteur des enjeux actuels de la conservation de la diversité biologique et de l'aménagement du territoire dans l'intérêt de ceux qui l'habitent.

Michel Batisse

Ancien sous-directeur général (Sciences) de l'UNESCO et promoteur du concept de Réserve de biosphère

AUTOUR DU MONDE

accord avec des propriétaires privés. Avant le vote de la nouvelle loi, les aires protégées l'étaient par décret présidentiel et leur statut pouvait être modifié à chaque changement de gouvernement. Reste à la Fondation à trouver de l'argent... ■

QUAND LA RUSSIE MET FIN À SON INSOUCIANCE ÉCOLOGIQUE

La Banque mondiale a prêté, en novembre 1994, 110 millions de dollars à la Russie pour améliorer ses systèmes de protection écologique et combattre la pollution, auxquels s'ajouteront 84 millions de dollars du gouvernement, des banques et des industriels russes. Ce projet de gestion de l'environnement contribuera à mettre un terme à plus de 70 ans de négligence. Les dommages sont réels: complexes industriels gigantesques, production de gaz et de pétrole, activités minières ont obéi au seul souci de productivité. Les villes, les fleuves, les lacs, les forêts, la faune et la flore sont gravement malades. La tâche est immense. ■

LIMA SUR DEUX ROUES

La capitale du Pérou est de plus en plus polluée par la circulation automobile et le prix des transports publics n'est pas à la portée de tous, en particulier des ouvriers les plus pauvres. Aussi un spécialiste de la Banque mondiale pour les transports en Amérique latine suggère de développer l'usage de la bicyclette. Ses arguments: le terrain est plat, il ne pleut pas beaucoup et la température est relativement clémente toute l'année. De plus, 63% des quelque 6,5 millions d'habitants de la ville ont moins de 30 ans. Ce sont donc des cyclistes potentiels. Encore faut-il qu'ils puissent acheter des engins qui coûtent au moins 150 dollars pièce. Deux entreprises péruviennes vont commercialiser des modèles d'un prix moins élevé, que les ouvriers pourraient acquérir grâce à un prêt. Il faudra ensuite construire des pistes cyclables, réhabiliter routes et ponts et persuader les usagers que l'exercice physique est excellent pour la santé! ■

LE FRUIT-À-PAIN À TOUT FAIRE

Une enseignante, Marie-Françoise Lamy, qui habite La Martinique, aux Antilles, nous signale les étonnantes propriétés du fruit de l'arbre à pain (*Artocarpus*) qui, d'après elle, sont méconnues. Traditionnellement donnés aux animaux, ces fruits offrent d'étonnantes possibilités: farine à gâteaux, sirop, confiture, gomme à mâcher, vinaigre, levure, amidon, savon et même feuilles de papier. Les déchets conviennent à l'alimentation animale ou peuvent, en dernier ressort, fournir du compost. L'arbre à pain pousse dans les régions tropicales. M.-F. Lamy, La Vierge, F-97213 Le gros Morne, Téléphone: 596 67 62 98. ■

BIENVENUE AU SIERRA CLUB!



LE Sierra Club, qui regroupe actuellement près de 600 000 membres, a été fondé par John Muir et ses amis artistes et montagnards en 1892 pour protéger les forêts et les régions sauvages des Etats-Unis. Voilà donc plus d'un siècle que des bénévoles veillent activement sur plus de 60 millions d'hectares. Très actifs, les militants forment un groupe de pression et travaillent à influencer le vote des législateurs en matière d'environnement. Lorsqu'une loi est votée, ils n'hésitent pas à aller devant les tribunaux pour s'assurer qu'elle est bien appliquée. Depuis la fondation du Club, ses objectifs se sont élargis aux problèmes planétaires: couche d'ozone, pluies acides, effet de serre, protection des forêts tropicales, par exemple.

Toutefois, à ses débuts, alors qu'on ne parlait pas encore d'écologie, les sorties des membres du Club ressemblaient plus à des camps scouts qu'à des expéditions scientifiques: bivouacs et feux de camp, chants et poèmes animaient le somptueux décor du parc de Yosemite, en Californie. Dès 1949, l'afflux de visiteurs inquiète deux membres du Club qui écrivent: «Les parcs nationaux offrent une sorte

de synthèse entre une bibliothèque publique, une galerie d'art et un musée en plein air. Mais ces lieux cessent de remplir leur rôle s'ils sont surpeuplés, comme le sont les parcs nationaux.»

Parmi les actions les plus spectaculaires du Sierra Club, une campagne menée en 1966, à grands coups de publicité dans les journaux, a obtenu l'abandon de deux barrages sur le Grand Canyon du Colorado. L'année suivante, c'est une centrale nucléaire qui doit être construite sur la côte de la Californie, près des dunes Nipomo Santa Maria, un rare écosystème à protéger. Un accord est trouvé avec la compagnie d'électricité, qui s'installe un peu plus loin. Ensuite vient l'Alaska, Etat américain depuis 1959. Un fabuleux trésor de paysages, de ressources, de flore et de faune sauvage qui, grâce à une lutte d'influences de 9 ans, finit par obtenir une protection légale, «la plus longue bataille jamais menée par le Sierra Club», qui n'est jamais à court de causes à défendre. Il souhaite, par exemple, l'interdiction de vente à l'étranger de pesticides dont l'utilisation est prohibée aux Etats-Unis et s'étonne que seuls 2% des 400 pesticides recensés aient été

étudiés et seulement pour les risques cancérigènes qu'ils présentent, sans se soucier de leurs effets sur le système nerveux, sur le système immunitaire, ou sur la fécondité.

Même les voyages d'agrément peuvent déclencher des campagnes. Un joli trois-mâts emmène, en février 1994, un équipage de scientifiques et de journalistes visiter les côtes de la Colombie britannique, dans l'ouest du Canada. Au retour, ils font part de leur indignation devant la déforestation massive due aux industriels du bois. Une balade dans les champs révèle à un botaniste l'invasion de plantes étrangères qui font disparaître les espèces endémiques. Seule leur éradication rapide, explique-t-il, résoudrait le problème. Mais, ajoute-t-il avec raison, à partir de combien de siècles une espèce est-elle considérée comme endémique? ■

Pour recevoir le beau magazine bimensuel *Sierra* et participer à d'étonnantes sorties sac au dos en pleine nature, mais aussi pour s'inspirer des recettes mises en œuvre par le Sierra Club pour contraindre les décideurs à protéger la nature: 730 Polk St. San Francisco, Californie, 94109 Etats-Unis, téléphone: 1 415 776 22 11, télécopieur: 776 03 50.



La démographie, point focal du développement

questions à Jean-Claude Chasteland

Le Sommet mondial pour le développement social, qui se tient ce mois-ci à Copenhague, s'inscrit dans le cadre d'une vaste campagne des Nations Unies visant à réaffirmer la primauté du développement social. Il y sera beaucoup question de pauvreté, de chômage et de désintégration sociale, autant de menaces étroitement liées au problème démographique, considéré comme l'élément clé de la nouvelle approche du développement. Jean-Claude Chasteland, actuellement conseiller scientifique à l'Institut national d'études démographiques à Paris, nous fait part de ses réflexions sur cette question.

La question démographique préoccupe la communauté internationale depuis les années cinquante. A cette époque, la planète comptait deux milliards d'habitants. Aujourd'hui, ils sont 5,7 milliards. Que faut-il en penser?

— Le paysage démographique mondial a considérablement changé durant les 40 dernières années, et davantage encore les vingt dernières années. Sur les 5,7 milliards d'habitants de la planète, à peu près un milliard vivent dans les pays dits développés, où la fécondité est faible. Mais, il faut savoir que sur les 4,7 milliards restants, environ 700 millions seulement vivent dans des pays où la fécondité n'a pas encore commencé de baisser. Dans la plupart des pays du tiers monde la fécondité a bel et bien diminué: ce n'était pas le cas en 1974. Les problèmes de très forte fécondité sont aujourd'hui localisés géographiquement: en Afrique subsaharienne, dans quelques régions de l'Asie du Sud-Ouest et dans un ou deux pays d'Amérique centrale.

Dans les autres zones à forte densité de population, comme en Afrique du Nord — notamment en Tunisie, en Algérie et au Maroc — et surtout en Chine, la fécondité a baissé très rapidement. L'exemple chinois, en particulier, est extraordinaire, dans la mesure où un pays en voie de développement qui a 1,2 milliard d'habitants — ce qui représente un quart de la population du tiers monde, un cinquième de la population mondiale —, a réussi à faire baisser sa fécondité au-dessous du niveau de remplacement en l'espace d'une génération. L'Europe, elle, avait mis plus d'un

siècle pour en arriver là. Il s'agit d'une baisse sans précédent, et c'est un signe encourageant. D'autant plus que d'autres exemples de baisse aussi spectaculaires ont été observés dans un contexte politique différent, comme c'est le cas dans la République de Corée et en Thaïlande.

Cependant, en dépit de la baisse de la fécondité, le nombre des naissances continue et continuera d'augmenter dans le tiers monde. On compte moins de naissances par couple, mais un très grand nombre de couples ont déjà atteint l'âge de procréer. Ce n'est que lorsque leurs enfants viendront à l'âge de procréation que le nombre absolu des naissances baissera. Il y a décalage, entre le moment où la fécondité baisse et celui où le nombre des naissances en chiffre absolu commence lui-même à diminuer. Du fait de ce décalage, on atteindra, au début du siècle prochain, le maximum d'accroissement de la population et c'est par la suite, seulement, que celle-ci commencera à décroître.

Pour l'instant la population continue d'augmenter rapidement, et il faut faire en sorte qu'elle soit accueillie correcte-

ment, c'est-à-dire qu'elle soit nourrie, éduquée, soignée, qu'elle trouve du travail et un logement. Cela exige des investissements considérables et pose des problèmes en matière de développement.

On dit que le développement est le meilleur contraceptif. C'est précisément le lien entre la population et le développement qui devait être examiné à la Conférence du Caire, en septembre 1994, et qui revient à l'ordre du jour au Sommet mondial pour le développement social, ce mois-ci à Copenhague.

— La Conférence du Caire devait être consacrée aux problèmes de population et de développement, mais la question du développement a été quelque peu escamotée. L'accent a été mis sur la reproduction, et sur la condition féminine, le tout étant envisagé dans une perspective individualiste, ce qui a heurté un certain nombre de pays participants. Une vingtaine ont ainsi émis des réserves sur le contenu de certains paragraphes du plan d'action, alors que, déjà, un paragraphe dans l'introduction stipule que les recommandations ne sont acceptables que dans la mesure où elles ne vont pas à l'encontre des croyances religieuses. C'est un recul par rapport aux conférences précédentes de Bucarest (1974) et de Mexico (1984).

Comment expliquez-vous ce désaccord?

— Il faut reconnaître que l'inspiration du programme d'action est de type nordique. Le modèle de la condition féminine est calqué sur celui de la femme en Suède,

Au début du siècle prochain, on atteindra le maximum d'accroissement de la population. C'est par la suite seulement que celle-ci commencera à décroître.



Rues populaires du centre
de São Paulo, capitale de l'Etat brésilien
du même nom.

plutôt qu'en Arabie saoudite. Il en a été de même lorsque les pays du Nord ont essayé de faire prévaloir leurs conceptions très ouvertes de la famille. Bien entendu, c'est là qu'il y a eu des controverses très fortes, soulignant la dichotomie entre une vision religieuse du monde et une vision disons, plus laïque, plus moderniste.

Les grandes conférences des Nations Unies, quel que soit le sujet traité, sont révélatrices de l'atmosphère internationale du moment. La Conférence du Caire est la première conférence sur la population qui se soit tenue après l'effondrement du bloc communiste. Auparavant, ces conférences étaient généralement le théâtre d'affrontements idéologiques Est-Ouest dans lesquels s'insérait le Sud, tant bien que mal. Avec la disparition de «l'hémisphère gauche» de la vie internationale, les affrontements se sont déplacés sur le terrain religieux, opposant, en l'occurrence, le Vatican et certains pays islamiques à des pays industriels qui ont des conceptions radicalement différentes de la famille, de la condition féminine, de l'avortement et de la vie sexuelle en général.

Peut-on, dans ces conditions, envisager d'harmoniser les stratégies de population et de développement, comme le souhaitent les Nations Unies?

— C'est probablement le fait d'avoir mis l'accent sur les problèmes individuels, en laissant de côté les problèmes de développement, qui a affaibli le consensus attendu sur le programme de la Conférence du Caire. On ne peut pas réduire les problèmes de développement à la condition féminine: je ne vois pas comment celle-ci pourrait s'améliorer en dehors d'autres facteurs de développement comme l'adduction d'eau, l'électrification, l'emploi. La femme n'est pas réellement libre tant qu'elle doit faire tous les jours plusieurs kilomètres à pied pour aller chercher de l'eau, de même qu'une famille ne peut pas s'épanouir dans un environnement de pauvreté.

Quant à la nécessité du développement, là, tout le monde s'accorde, quelles

que soient les religions ou les idéologies. Et ne soyons pas pessimistes. Si l'on prend les 40 dernières années, on constate un progrès absolument extraordinaire, y compris dans le tiers monde. La mortalité a baissé de façon considérable et cette baisse n'est pas due seulement au fait qu'on a vacciné ici et là, elle est également due au fait qu'on a éduqué les gens. Dans les années 50, le niveau d'analphabétisme était très élevé, de l'ordre de 90% chez les femmes. Aujourd'hui, même si les progrès ne sont pas partout égaux, on a affaire à des taux d'analphabétisme de 20 ou 30%

Dans l'ensemble, les 5,7 milliards de gens qui vivent aujourd'hui, vivent beaucoup mieux que les 2 milliards des années 50. La preuve en est que leur espérance de vie a augmenté. Nous avons fait d'énormes progrès. Il s'agit surtout de maintenir leur rythme et d'avoir en même temps un comportement de précaution à l'égard de la croissance de la population et de son impact possible sur l'environnement. Sans pour autant se polariser sur certains aspects de la question, comme la pollution ou l'épuisement des ressources naturelles, dont les seuils critiques sont sans cesse repoussés, soit par des découvertes nouvelles, soit par l'apparition de produits de substitution. ■

Ne soyons pas pessimistes. Si l'on prend les 40 dernières années, on constate un progrès absolument extraordinaire, y compris dans le tiers monde.

Baldomero Sanín Cano

La grande presse, otage du sensationnel

En 1933, l'Institut international de coopération intellectuelle lançait, auprès de quelques journalistes, une enquête sur le rôle éducatif de la presse. Dans sa réponse, dont nous publions de larges extraits, l'écrivain colombien Baldomero Sanín Cano (1861-1957), fondateur de la Revista contemporanea et collaborateur de La Nación, le grand quotidien de Buenos Aires, exprime ses craintes. La conciliation est de plus en plus difficile entre «la soif de sensations qui afflige le public de toutes les latitudes» et les exigences d'une presse d'ouverture culturelle et de vulgarisation intelligente. Un débat qui reste, soixante ans plus tard, toujours aussi actuel.

EN se transformant en entreprise industrielle, en société anonyme par actions, le journal moderne a dû forcément accorder la priorité, sur tous les autres intérêts, aux dividendes qu'il faut payer pour chaque action. Pour soutenir sa propre popularité et avec elle le niveau des ventes quotidiennes, le directeur des journaux copieusement répandus est bien forcé de cultiver le «sensationalisme» de ses lecteurs.

Une chronique du mal

La science, la morale, la philosophie, par la nature de ce qu'elles contiennent, ne peuvent fournir très souvent des faits ni des phénomènes capables de satisfaire la soif de sensations qui afflige le public de toutes les latitudes. De loin en loin, une découverte telle que l'application de la théorie des ondes hertziennes aux communications télégraphiques sans nécessité de fils de fer, ou comme les premiers essais de vol au moyen de l'aéroplane, sert à alimenter le désir de sensation dans les foules; mais comme il est nécessaire de maintenir en tension continue l'expectative des lecteurs pour que le journal garde ou augmente son tirage, les propriétaires se voient

obligés de chercher la note sensationnelle en d'autres secteurs de l'activité humaine.

Le crime offre chaque jour une matière exploitable dans cette branche de l'information journalistique. Il serait superflu d'attirer l'attention sur le fait que l'information relative aux crimes récents sollicite de façon fascinante l'intérêt de toutes les classes de lecteurs. Il semble que la chronique du mal, en son odieuse fécondité, serait suffisante pour satisfaire chaque jour la curiosité du public. Plus d'une fois, cependant, les journaux se voient obligés d'amplifier démesurément le crime pour lui donner plus d'intérêt; et il y a encore des entreprises qui ne reculent pas devant l'idée d'inventer le crime, si les annales du monde délinquant ne le fournissent pas.

Le sport en vedette

Dans les activités sportives et dans la chronique sociale, les journaux modernes ont trouvé un autre genre de publicité tout à fait explicable. Les sports et la chronique sociale se distinguent du crime (du point de vue de la publicité, s'entend) en ce que d'illustres acteurs, en ces formes de la vie contemporaine, sollicitent la publicité que les autres voudraient éluder.

On s'imagine que la presse a contribué grandement à la diffusion des sports, et elle reçoit complaisamment les applaudissements que le public lui prodigue, en dépit de la justice, pour les bons effets qui se font sentir chez les peuples, au point de vue de la sociabilité et de la santé des races, au moyen de telles activités. Mais la vérité est que l'influence est réciproque, et que la presse perdrait un grand nombre de lecteurs si elle ne se souciait pas des sports et consacrait à d'autres formes de la vie contemporaine la place que remplissent le tennis, le foot-ball, la pelote, le golf, et les



Texte choisi par Edgardo Canton

portraits des champions, dans ses vastes colonnes.

Le sport prend de l'essor parce que ceux qui s'intéressent à sa pratique savent que par ce moyen ils atteignent les honneurs de la publicité, et la presse donne aux chroniques sportives une importance parfois disproportionnée pour recruter des lecteurs assidus parmi les professionnels et les amateurs, dont le nombre augmente avec l'encouragement de la publicité.

Suivant le cours de ses intérêts naturels, la presse accorde à certaines activités plus d'importance qu'elles n'en méritent. Les nouvelles relatives au mouvement littéraire et artistique, au théâtre et aux autres manifestations du goût et de l'intelligence, s'il leur manque la teinte sensationnelle, se font de jour en jour plus restreintes. La chronique littéraire qui faisait, il y a un demi-siècle, le charme des bons journaux en France, en Angleterre, en Italie et dans la très docte Allemagne, en est venue à être une préoccupation abandonnée aux revues mensuelles ou aux hebdomadaires spécialisés dans ce genre d'études.

Quand par hasard il paraît des nouvelles littéraires de quelque étendue et de mérite réel dans la grande presse quotidienne, le public a une moue dédaigneuse, car il leur attribue un caractère de propagande à tant la ligne, provenant des éditeurs.

Une concurrence sans pitié

Dans tous les aspects de l'activité journalistique apparaît, à première vue, l'influence absorbante, et jusqu'à un certain point déplorable, de l'intérêt commercial. Il serait injuste, et de prime abord illusoire, de prétendre que la presse cessât d'être une activité commerciale du fait qu'elle a eu, à ses débuts, qualité d'agent éducateur; ce que l'on recherche, — dans l'esprit de l'auteur de ces lignes, — c'est la manière de concilier ces deux tendances, apparemment contradictoires.

Il s'ajoute à ceci que la grande presse commercialisée, telle qu'elle existe aujourd'hui, s'est vue menacer tout à coup par des concurrents dont les moyens de diffusion sont supérieurs, pour certaines branches du commerce, à ceux que la presse emploie. La Radio, alimentée au sein même de la presse quotidienne, tend à la remplacer en certaines de ses acti-

vités. Ce genre de diffusion intelligemment combiné avec le cinéma pourrait devenir le plus efficace des procédés éducatifs; mais, par bonheur pour les journaux, la radiodiffusion aussi bien que le cinématographe sont jusqu'à présent des aventures commerciales qui se régissent, en leur développement, exactement selon les mêmes principes que le puissant rival qu'il s'agit de remplacer en une concurrence sans pitié.

Enfin il est nécessaire d'étudier en face cette grave question: peut-on affirmer qu'il existe non seulement le danger, mais la possibilité de voir la presse, usant de sa puissance illimitée, mettre volontairement son influence au service de mouvements contraires à la marche de la civilisation, si de l'exploitation de ces mouvements doit résulter un bénéfice pécuniaire pour les journaux qui l'entreprennent?

Les révélations qui sur ce point ont été faites en ces dernières années, révélations selon lesquelles certains journaux n'ont pas hésité à stimuler dangereusement le sentiment national dans le dessein de réaliser des affaires immenses, autorisent malheureusement à conclure que peut-être, en des conjonctures plus critiques, ils n'hésiteraient pas à troubler la paix, s'il en résultait de façon certaine un accroissement durable et profitable de leur influence et de leurs bénéfices.

D'après ce qui précède, la question posée: *«L'information habituellement fournie par la presse au public en général tend-elle, par sa nature, à développer son éducation et ses connaissances générales?»* se trouve résolue négativement. Le public reçoit, en général, une mauvaise éducation de la part des grands journaux. Une préparation littéraire spéciale et un sens très vif des réalités sont nécessaires pour combattre les mauvaises influences de la presse quotidienne et pour en tirer des connaissances utiles. Tant que la grande presse sera dirigée selon les principes qui règlent le succès commercial, on ne peut s'attendre qu'elle devienne un agent d'éducation.

Journal ou entreprise industrielle?

Lorsque le lecteur a dévoré les nouvelles sensationnelles de crimes, championnats, guerres, prouesses d'aviateurs, tremble-

ments de terre, accidents de chemin de fer et autres, à peine a-t-il le temps de se renseigner sur les cours de la bourse et peut-être sur le sens ésotérique d'un éditorial politique. Son intelligence est trop fatiguée pour lire des articles sur les nouvelles théories de l'atome ou pour s'assimiler les dernières découvertes relatives à la stratosphère.

L'information relative aux nations et aux cultures étrangères est fournie par les journaux d'accord avec les nécessités de chaque localité. A Buenos-Aires, où vit une population étrangère d'un million de personnes, dont la plupart conserve des liens d'affaires ou de sentiments avec la patrie absente, l'information sur des sujets étrangers occupe autant de place, si ce n'est plus, que les nouvelles locales. Cet excédent de l'information étrangère sur l'information nationale a dû contribuer à rendre libéral l'esprit des lecteurs de journaux dans cette ville, par l'influence qu'il exerce sur le sentiment de la nationalité.

En effet, jusqu'à ces dernières années, l'esprit de l'habitant de Buenos-Aires jugeait avec beaucoup d'équanimité, de tolérance, et une connaissance minutieuse, les questions internationales. La prodigalité de l'information étrangère dans la presse de cette capitale avait eu ce résultat plausible dans l'éducation d'un peuple.

Mais il reste à constater que l'abondance de l'information étrangère offerte quotidiennement à son public par la presse de Buenos-Aires n'était probablement pas le résultat d'une préoccupation d'enseignement, mais plutôt un calcul fondé sur la nécessité d'augmenter la circulation des journaux. De toute façon cette expérience nous apprend que l'abondance d'informations a une valeur éducative indubitable, si les nouvelles sont publiées sans le désir de leur donner un coloris étranger à leur signification réelle et à leur valeur historique.

En résumé: pour faire du journal un véhicule de notions utiles, un instrument de civilisation et pour lui faire servir la véritable cause de l'humanité, il faudrait commencer par lui enlever son caractère d'entreprise industrielle, tâche par trop remplie de contingences dans un monde régi exclusivement par la loi de concurrence. ■

Federico Mayor

La violence est une insulte à l'humain

La guerre froide a longtemps justifié l'intolérable. Tant que le monde a été divisé en deux camps, hostilités, violences et massacres étaient cachés ou cautionnés. Aujourd'hui, nous savons. Dans un monde plus transparent, nous n'avons plus l'excuse de l'innocence.

Ces deux camps, aujourd'hui, n'existent plus, et le monde est un. Mais à côté de la joie et de l'espoir que suscitent les progrès de la liberté, de la démocratie et de la paix, le malheur ne cesse d'avancer sous les traits de la violence: purification ethnique, terrorisme, extrémisme religieux et culturel, génocide, exclusion, discrimination.

La violence, surtout quand elle porte atteinte à la vie, est inexcusable. Comment ose-t-on la justifier par des arguments «religieux», alors que toutes les religions sont fondées sur l'amour et la générosité? La violence peut et doit être combattue en tant que telle, comme une insulte à tout ce qui fait l'humain dans l'homme, comme l'expression d'une incapacité de passer de l'ambition hégémonique à la réalité de l'interdépendance.

Dès aujourd'hui, l'archaïque culture de la guerre doit céder le pas à la culture de la paix. Le culte de la force et l'apologie de la compétition y seront remplacés par l'émergence de nouveaux horizons de solidarité humaine, l'épopée quotidienne de la liberté et de la justice, l'émotion d'une convivialité qui englobe, à la fois, les êtres de partout et les générations à venir.

Dès aujourd'hui, l'humanité doit pouvoir se consacrer à sauvegarder, rétablir et édifier la paix, par la création des espaces nécessaires de dialogue, de concertation et de réconciliation qui s'imposent. Oui à la divergence, non à la violence. Ce qu'exigent les principes démocratiques — qu'il faut consolider chaque jour — ce n'est ni la docilité, ni la soumission. Au contraire, c'est l'engagement dans le débat, l'expression des idéaux et des idées de chacun, avec élan et persévérance. Mais ce n'est pas, ce n'est jamais, la violence.

Si l'on veut redresser l'asymétrie du monde, rendre moins inégale la répartition de ses ressources, il ne faut pas faiblir dans la lutte contre l'ignorance, la pauvreté et l'humiliation. Il faut au contraire la renforcer, la poursuivre sans relâche, pour contrer les intérêts hostiles et corriger la myopie toujours mauvaise conseillère. Mais la violence, plus jamais.

Dès aujourd'hui, décrétons que les citoyens doivent non pas sacrifier leur vie, mais la vivre; que le plus bel hommage que l'on puisse rendre aux morts de toutes les guerres de ce siècle, c'est de préserver la vie de leurs enfants. Dès aujourd'hui, dans la conscience et le comportement de chacun d'entre nous, la tolérance doit prendre son sens le plus fort: non pas la simple acceptation de l'autre dans sa différence, mais l'élan vers l'autre pour le mieux connaître et pour mieux se connaître à travers lui, pour partager avec lui, pour lui tendre la main de la fraternité et de la compassion, pour que les valeurs universelles, communes à tous, s'enrichissent de la précieuse spécificité de chaque culture et de chaque langue, de l'irremplaçable créativité de chaque personne. ■

L'OPÉRA DE TAIWAN

par Isabelle Leymarie

Si l'opéra de Pékin, rigoureux et codifié, demeure le parangon de l'opéra chinois, son avatar l'opéra de Taïwan (*ke tsai hsi*), moins connu à l'étranger jusqu'à une date récente, témoigne d'une plus grande souplesse, et d'une remarquable faculté d'adaptation à des contextes plus actuels.

Il descend à l'origine du *ke tsai chen*, théâtre de rue né de chants et de contes populaires introduit par des immigrants arrivés à Taïwan aux 18^e et 19^e siècles de la province du Fujian, région de grands navigateurs au sud-est de la Chine. Dans les années vingt, il retourne au Fujian, puis rayonne à Singapour et se développe pleinement à Taïwan après la Seconde guerre mondiale, tout en conservant son caractère populaire et spontané.

Une troupe de référence du *ke tsai hsi* est la compagnie Ming Hwa Yuan, créée en 1929, et dont l'une des principales œuvres du répertoire est *Le Bouddha incarné*. La trame du *Bouddha incarné* est le conflit entre le maître taoïste Ch'un Yang, fataliste, convaincu de l'antinomie fondamentale entre les êtres inhumains et les humains, et le moine bouddhiste Ji Gong, défenseur de l'amour inconditionnel de toutes les créatures. On retrouve, dans cet opéra, plusieurs personnages archétypaux de la littérature et du folklore chinois: le moine ivrogne et fou Ji Gong, qui aurait vécu au 13^e siècle dans la province du Zhejiang, mais qui, malgré son apparence hirsute et son mépris des conventions, atteint l'illumination bien avant ses coreligionnaires plus respectables; celui du maître taoïste, capable de prouesses surnaturelles mais avide de pouvoir et d'autorité, et que s'amuse à narguer le héros bouddhiste; le personnage du renard blanc, féminin et roué, présent également dans la mythologie japonaise, et celui du pêcheur, au caractère plus trempé et à la symbolique plus obscure.

LE RENARD, UN HOMME JOUÉ PAR UNE FEMME

Le renard blanc et le pêcheur, son acolyte, s'ennuyant dans l'au-delà, décident de prendre forme humaine et de descendre sur terre pour aller voir ce qui se passe dans le monde des vivants. Vainqueur d'un tournoi d'arts martiaux organisé par le père d'une jeune fille qui souhaite ainsi sélectionner un prétendant pour celle-ci, le renard gagne le cœur de la belle. L'amour est réciproque, mais le renard est démasqué par le maître taoïste qui s'efforce d'empêcher leur union. La famille de la jeune fille, désormais prévenue que le renard est un être surhumain, s'oppose au mariage. Pour témoigner de sa bonne foi, le renard renonce à sa forme naturelle et aux pouvoirs magiques qui lui sont consubstantiels et se convertit en simple mortel. Après maintes péripéties et avec l'aide de Ji Gong, qui se bat avec le maître taoïste jusque

Un spectacle musical haut en couleurs qui tient du music-hall, du cinéma et du théâtre populaire.

devant les dieux des enfers, le renard, devenu lettré, épouse, après avoir brillamment passé ses examens d'Etat, sa bien-aimée et gagne l'affection de ses beaux-parents.

Dans le théâtre chinois, le caractère féminin de certains personnages est accentué par le fait, courant même dans les campagnes de Chine populaire, que des femmes jouent souvent des rôles masculins (à l'inverse du kabuki japonais), et dans *Le Bouddha incarné*, le rôle du renard et celui du pêcheur sont tenus par deux jeunes femmes. «Le théâtre taïwanais, explique le metteur en scène de la troupe, est très doux, on n'y aime pas les choses violentes. Peu à peu, les femmes en sont venues à jouer des rôles d'homme parce qu'avec une femme, c'est plus beau.»

UNE MÉTAPHORE DU CHEMINEMENT BOUDDHISTE

Si l'on retrouve des personnages archétypaux dans l'opéra de Taïwan, les légendes dont il s'inspire sont parfois modifiées, ou inventées de toutes pièces. Ici, Ji Gong, touché par la sincérité de l'amour que voue le renard à la jeune fille, s'emploie avec force ruses, pirouettes et techniques d'arts martiaux, à favoriser leur mariage, anecdote absente du récit original sur la vie du moine ivrogne. Après des suspenses dignes des meilleurs films de «kung fu», *Le Bouddha incarné* se termine par un *happy end*. La portée morale des œuvres présentées — ici, le thème de la rédemption et celui du caractère trompeur des apparences — est essentielle. Pour parvenir à ses fins, le renard triomphe des forces obscures. Sa révolution intérieure passe par l'ouverture du cœur et le renoncement à des attachements erronés, et le renard devient une métaphore du cheminement bouddhiste.

La troupe, jadis familiale, recrute aujourd'hui ses acteurs parmi des adolescents ayant terminé leurs études secondaires. Autrefois, comme pour le théâtre de Pékin, les familles de paysans plaçaient leurs enfants dans diverses troupes pour leur assurer un avenir. Le film *Adieu ma concubine*, de Chen Kaige, montre à quel point leur entraînement pouvait être rigoureux et souvent cruel. Aujourd'hui cependant, à Taïwan, les jeunes

manifestent spontanément le désir de faire carrière dans le spectacle. Ces aspirants comédiens font leur apprentissage, qui dure environ deux ans, en observant leurs aînés et en jouant des petits rôles. «Nous aimons les jeunes, explique le metteur en scène, ils possèdent beaucoup d'enthousiasme et de force.»

De force physique notamment, dont ils ont besoin durant les longues répétitions journalières. Lorsque la troupe est en tournée, les comédiens se couchent tard et se lèvent tôt; durant des heures, ils s'entraînent sur scène: outre leurs textes, ils apprennent des mouvements d'ensemble, des acrobaties et des techniques d'arts martiaux, en particulier des gestes de bras empruntés à la forme *chen* du taï chi chuan, l'antique pratique chinoise de mouvements corporels, mais les gestes, plus élaborés, se rapprochent de la danse. Il s'agit en effet d'enjoliver les choses, d'accentuer le côté surréel et la fantasmagorie, pour envoûter le spectateur. Sans leur extraordinaire maquillage, les comédiens ont l'air beaucoup plus vulnérables que durant la représentation. Beaucoup d'entre eux ne sont que de simples enfants, ou des adolescents mutins, parfois fatigués, distraits ou dissipés.

UN SPECTACLE FLAMBOYANT

Le spectacle, flamboyant, avec un mélange de décors, de lumières et de costumes traditionnels et kitsch empruntés au music-hall, au cinéma ou à d'autres genres de théâtre, consiste en un amalgame d'éléments divers greffés sur une trame principale. «La forme est libre, précise le metteur en scène, parce qu'ainsi, les représentations deviennent un miroir de la vie actuelle. Les spectateurs sentent que ce qui se passe sur scène est proche d'eux, et cela les touche. Des répétitions constantes sont nécessaires, car même rodé, un spectacle n'est jamais figé; il subit, au contraire, de nombreuses variations.»

La musique, vivante et rythmée, joue également un rôle important. Utilisant des instruments à cordes et des percussions chinoises traditionnelles, elle est issue d'airs paysans arrangés par le compositeur de la troupe, qui intègre au besoin des fragments de musiques préexistantes, ou invente certains passages. Elle peut, à dessein, aller à l'encontre de l'action qui se déroule sur scène, pour dédramatiser, créer un climat humoristique ou des effets spéciaux. A divers moments du spectacle, les acteurs se mettent à danser avec des mouvements de disco, marquant, comme dans la musique noire, les deuxièmes et quatrièmes temps de la mesure, forme de scansion étrangère à la tradition asiatique. ■

ISABELLE LEYMARIE,
musicologue franco-américaine.



Esclavage ne se résume pas à la traite des Noirs

Je voudrais vous faire part de mon indignation d'Africain à la lecture de certains textes parus dans votre numéro *200 ans après son abolition, L'esclavage, Un crime sans châtement* (octobre 1994).

L'esclavage ne se résume ni au trafic triangulaire, ni à la traite des Noirs, bien qu'elle ait été, dans le temps et l'espace, la plus massive et la plus inhumaine, car la plus sanglante. L'illustration de la couverture, par trop sélective, quelle que soit sa véracité historique, porte une fois de plus atteinte à la dignité de l'homme noir et risque d'alimenter le racisme anti-africain.

Et d'abord, le mot d'«esclave», je le rappelle, n'est pas africain. Il dérive de «slave», nom que portent encore des peuples d'Europe centrale. Au Moyen Age européen, en effet, cette région ravitaillait en esclaves la Porte, l'Orient, le Moyen-Orient et même l'Europe de l'Ouest. Que dire de l'Egypte pharaonique, de la Grèce, de la Rome impériale?

J'ai été particulièrement choqué par l'entretien de M. Doudou Diène («La route de l'esclave», p. 29), où je vois l'expression d'une mémoire africaine morte. «L'acte initial, barbare s'il en est, du commerce négrier, s'est transformé en un acte fondateur de civilisation», écrit-il. Par quels mécanismes intellectuels parvient-il à voir dans l'esclavage de nos ancêtres, que je considère comme le plus gros génocide

de tous les temps historiques, un «acte fondateur de civilisation»?

(...)

Quand un système de production réduit trois siècles durant (du 16^e au 19^e), 200 millions d'êtres humains en banales monnaies, a-t-on le droit de parler de civilisation? Certains, comme le regretté Cheikh Anta Diop, n'avaient-ils pas parlé de barbarie?

(...)

Je constate le même outrage à la mémoire de l'Afrique et de nos frères déportés dans l'article de l'historien africain Elikia M'Bokolo («Qui sont les responsables?», p. 11). S'interroger sur les responsables de la traite des Noirs relève, tout simplement, du sobpisme.

(...)

La genèse de la traite repose sur la violence. La force, qui primait le droit, excluait toute notion de choix. Dans les siècles suivants, ce fut toujours le même rapport de force défavorable à l'homme noir, dont les pots de terre se fracassaient sur ceux, en fer, des négriers occidentaux.

Je me contenterai ici de relever, entre autres affirmations qui me paraissent gratuites, celle-ci: «L'histoire sociale de l'Afrique précoloniale montre que l'esclavage était une institution courante au sein des Etats» (p. 13). C'est soit un mensonge, soit pure et simple ignorance.

D'une part, les peuples africains ignoraient l'esclavage avant l'assaut des négriers: ce fut le cas, entre autres, des Bwo, des Minianka du Mali ou des Fang d'Afrique équatoriale. D'autre part, les premiers récits de voyageurs arabes en Afrique (8^e et 9^e siècles) montrent l'absence d'institutions esclavagistes, entre autres au Ghana et au Mali.

L'empire des Cissé (Ghana) ou celui des Kéita (Mali) n'étaient pas sans rappeler, par certains traits, les sociétés féodales de l'Europe occidentale. Dans les empires du Mali (Ghana, Mandé, Songhoy, Macina, Ségu), il exista, grosso modo, un système d'«hommage lige», ou de vassalité, reposant, à l'origine, sur des liens de dépendance, plutôt militaire, et, en tout cas, de protection.

Le seul esclavage précolonial fut la traite européenne. Les Etats africains ont été forcés, en fait, de surimposer au servage féodal, dont les traces existent encore en Mauritanie, au nord du Mali, un nouveau système venu d'ailleurs, étranger aux pratiques précédentes.

Il me semble grave de confondre la «marchandisation» des Africains par les Européens avec les pratiques féodales (les captifs de guerre, les serfs, finissaient sou-

vent par se fondre dans les familles réceptrices ou par recouvrer leur liberté) qui caractérisaient nos Etats avant le contact avec les Portugais, puis avec les autres Occidentaux.

(...)

Ainsi, dans l'ancien Kongo, le prétendu «esclave» était appelé «navana», l'enfant. Il n'était pas monnayable avant la traite européenne. Ici, comme dans les formations sociales sabéliennes qu'évoque M. M'Bokolo, l'esclave — doit-on même employer ce terme? — faisait partie du lignage, il pouvait même épouser la fille du maître. Il avait des droits. Il n'était pas, comme le promulgua le «Code noir» de Louis XIV, une «chose meuble et immeuble».

Arrêtons donc les spéculations intellectuelles sur nos millions de déportés et de morts. Qu'ils reposent, enfin, en paix et dans la dignité.

Tingé Coulibaly
Paris (France)

La troisième racine

La lettre de M. Tingé Coulibaly confirme, par son argumentaire historique, l'urgence, que vise précisément l'UNESCO, d'un retour sur la traite négrière.

Le débat, ouvert, s'articule dans sa lettre autour de deux questions:

a/ La spécificité de la traite négrière. En effet, si l'esclavage est un phénomène universel, il est généralement admis, comme le reconnaît l'historien Jean-Michel Deveau dans l'introduction de son ouvrage récent La France au temps des négriers (France-Empire, Paris, 1994), que la traite négrière constitue «la plus gigantesque tragédie de l'histoire humaine par l'ampleur et par la durée».

C'est précisément l'extrême complexité de l'étude de ce fait historique majeur, ainsi que ses conséquences, qui a amené le directeur général de l'UNESCO à établir un Comité scientifique international et multidisciplinaire d'une trentaine de membres. Ce Comité a recommandé au directeur général, à l'issue de sa première session à Ouidah, au Bénin, la nécessité pour l'UNESCO d'accorder, dans le cadre du projet La Route de l'esclave, la priorité à la traite négrière du commerce triangulaire, tout en n'ignorant pas l'esclavage transsaharien et dans l'océan Indien.

b/ La nature des conséquences de la traite négrière. Il convient de rappeler que la traite négrière a constitué une rencontre forcée et brutale entre des millions d'Africains et les populations amérindiennes et européennes

LE COURRIER DE L'UNESCO

sera présent du 17 au 22 mars 1995 au 5^e Salon de la Revue, au Parc des Expositions de Paris, Porte de Versailles. Cette manifestation est organisée en liaison avec le 15^e Salon du Livre, le Salon des Métiers du Livre et l'Espace Multimedia. C'est donc un panorama complet de l'édition sous toutes ses formes qui sera offert aux visiteurs.

Pour plus d'informations, s'adresser à OIP, 62, rue de Miromesnil 75008 Paris.
Téléphone: (33-1) 49 53 27 00.
Télécopieur: (33-1) 49 53 27 88.



vivant dans les Amériques et les Antilles. Cette rencontre a été aussi culturelle dans la mesure où c'est par la culture que les esclaves africains ont pu survivre et faire face aux conditions effroyables qui leur étaient imposées.

C'est la raison pour laquelle l'un des combats les plus acharnés des descendants des esclaves africains a porté, depuis lors, sur la reconnaissance à la fois de leur identité et de la fécondation des cultures amérindienne et européenne par la culture africaine. Ce sont précisément ces facteurs qui donnent tout son sens à l'assertion selon laquelle la traite négrière a été aussi fondatrice de civilisations.

Au-delà de l'exemple bien connu des Etats-Unis d'Amérique, les communautés d'origine africaine mènent dans plusieurs pays latino-américains des actions revendicatrices, intellectuelles et politiques, pour la reconnaissance d'un pluralisme culturel qui leur doit beaucoup. Il est significatif à cet égard que des intellectuels et chercheurs d'origine non africaine mènent le même combat. C'est le cas du programme de la Troisième racine du Mexique. Il s'agit de reconnaître et de promouvoir, en même temps que la racine amérindienne et européenne, la racine africaine des civilisations des Amériques.

Doudou Diène
directeur de la Division des projets
interculturels (UNESCO)

A l'image du néo-colonialisme du 20^e siècle

La lettre de M. Tingé Coulibaly a le mérite de rappeler deux choses importantes. D'une part, la production du savoir historique se fait nécessairement au milieu de débats et de controverses. D'autre part, la prise en charge de la mémoire collective va toujours avec des désaccords. Pour autant, sauf à s'imaginer qu'on détient tout seul la vérité, on ne saurait se contenter, pour disqualifier ceux qui sont en désaccord avec soi, de les taxer de « menteurs » ou d'« ignorants ».

Premier point: l'esclavage en Afrique. Sur le fait (l'existence de l'esclavage), la discussion n'est plus permise parce que nous possédons des sources nombreuses et variées, contemporaines de la traite négrière, mais aussi antérieures et postérieures à elles, externes à l'Afrique (voyageurs arabes et européens de formation et de statut très divers) et internes (écrits de lettrés africains, sources orales) qui confirment toutes l'existence d'un esclavage africain.

Ce qu'on peut légitimement discuter, c'est, d'une part, l'usage des concepts

(esclave, serf, captif, dépendant); d'autre part, la répartition de cet esclavage sur le continent, répartition qui a été évidemment inégale selon le type de société (d'où la distinction commode entre « Etat » et « société sans Etat ») et selon les régions; enfin, la chronologie et la nature des interactions entre « traite des esclaves » et esclavage intérieur.

En dehors des sources, ma démarche s'appuie sur une évidence et une hypothèse: l'esclavage a été le fait de tous les Etats anciens connus, dans toutes les aires culturelles de l'humanité; donc, sauf à considérer que les Africains ne font pas partie de cette humanité commune, on est fondé à faire l'hypothèse (confirmée par les sources) que leurs Etats aussi ont connu un esclavage propre à leur organisation sociale et indépendante des traites négrières européennes ou arabe.

Deuxième point: le passage de la capture à la traite. Cette évolution est aujourd'hui très largement établie et solidement documentée dans les travaux qui traitent des Etats sahéliens, de la Sénagambie, de la « Haute Guinée », du golfe de Guinée, du Kongo-Angola et de l'arrière-pays de Zanzibar. Il est évident que la traite a été fondée sur une violence permanente, mais il ne s'agit pas de réduire celle-ci au couple antithétique Européens/Africains, Blancs/Noirs.

Après la phase de la capture, dont la durée varie d'ailleurs selon les lieux et parfois selon les pratiques marchandes, est arrivé le moment où les Etats africains se sont spécialisés, bon gré mal gré, dans la capture d'esclaves grâce aux armes à feu vendues par les Européens. Je dirais les choses autrement en utilisant à dessein une métaphore anachronique; la traite a fonctionné comme le néo-colonialisme du 20^e siècle: aux Etats et entreprises d'Europe et des Amériques les profits, aux pouvoirs africains la besogne locale de production à n'importe quel prix (hier la guerre, aujourd'hui l'autocratie) des marchandises d'exportation.

Sur toutes ces questions, il existe une littérature très abondante dont j'ai essayé honnêtement de dire les points de convergence et de souligner les divergences. Contrairement à ce que croit M. Coulibaly, les vraies divergences entre historiens portent sur des questions plus redoutables que celles que j'ai abordées dans ce numéro du Courrier, comme, entre autres, le chiffrage de la traite et les effets de la traite sur le devenir économique, politique, psychologique, de l'Afrique.

Elikia M'Bokolo
Centre d'études africaines
Ecole des hautes études en sciences sociales
(Paris)

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

Couverture, page 3: David Turnley
© Rapho, Paris. Page 2: © Masako,
Paris. Page 5: Alain Morvan ©
Gamma, Paris. Page 7: D. Aubert ©
Sygma, Paris. Page 9: Ron Giling ©
Panos Pictures, Londres. Pages 10
en haut, 11 en bas: © Aristide Esso,
Paris. Page 10 en bas: © Philippe
Loparelli, Paris. Page 11 en haut:
Jimmy Holmes © The Environment
Picture Library, Londres. Page 12
en bas: Weyl Laurent © Ask
Images, Paris. Pages 12-13: Jay Ullal
© Stern/Studio X, Limours. Pages
14-15: J.L.Lajoux © Ask Images,
Paris. Pages 16 en haut, 18 en bas,
20: Emanuel Ammon © Aura,
Lucerne. Page 16 en bas: M.
Dorigny/UNFPA © REA, Paris.
Page 17 en haut: Thomas Muller ©
Tafos, Lima. Page 17 en bas: Lima
Melchor © Tafos, Lima. Pages 18 en
haut, 18 au milieu, 19: © Denis
Rouvre, Paris. Page 21: Guy Stubbs
© Black Star/Rapho, Paris. Page 22:
David Leeson © Rapho, Paris. Page
23: Alon Reininger © Contact Press
Images, Paris. Page 24: Les Stone ©
Sygma, Paris. Page 26: Maria Luiza
M. Carvalho © Panos Pictures,
Londres. Page 27: Laurence
Daniere © Editing, Paris. Pages 28-
29: Carlos Humberto © Contact
Press Images, Paris. Page 32:
UNESCO-Ines Forbes. Pages 34, 35,
36, 37: © Robert Polidori/Planet,
Paris. Page 38: © Edimédia, Paris.
Pages 39, 40, 41: © France Bequette,
Paris. Page 42: Fabrice Picard © Vu,
Paris. Page 44: © Pinheira, Paris.

La dimension culturelle du développement

- ◆ De la croissance économique au développement humain
- ◆ Facteurs et impacts culturels du développement
- ◆ Interactions entre culture et développement
- ◆ Instruments d'aide à la décision et au travail sur le terrain

Un bilan des expériences utile à tous ceux qui sont engagés dans des activités de développement tant sur le terrain qu'au sein des institutions

1994, 241 p., ISBN 92-3-203049-8, **85 FF**



Pour commander :

Éditions UNESCO, 1, rue Miollis, 75732 Paris Cedex 15 (France). Fax: (33-1) 42 73 30 07
 Paiement en francs français par chèque (excepté les Eurochèques) ou par Eurocard, MasterCard ou Visa (indiquez le numéro de la carte et la date d'expiration)



Éditions UNESCO

PROJET

241

QUAND LE NORD PERD LE SUD

Révolution dans les rapports Nord-Sud : après la coopération, l'heure est à la compétition. Tant pis pour les faibles... La France doit-elle s'y résigner, abandonnant aux Ong l'humanitaire et les droits de l'homme ? La coopération communautaire peut-elle trouver un deuxième souffle ? Sur quelles valeurs reconstruire nos rapports avec le Sud : souci de notre « rang » ? Coopération ? Démocratie ? Intérêts bien compris ?

Avec les contributions de :

B. Badie, H. Carsalade, Ph. Dewitte, M. Griffon, J.-R. Henry, H. Icking, A. de Lattre, B. Lestienne, A. Valladão.

En vente dans les grandes librairies.

Le n° (144 p.) : 65 F

Etranger : 70 F

PROJET • 14, rue d'Assas - 75006 PARIS

☎ (1) 44 39 48 48 - Minitel : 36 15 SJ*PROJET

Revue internationale des sciences sociales

Mars 1995 **143**

Mesurer et évaluer le développement

| | |
|---------------------------------------|--|
| Ignacy Sachs | Introduction. Le quantitatif et le qualitatif - Quelques questions sur les enjeux et les limites de la mesure du développement |
| Riccardo Petrella | L'Europe entre l'innovation compétitive et un nouveau contrat social |
| Paul Strecten | Le développement humain : le débat autour de l'indicateur |
| Donald McGranahan | Mesure du développement : recherches effectuées par l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social |
| Salah El Serafy | Mesurer le développement : le rôle de la comptabilité écologique |
| Malak Poppovic, Paulo Sérgio Pinheiro | Comment consolider la démocratie ? L'option des droits de l'homme |
| Michael M. Cernea | Intégration sociale et déplacements de populations : la contribution des sciences sociales |
| Richard Rose | Faire des progrès, rattraper son retard : les analyses comparatives au service de la politique sociale |
| Dossiers ouverts | |
| B. Guy Peters | La fonction publique et la consolidation de la démocratie |
| Tribune libre | |
| Maurice Godelier | L'anthropologie sociale est-elle indissolublement liée à l'Occident, sa terre natale ? |

Pour toute demande d'abonnement ou d'achat au numéro : Erès 11 rue des Alouettes 31500 Raimonville Saint-Agne

offre spéciale

Lecteurs du Courrier offrez (et offrez-vous)

LES ENTRETIENS DU COURRIER DE L'UNESCO

volume I

Le Courrier laisse la parole aux savants, aux créateurs et aux penseurs les plus prestigieux de notre temps.

Ce livre est le premier d'une série de quatre volumes qui rassemblera tous les entretiens réalisés par Le Courrier au cours des cinq dernières années...

Ce premier volume comporte, entre autres, les entretiens de : Camilo José Cela, Jacques-Yves Cousteau, Vaclav Havel, François Jacob, Jean Lacouture, François Mitterrand, Ernesto Sábato, Michel Serres.

Prix spécial abonnés : 80 francs (port compris)

Tarif normal : 120 francs (port compris)

Pour commander :

Le Courrier de l'UNESCO, Service des abonnements, 1 rue Miollis, 75732 Paris CEDEX 15.

Paiement par chèque (sauf Eurochèque) ou par Visa, Mastercard ou Eurocard (indiquez le numéro de la carte et la date d'expiration)

